



Automne 2018 – Sondage et groupes de discussion sur l'économie

Ministère des Finances du Canada

Rapport final
Novembre 2018

Préparé pour :

Le ministère des Finances du Canada
Fournisseur : Le groupe-conseil Qorus Inc.
Date d'octroi du contrat : 7 août 2018
Date de livraison : novembre 2018
Valeur du contrat (TVH incluse) : 170 422,01 \$
Numéro du contrat : 60074-180924/001/CY
Numéro de ROP : 027-18

Pour plus d'information, contacter :

por-rop@fin.gc.ca

This report is also available in English.

Tous droits réservés

Automne 2018 – Sondage et groupes de discussion sur l'économie Rapport final

Préparé pour le ministère des Finances du Canada
Fournisseur : Le groupe-conseil Quorus Inc.
Novembre 2018

Le présent rapport de sondage d'opinion publique contient les résultats d'un sondage téléphonique et de discussions de groupes organisés par le groupe-conseil Quorus Inc. au nom du ministère des Finances du Canada. Le sondage téléphonique a été réalisé auprès de 2 000 résidents canadiens du 3 septembre au 14 octobre 2018. Au total, 10 discussions de groupes ont eu lieu entre le 4 et le 17 septembre.

This publication is also available in English, entitled Fall 2018 – Survey and Focus Groups on the Economy.

Le présent document peut être reproduit pour des fins non commerciales uniquement. Une permission écrite doit être obtenue au préalable auprès du ministère des Finances du Canada. Pour obtenir de plus amples renseignements sur le présent rapport, communiquer avec le ministère des Finances du Canada à por-rop@fin.gc.ca ou par la poste, à l'adresse suivante :

Direction générale, Communications et Consultations
Ministère des Finances
90, rue Elgin
Ottawa (Ontario) K1P 0C6

Numéro de catalogue :
F2-265/2019F-PDF

Numéro international normalisé du livre (ISBN) :
978-0-660-29073-7

Publications connexes (numéro d'enregistrement : POR 027-18) :
Numéro de catalogue: F2-265/2019E-PDF (rapport final en anglais)
ISBN 978-0-660-29072-0

© Sa Majesté la reine du chef du Canada, représentée par le Ministre des Finances, 2019




Attestation de neutralité politique

J'atteste, par les présentes, à titre de cadre dirigeant du groupe-conseil Quorus Inc., que les produits livrables sont entièrement conformes aux exigences en matière de neutralité politique du gouvernement du Canada énoncées dans la [Politique sur les communications et l'image de marque](#) et la [Directive sur la gestion des communications – Annexe C](#).

Plus précisément, les produits livrables ne comprennent pas d'information sur les intentions de vote électoral, les préférences quant aux partis politiques, les positions des partis ou l'évaluation de la performance d'un parti politique ou de ses dirigeants.

Signé :

A handwritten signature in black ink, appearing to read 'Rick Nadeau', is written over a light gray, textured rectangular background.

Rick Nadeau, président
Le groupe-conseil Quorus Inc.

Table des matières

Sommaire exécutif	6
But et objectifs de la recherche	7
Méthodologie.....	7
Sommaire des résultats – Discussions de groupes	8
Sommaire des résultats – Sondage.....	12
Executive Summary	16
Research Purpose and Objectives.....	17
Methodology.....	17
Summary of Findings – Focus Group Phase.....	18
Summary of Findings – Survey Phase	22
Résultats détaillés	25
But et objectifs de la recherche	26
Résultats des discussions de groupes	26
Perceptions de la performance du gouvernement fédéral	26
Opinions de l'économie en général	29
Négociations commerciales	32
Projet d'expansion Trans Mountain.....	33
Main-d'œuvre, compétences et talents	34
Compétitivité des entreprises.....	37
Stratégie fiscale globale	38
Changement climatique et tarification de la pollution par le carbone.....	39
Résultats du sondage	40
Priorités du gouvernement fédéral	40
Évaluation de l'économie.....	44
Confiance envers l'économie.....	48
Situation budgétaire	55
Contexte et méthodologie	76
Contexte et objectifs de la recherche	77

Méthodologie.....	77
Discussions de groupes	77
Sondage.....	80
Annexes.....	86
Focus Group Screener	87
Questionnaire de recrutement	94
Focus Group Moderation Guide	101
Guide de discussion	109
Survey Questionnaire.....	117
Questionnaire du sondage téléphonique	128
Tableaux de données	140

Sommaire exécutif

But et objectifs de la recherche

Le gouvernement du Canada a réalisé des investissements importants pour stimuler l'économie. Il s'est engagé à pratiquer une saine gestion des finances afin de soutenir ces investissements. Un récent exemple est le Budget 2018 qui vise à préserver l'équilibre entre le besoin d'investir de manière ciblée pour assurer la croissance économique et celui de maintenir un faible niveau d'endettement au Canada pour les générations actuelles et futures.

Les nouveaux plans de développement économique et le climat d'incertitude à l'échelle planétaire nous exhortent à comprendre de quelle manière les Canadiens perçoivent la situation économique et les mesures prises par le gouvernement.

Par conséquent, le ministère des Finances a jugé nécessaire de mener une étude de marché primaire pour sonder les Canadiens afin de comprendre leurs préoccupations et leurs perceptions envers l'économie actuelle, les enjeux économiques émergents, leur bien-être financier et leurs attentes quant au rôle du gouvernement du Canada sur le plan de l'économie.

Les résultats de cette recherche permettront au gouvernement du Canada de mieux comprendre l'environnement public et de communiquer plus efficacement ses plans d'action qui ont pour but d'améliorer le potentiel de croissance à long terme du pays.

Méthodologie

La méthodologie de recherche des **discussions de groupes** consistait en dix groupes conventionnels réunis dans un local de recherche. Ces groupes étaient composés d'adultes canadiens de 18 ans et plus. Les séances ont eu lieu du 4 au 17 septembre 2018, dans cinq villes : Moncton (Nouveau-Brunswick), Toronto (Ontario), Calgary (Alberta), Vancouver (Colombie-Britannique) et Québec (Québec). Dans chaque ville, les groupes étaient divisés en deux catégories : les ménages à faible revenu et les ménages à revenu élevé. Au terme de chaque séance de deux heures, les participants ont reçu une prime de 75 \$. Le processus de recrutement visait à obtenir une bonne représentation hommes-femmes, d'origines ethniques et d'âges variés. Toutes les séances étaient animées par Rick Nadeau, un des principaux chercheurs bilingues de Quorus, titulaire de l'offre à commandes du gouvernement du Canada.

Mise en garde concernant la recherche qualitative

La recherche qualitative a pour but d'acquérir une compréhension et d'établir une orientation, plutôt que des mesures quantitativement extrapolables. Son objectif n'est pas de générer des « statistiques », mais de recueillir un éventail complet d'opinions sur un sujet donné, de comprendre le langage utilisé par les participants, de mesurer le degré de passion et d'engagement, et de miser sur le pouvoir du groupe pour inspirer des idées. Les participants sont encouragés à exprimer leurs opinions, peu importe qu'elles soient partagées ou non par le reste du groupe.

Étant donné la taille de l'échantillon, les méthodes de recrutement particulières utilisées et les objectifs de la recherche, il est entendu que les travaux sous discussion sont de nature exploratoire. Les résultats ne doivent pas être extrapolés à une population plus vaste.

Plus précisément, il est inapproprié de suggérer ou de laisser entendre que les quelques utilisateurs réels (ou plusieurs d'entre eux) agiraient d'une certaine façon simplement parce que quelques participants (ou plusieurs d'entre eux) se sont comportés ainsi durant les séances. Ce type de projection relève exclusivement de la recherche quantitative.

La méthodologie de recherche par **sondage** consistait en 2 000 entrevues téléphoniques réalisées à l'échelle nationale auprès d'adultes canadiens de 18 ans et plus. La durée moyenne de l'entrevue était de 12 minutes et les répondants pouvaient choisir entre le français et l'anglais. La collecte de données s'est déroulée du 3 septembre au 14 octobre 2018, et comportait un essai préliminaire du questionnaire. L'échantillon était composé de ménages avec numéros de téléphone conventionnel et d'un sous-quota de ménages utilisant les téléphones cellulaires uniquement. Le taux de réponse pour l'échantillon global était de 6,7 %. Les résultats peuvent être extrapolés à un plus vaste auditoire puisque la marge d'erreur pour un échantillon de cette taille est de +/- 2,2 %, 19 fois sur 20.

Les données ont été pondérées par région, sexe, âge et milieu urbain ou rural pour obtenir un échantillon final conforme à la population canadienne d'après les données du dernier recensement.

Sommaire des résultats – Discussions de groupes

Perceptions générales sur la performance du gouvernement fédéral

Au début de chaque séance, les participants étaient invités à noter la principale réussite du gouvernement fédéral dans la dernière année et son plus grand échec. Deux enjeux se sont retrouvés tant du côté des réussites que des échecs : l'immigration et la légalisation du cannabis.

Parmi les autres mentions de réussites du gouvernement fédéral dans la dernière année, notons :

- son approche dans les négociations de l'ALENA;
- diverses mesures qu'on pourrait regrouper dans la catégorie de la politique socio-économique générale : de meilleures prestations pour enfants, une réduction des impôts, un congé parental prolongé, des efforts pour favoriser l'égalité des sexes et du soutien pour les LGBTQ.

Parmi les autres mentions d'échecs de la part du gouvernement fédéral durant la même période, notons :

- son approche dans le dossier des pipelines, notamment l'achat récent du Trans Mountain;
- certaines mesures perçues comme nuisant aux petites entreprises, y compris ce que plusieurs considèrent comme une hausse des impôts et des efforts insuffisants pour aider les petites entreprises ;
- son incapacité, selon certains, à respecter son mandat environnemental ou son inertie vis-à-vis de l'environnement en général.

Perceptions générales envers l'économie

La majorité des répondants ont qualifié l'économie canadienne de stable ou fonctionnant relativement bien. Comparativement à l'an dernier, on semble croire que la situation est demeurée stable et qu'à l'avenir, les perspectives du pays dépendront en grande partie des conclusions des négociations commerciales en cours.

Parmi les principaux enjeux économiques mentionnés, les négociations de l'ALENA et l'absence d'accord commercial avec les États-Unis ont été, de loin, les plus souvent mentionnés. Les autres thèmes soulevés étaient liés à la main-d'œuvre (p. ex., le vieillissement de la population et la pénurie de travailleurs qualifiés), à la dette (p. ex., la dette nationale et la dette à la consommation), au coût de la vie ou à l'achat d'une maison.

Négociations commerciales

Au moment où les groupes de discussion étaient réunis, les négociations sur l'ALENA avaient lieu entre le Canada, les États-Unis et le Mexique. De façon générale, les participants étaient d'avis que ces négociations étaient importantes pour eux et pour l'ensemble du pays. Bon nombre d'entre eux savaient où en étaient les négociations et plusieurs ont nommé la ministre canadienne des Affaires étrangères dans leurs commentaires. Chez certains, la discussion sur les négociations a soulevé des émotions, tant positives que négatives. Les sentiments envers les tactiques de négociation de l'administration américaine étaient particulièrement négatifs. D'autre part, la majorité des participants ont apprécié la manière dont le Canada a abordé les négociations, c'est-à-dire avec tact et en respectant ses stratégies tarifaires. La plupart étaient d'avis que non seulement le Canada faisait de son mieux, mais qu'il défendait bien ses positions.

Projet d'expansion Trans Mountain

Dans l'ensemble, les participants étaient peu nombreux à avoir entendu parler du projet d'expansion Trans Mountain, sauf à Calgary et Vancouver. Malgré le récent échec devant les tribunaux, la plupart qui étaient au courant du projet croyaient à sa construction.

Les réalités économiques liées à ce projet sont peu connues (p. ex., le fait que l'achat comprend l'acquisition d'un pipeline existant qui génère des profits et qu'il s'agit d'un projet d'élargissement et non de construction d'un tout nouveau pipeline). Les participants avaient une connaissance très limitée des avantages économiques à diriger les exportations de pétrole vers les côtes en passant par la Colombie-Britannique plutôt que les États-Unis (p. ex., vente du pétrole à meilleur prix, diversification des partenaires exportateurs et dépendance réduite aux États-Unis en tant qu'acheteur).

Les opinions étaient plus favorables lorsque les participants ont été informés de tous les détails concernant le projet. Certains s'y opposaient toujours, invoquant que le pays devrait éviter les sources d'énergie non renouvelables et que le gouvernement fédéral ne devrait pas investir dans les pipelines, puisqu'il s'est engagé à protéger l'environnement.

Main-d'œuvre, compétences et talents

Sur la question à savoir si le Canada avait suffisamment de travailleurs, les avis étaient assez partagés. Les participants ont surtout parlé de la pénurie de main-d'œuvre dans certains secteurs et industries, ou pour certains types d'emploi, comme la restauration, les métiers, les emplois physiquement exigeants ou peu rémunérés, la technologie et les soins de santé. Les participants s'attendaient à ce que la situation se détériore au fil du temps, en raison du vieillissement de la population, du taux de natalité en baisse au Canada, du nombre considérable de baby-boomers qui quittent le marché du travail et des taux élevés d'immigration.

Pour plusieurs, le gouvernement fédéral a un rôle important à jouer à deux niveaux :

- Sur le plan de l'immigration, il pourrait en faire davantage pour cibler les nouveaux arrivants et les orienter vers des domaines particuliers. Des efforts supplémentaires devraient être faits pour promouvoir et développer le potentiel des immigrants établis qui ont reçu une formation particulière et qui ne travaillent pas dans leur domaine au Canada, qui sont sans emploi ou sous employés.
- Le gouvernement fédéral devrait également collaborer plus étroitement avec les établissements d'enseignement postsecondaire et les étudiants du secondaire pour s'assurer que les programmes et les nouveaux venus sur le marché du travail répondent aux besoins de l'économie de l'avenir.

De nombreux participants ont affirmé qu'ils devront se recycler ou se perfectionner au cours de leur carrière. D'ailleurs, plusieurs l'ont déjà fait. La plupart ont souligné et reconnu les défis associés à cette réalité, comme le manque de temps, le renoncement à un revenu pour suivre une formation et les frais de scolarité.

Ils étaient peu nombreux à avoir entendu parler des programmes offerts par le gouvernement fédéral pour favoriser l'apprentissage continu. Certains semblaient croire que ces programmes

étaient destinés aux personnes dans des situations bien précises (p. ex., les prestataires de l'assurance-emploi, les personnes exerçant un métier spécialisé, etc.). Lorsque l'animateur a présenté un nouveau concept d'aide financière pour l'apprentissage continu, la plupart des participants se sont entendus pour dire que le concept était pertinent et que tous les Canadiens devraient être admissibles. De plus, certains étaient d'avis que le programme devrait surtout venir en aide à ceux qui en ont le plus besoin, comme les chômeurs ou les travailleurs sous employés, et les personnes qui n'ont pas les moyens de suivre une formation.

Compétitivité des entreprises

Pour la plupart des participants, être « compétitif à l'échelle mondiale » signifie être en mesure de vendre des produits et des services à l'étranger parce qu'il est avantageux de le faire, soit en raison du prix ou de la qualité des produits et des services, ou parce que l'entreprise répond à un besoin que personne d'autre n'a encore comblé. Autrement dit, l'entreprise tire son avantage concurrentiel de son innovation.

De nombreux participants ont exprimé leur appui au gouvernement fédéral afin qu'il aide les entreprises canadiennes à devenir ou à demeurer compétitives à l'échelle mondiale. Plusieurs mesures pourraient être prises à cet égard pour :

- négocier des accords commerciaux favorables ;
- encourager l'innovation au Canada ;
- offrir un soutien financier pour favoriser la croissance des entreprises canadiennes (p. ex., des réductions d'impôt, des subventions, etc.) ;
- organiser des missions commerciales ;
- aider les entreprises canadiennes à trouver des débouchés à l'étranger ;
- attirer les talents qu'il nous faut au Canada ;
- soutenir l'enseignement postsecondaire pour stimuler l'innovation.

Stratégie fiscale

La plupart des participants ont reconnu ou simplement supposé que le gouvernement fédéral affiche un déficit. Même si un nombre important de Canadiens se sont montrés plutôt indifférents, ils sont plus nombreux à croire qu'il serait important que le déficit n'augmente pas. Selon eux, cela ne signifie pas pour autant qu'il faut équilibrer le budget du jour au lendemain, mais il faut au moins établir un plan.

Les participants devaient s'exprimer sur les compromis à faire en accumulant un déficit pour investir dans les programmes et l'infrastructure, plutôt que d'équilibrer le budget en coupant dans certains programmes ou en augmentant les impôts. Cet exercice a révélé un appui pour le

concept de déficit productif en investissant dans les programmes et l'infrastructure afin d'obtenir un rendement plus élevé pour l'avenir. Certains participants savaient que c'était la stratégie qui avait été adoptée au cours des dernières années, mais ils n'étaient pas convaincus qu'elle avait produit les résultats escomptés ou du moins, ils ne les avaient pas encore constatés. D'autres participants étaient inquiets à l'idée que si le pays accusait un déficit en temps de prospérité économique, comme cela semble être le cas en ce moment, celui-ci serait d'autant plus important en période économique plus instable.

Au sujet des impôts, presque tous s'accordaient pour dire que les taux d'imposition du gouvernement fédéral étaient demeurés stables au cours des dernières années.

Changement climatique et tarification de la pollution

La plupart du temps, l'expression « mettre un prix sur la pollution » signifie imposer des frais aux pollueurs.

En ce qui concerne les actions spécifiques, peu de participants avaient entendu parler des mesures prises par le gouvernement fédéral pour lutter contre le changement climatique. En se basant sur un aperçu général du plan gouvernemental qui vise à imposer un prix national sur la pollution par le carbone, les participants ont hésité à dire si le gouvernement devait ou non adopter cette mesure. Bien qu'environ la moitié des participants croient fermement qu'il est nécessaire de lutter contre le changement climatique, certains n'étaient pas convaincus de l'efficacité de la mesure proposée. Ils avaient l'impression que les coûts seraient refilés aux consommateurs et que plusieurs auraient encore plus de difficulté à joindre les deux bouts, ou que la mesure serait perçue comme un permis de polluer pour les industries.

Bien qu'ils aient apprécié l'idée de verser les revenus générés par ce plan aux provinces et aux territoires d'où proviennent les émissions, les participants auraient préféré que ces provinces et territoires puissent utiliser ces revenus comme bon leur semble. Plusieurs souhaitent qu'on réinvestisse ces sommes pour lutter contre le changement climatique. Si tel était le cas, ils seraient plus nombreux à appuyer un plan national de tarification de la pollution par le carbone.

Sommaire des résultats – Sondage

Priorités du gouvernement fédéral

Lorsqu'invités à décrire spontanément les problèmes sur lesquels le gouvernement fédéral devrait se concentrer, la majorité des répondants ont mentionné l'économie et les emplois. D'autres ont répondu l'environnement, les soins de santé et les enjeux sociaux en général.

Évaluation de l'économie

Les répondants devaient évaluer la situation économique du Canada, des États-Unis et de leurs provinces et territoires respectifs. Dans une proportion similaire (soit plus du tiers des répondants), on a estimé que toutes ces économies se portent bien. Les évaluations « neutres » étaient moins élevées à l'endroit de l'économie américaine. Cependant, ils étaient plus nombreux à être incertains de la note à lui accorder. Invités à évaluer le prix actuel de l'essence, plus de la moitié des répondants ont donné une note défavorable, comparativement à 14 % qui ont donné une note favorable.

Pour ce qui est de l'inquiétude des Canadiens à l'idée de perdre leur emploi ou de voir un proche perdre son emploi au cours des six prochains mois, 22 % des répondants ont dit être très préoccupés, 11 % étaient plutôt préoccupés et 59 % n'étaient pas très préoccupés.

Confiance envers l'économie

Nous avons demandé aux répondants d'évaluer l'impact de divers facteurs, tendances et mesures sur l'économie. La moitié d'entre eux devaient évaluer l'impact de ces facteurs sur la création d'emplois, et l'autre, sur la compétitivité des entreprises canadiennes.

Dans le premier groupe (création d'emplois), les répondants ont conclu que c'étaient les investissements du gouvernement fédéral dans le domaine des sciences, de la technologie et de l'innovation qui avaient le plus grand impact (59 %), suivi de l'ALENA (58 %), des investissements du gouvernement fédéral dans l'infrastructure (56 %) et des accords commerciaux avec les pays autres que les États-Unis (56 %).

Dans le deuxième groupe (compétitivité des entreprises canadiennes), les résultats étaient sensiblement les mêmes. Au premier rang, on retrouve les accords commerciaux avec les pays autres que les États-Unis (59 %), suivi des investissements du gouvernement fédéral dans le domaine des sciences, de la technologie et de l'innovation (57 %) et l'ALENA (57 %).

Situation budgétaire

Tous les répondants devaient donner leurs impressions de l'état des finances du gouvernement fédéral. Plus des trois quarts croyaient que le gouvernement fédéral affiche un déficit budgétaire, alors qu'un peu plus d'un dixième croient que le budget est équilibré et 6 %, qu'il y a un surplus budgétaire. Pour ce qui est de l'évolution du déficit fédéral au cours des prochaines années, 66 % étaient d'avis qu'il irait en augmentant, 22 % ont répondu qu'il demeurerait stable et 9 % s'attendaient à ce qu'il diminue.

Priorités budgétaires

Les répondants ont évalué l'importance de plusieurs enjeux et priorités dans les décisions du gouvernement fédéral en matière de budget. Plus des trois quarts ont répondu qu'il était très important que le gouvernement fédéral tienne compte de la création d'emplois et des

compétences professionnelles dans ses décisions budgétaires. Les trois quarts ont dit qu'il était très important que le gouvernement fédéral tienne compte de la classe moyenne (75 %) et de l'environnement (74 %). Pour près de 7 répondants sur 10, il est très important que le gouvernement fédéral démontre une volonté d'accroître la compétitivité des entreprises canadiennes à l'international, d'équilibrer le budget, de favoriser l'innovation, de réduire ou maintenir le déficit, d'aider les femmes et les jeunes filles et de mettre l'accent sur la science et la compétitivité des entreprises. Environ les deux tiers des répondants estiment qu'il est important pour le gouvernement fédéral d'inclure l'égalité des sexes, l'aide aux Autochtones et le féminisme parmi ses priorités.

Invités à choisir parmi deux scénarios budgétaires, plus des deux tiers des répondants ont préféré celui dans lequel le gouvernement fédéral investit dans les programmes et les infrastructures susceptibles de créer des emplois et de stimuler la croissance économique, même s'il doit pour cela afficher un déficit. Un peu plus du quart des répondants ont préféré le scénario dans lequel le gouvernement fédéral s'efforce d'équilibrer le budget, même s'il doit couper dans les programmes ou augmenter les impôts.

Impressions des tendances en matière d'impôts et d'aide financière

Nous avons demandé aux Canadiens si les impôts fédéraux étaient à la hausse ou à la baisse, et si l'aide financière qui leur est offerte par le gouvernement fédéral avait augmenté ou diminué (le premier scénario a été présenté à la moitié des répondants et le deuxième, à l'autre moitié).

En ce qui concerne les impôts fédéraux, 48 % des répondants avaient l'impression qu'ils avaient augmentés au cours des dernières années, 38 % étaient d'avis qu'ils étaient demeurés stables et 7 %, qu'ils avaient diminué. Pour ce qui est de l'aide financière offerte aux Canadiens par le gouvernement fédéral, 28 % avaient l'impression qu'elle avait augmenté, 36 % étaient d'avis qu'elle était demeurée stable et 29 %, qu'elle avait diminué.

En dernier lieu, quatre scénarios financiers ont été proposés aux répondants. Nous leur avons demandé s'ils disposaient de 20 \$, 50 \$, 100 \$ ou 500 \$ de plus par mois, quel serait l'impact sur leur situation financière personnelle. Un peu moins d'un dixième des répondants ont répondu qu'un montant supplémentaire de 20 \$ ou 50 \$ par mois aurait un impact majeur sur leurs finances personnelles alors qu'un sur cinq a admis que 100 \$ de plus par mois aurait un impact majeur. Pour plus de la moitié des répondants, 500 \$ de plus par mois aurait un impact majeur.

Des scénarios différents ont été présentés à un autre groupe, avec des montants calculés sur une base annuelle plutôt que mensuelle (240 \$, 600 \$, 1 200 \$ et 6 000 \$ par année). Un peu moins d'un dixième des répondants ont indiqué que des montants additionnels de 240 \$ et 600 \$ par année auraient un impact majeur sur leurs finances personnelles, alors que 29 % étaient d'avis que 1 200 \$ de plus par année aurait un impact majeur. Pour près des deux tiers des répondants, 6 000 \$ de plus par année aurait un impact majeur.

Fournisseur : Le groupe-conseil Quorus Inc.

Numéro du contrat : 60074-180924/001/CY

Date d'octroi du contrat : 7 août 2018

Valeur du contrat (TVH incluse) : 170 22,01 \$

Pour plus d'information, communiquer avec le ministère des Finances du Canada à : por-rop@fin.gc.ca

Executive Summary

Research Purpose and Objectives

The Government of Canada has made important investments to grow the economy as well as commitments to sound fiscal management to support it. A recent example is Budget 2018, balancing the need to make targeted investment to support economic growth, while preserving Canada's low-debt advantage for current and future generations.

New plans on developing the economy along with an uncertain global economy urge to understand how Canadians perceive government actions and the state of the economy.

Therefore, Finance Canada has identified a need for primary market research to gain specific insights into Canadians' overall concerns and perceptions about the current state of the Canadian economy, emerging economic issues, their sense of personal economic well-being, and their expectations about the role of the Government of Canada in the economy.

The findings of this research will help the Government of Canada understand the public environment and better communicate its actions to enhance Canada's long-term growth potential.

Methodology

The **focus group** research methodology consisted of ten traditional, in-facility focus groups with Canadian adults at least 18 years old. The groups were held between September 4th and September 17th, 2018. These sessions were divided across five different locations across the country: Moncton, NB, Toronto, ON, Calgary, AB, Vancouver, BC and Quebec City, QC. Sessions in each city were split between low income and high-income households. Each session lasted two hours, participants received a \$75 honorarium and the recruitment process sought a good representation of men and women and a mix of ethnicity and ages. All focus groups were moderated by Rick Nadeau, one of Quorus' bilingual senior researchers on the Government of Canada Standing Offer.

Qualitative Research Disclaimer

Qualitative research seeks to develop insight and direction rather than quantitatively projectable measures. The purpose is not to generate "statistics" but to hear the full range of opinions on a topic, understand the language participants use, gauge degrees of passion and engagement and to leverage the power of the group to inspire ideas. Participants are encouraged to voice their opinions, irrespective of whether or not that view is shared by others.

Due to the sample size, the special recruitment methods used, and the study objectives themselves, it is clearly understood that the work under discussion is exploratory in nature. The findings are not, nor were they intended to be, projectable to a larger population.

Specifically, it is inappropriate to suggest or to infer that few (or many) real world users would behave in one way simply because few (or many) participants behaved in this way during the sessions. This kind of projection is strictly the prerogative of quantitative research.

The **survey** research methodology consisted of a national survey of 2,000 telephone interviews with Canadian adults at least 18 years old. The interviews took on average 12 minutes to complete and respondents had the choice to complete the interview in English or French. Data collection occurred between September 3rd and October 14th, 2018, including a pretest of the questionnaire. The sample consisted of traditional wireline telephone numbers and a sub-quota of cell-phone only households. The response rate for the overall sample was 6.7%. The research findings can be extrapolated to the broader audience considering the margin of error associated with this sample size, +/- 2.2%, 19 times out of 20.

Data was weighted by region, gender, age and urban/rural split to ensure that the final distributions within the final sample mirror those of the Canadian population according to the latest Census data.

Summary of Findings – Focus Group Phase

General Views on the Performance of the Federal Government

At the beginning of each session, participants were asked to write down the most important thing the federal government has been getting right over the past year and the most important thing they have been getting wrong. Two issues were just as likely to land in the “going right” category as they were to land in the “going wrong” category: immigration and the legalization of cannabis.

Other commonly noted areas the federal government had been getting right over the past year included:

- The federal government’s approach to the NAFTA negotiations.
- A variety of measures could be grouped under general socio-economic policy: better child benefits, lower taxes, longer parental leave, a focus on gender equality and support for LGBTQ.

Other commonly noted areas the federal government had been getting wrong included:

- The federal government’s approach to the pipeline issue, especially the recent purchase of the Trans Mountain pipeline.
- Some measures were seen as anti-small business, including what some saw as increasing taxes on small businesses, and not doing enough to support small businesses.
- The federal government was not seen as fulfilling its environmental mandate or not doing enough for the environment in general.

Views on the Economy in General

Most would describe the Canadian economy as either “stable” or performing fairly well. Compared to last year, most felt things have been stable, and moving forward, most would agree that the country’s prospects largely depended on the outcome of the ongoing trade negotiations.

When asked to identify the biggest challenges facing the economy these days, negotiating NAFTA, or a lack of a trade deal with the US, was by far the most common theme raised. Other common themes were labour-related (e.g. aging population, skilled labour shortage), debt-related (e.g. national debt, consumer debt) or related to the cost of living or buying a home.

Trade Negotiations

At the time these focus groups were taking place, NAFTA negotiations were ongoing between Canada, the United States and Mexico. Participants generally believed that these negotiations mattered to them and to the country. Many were aware of where things stood in the negotiations and many named Canada’s Minister of Foreign Affairs by name in their comments. Discussing the negotiations also sparked positive and negative emotions among some participants. Emotions were quite negative towards the negotiation tactics being used by the U.S. administration. Conversely, whereas most were feeling good about how Canada had been approaching the negotiations, both in terms of tact and in terms of tariff strategies. Most also believed Canada was not just doing its best but that it was also holding its own in the negotiations

Trans Mountain Expansion Project

Awareness of the Trans Mountain expansion project purchase was limited although it was higher in Calgary and in Vancouver. Despite a recent setback in the courts, most participants familiar with the project believed it would be built.

Furthermore, there was very little knowledge of the economic facts surrounding this project (e.g. that the purchase included the acquisition of an existing pipeline that is generating profits and that it is a twinning and not an entirely new pipeline). There was also very limited knowledge of the broader economic benefits of directing oil exports to tidewater via British Columbia rather than to the U.S. (e.g. that it would sell at a better price and that it would further diversify the country’s export partners and reduce our dependency on the U.S. as a buyer).

Views on the project became more favourable once participants were provided all the details regarding the project. Some were still opposed to the project believing that the country should be moving away from non-renewable energy, and that the federal government should not be investing in pipelines when it was said to be so committed to the environment.

Labour Supply, Skills and Talent

Participants were somewhat torn as to whether Canada had enough workers. Participants were more likely to focus on shortages in specific sectors or industries and on certain broad types of jobs, including restaurant jobs, trades, “hard labour”, low-paying jobs, jobs in technology and healthcare. Participants expected these issues to worsen over time, mostly because of an aging population / Canadians are having fewer children, the significant amount of baby boomers exiting the workforce and high levels of immigration.

The federal government was seen as potentially playing an important role on two specific fronts:

- In terms of immigration, they could be doing more to target and orient newcomers into specific fields. They could also work harder to foster and develop the potential of established immigrants with specific training or education who are not working in their field in Canada, are unemployed or are underemployed.
- The federal government could also work closer with post-secondary institutions and with high school students to make sure programs and the new labour force align with what the economy of tomorrow will need.

Many participants recognized that they will need to upgrade or retrain over the course of their careers. In fact, many had already lived it. The challenges associated with this were recognized and appreciated by most participants – they included not having enough time, having to forego income to take training, and, tuition costs.

There was limited awareness of support already available from the federal government for lifelong learning. Participants seemed to believe that current programs were reserved for individuals in specific situations (e.g. on E.I., in the trades, etc.). When the moderator presented the concept of a new financial support for lifelong learning, most participants agreed that this would be relevant and timely and that all Canadians should be eligible. That being said, some would like the program to provide support where support is needed the most, such as those who are unemployed or underemployed and those who can the least afford training.

Business Competitiveness

For most participants, to be “globally competitive” meant being able to sell products and services in other countries because of a price advantage, a quality advantage or because the business is meeting a need that is not being met by anyone else. In other words, the business derives its competitive edge through innovation.

There was strong support for the federal government playing a role in helping Canadian businesses become or remain globally competitive. Possible roles included:

- Negotiating favourable trade agreements,
- Stimulating innovation in Canada,
- Providing financial support to help Canadian companies grow (e.g. taxes, subsidies, etc.),
- Coordinating trade missions,
- Helping Canadian businesses identify opportunities abroad,
- Attracting the right kind of talent into Canada, and,
- Supporting post-secondary education to stimulate innovation.

General Fiscal Strategy

Most participants recognized, or just assumed, that the federal government was operating with a deficit. Although there was an important contingent of Canadians who were indifferent about this situation, there was a larger one that believed that it would be important that the deficit not increase. This does not necessarily translate into a need for a balanced budget overnight but at a minimum, these participants believed there needed to be a plan.

Participants were asked how they generally felt about the trade-off of running deficits to invest in programs and infrastructure versus balancing the budget which means making cuts and/or raising taxes. This exercise revealed support for a productive deficit that invests in programs and infrastructure to generate greater future returns. The challenge for some was that they were aware that this had been the strategy over recent years and that they were not convinced it had produced the desired outcomes, or at least they had not seen them yet. There were also concerns that if the country was running deficits during “good times,” which most believed we were living these days, the country will see even larger deficits if the economy takes a turn for the worse.

On the topic of taxes, nearly all participants believed federal government taxes had stayed the same in recent years.

Climate Change and Pollution Pricing

“Putting a price on pollution” or “putting a cost on pollution” more often than not meant charging a fee to those who pollute.

In terms of specific measures, few were aware of any steps taken by the federal government to address climate change. Based on a high-level overview of the federal government’s plan to have a national price on carbon pollution, participants were torn when it came to whether or not the

federal government should impose a national price on carbon pollution. While nearly all participants felt strongly that climate change needed to be addressed, some were not convinced that a price on carbon would be effective. They either believed that the costs would just be passed down to consumers, further aggravating cost-of-living challenges faced by many, or the measure was simply seen as a license for industry to pollute.

While participants liked that the revenues from the plan were returned to the source provinces and territories, they did not like that these same provinces and territories could do what they wanted with the revenues. There was very strong support for these funds being reinvested into addressing climate change – if this were the case, then there would be broader support for national price on carbon pollution.

Summary of Findings – Survey Phase

Priorities for the Federal Government

When asked to identify, unaided, the issues respondents believe the federal government should focus on, the most common theme is the economy and jobs. Other themes mentioned include the environment, healthcare, and social issues in general.

Assessment of the Economy

Survey respondents were asked to assess the current state of the Canadian economy, the U.S. economy and their province or territory's economy. Overall, similar proportions (over a third of respondents) believe each of these economies is doing well. Neutral ratings for the U.S. economy are lower, however more respondents were “not sure” how to rate that particular economy. When specifically asked to rate the current price of gasoline, over half of respondents provided a negative rating while 14% gave a positive rating.

In terms of how concerned Canadians are that they or someone else in their household may lose their job in the next six months, 22% of respondents feel very concerned, 11% are somewhat concerned, and 59% are not very concerned.

Economic Confidence

Respondents were asked how much of an impact various economic factors, trends and measures might have on the economy. Half of respondents were asked to assess the impact of these factors on “job creation”, while the other half were asked the impact of these factors on the “competitiveness of Canadian businesses.”

Respondents who were specifically asked the impact on job creation rated the federal government investments in science, technology, and innovation as having the most impact (59%), followed by NAFTA (58%), federal government investments in infrastructure (56%), and trade agreements with countries other than the U.S. (56%).

Those who were specifically asked the impact on the competitiveness of Canadian businesses show similar response patterns. They rated trade agreements with countries other than the U.S. as having the most impact (59%), followed by federal government investments in science, technology, and innovation (57%), and NAFTA (57%).

General Fiscal Situation

All survey participants were asked their impression on where the federal government's finances stand. Over three quarters of respondents think the federal government is operating with a budget deficit, just over one tenth thinks it is operating with a balanced budget, and 6% think there is a surplus. As for their expectations of how the federal government's deficit will evolve in the coming years, 66% believe the deficit will grow, 22% believe it will stay the same, and 9% expect it to get smaller.

Budget Priorities

Respondents rated how important each of several issues and priorities were for the federal government to keep in mind when making budget decisions. Over three quarters of respondents feel it is "very important" that the federal government focuses on job creation and job skills when making budget decisions. Three quarters believe it is "very important" that the federal government considers the middle class (75%) and the environment (74%). Roughly 7 in 10 feel it is "very important" the federal government considers making Canadian businesses successful internationally, balancing the budget, and focusing on innovation, making sure the deficit does not get any bigger, helping women and girls, focusing on science and on business competitiveness. Two thirds of respondents or less feel it is important the federal government considers in their priorities gender equality, helping indigenous people, and feminism.

When asked to choose between two specific budget scenarios, over two thirds of Canadians prefer the scenario whereby the federal government invests in programs and infrastructure that can create jobs and economic growth, even if that means running deficits, while just over a quarter of respondents prefer the alternative option whereby the federal government works towards balancing the budget, even if it means making cuts to programs and/or raising taxes.

Impressions of Trends in Taxes and Financial Support

Canadians were asked whether federal income taxes have been going up or down and whether the financial support from the federal government to Canadians has been going up or down (half were presented one scenario and half the other).

Regarding trends in federal taxes specifically, 48% of those respondents feel federal income taxes have gone up in recent years, while 38% feel they have stayed the same, and 7% feel they have gone down. As for federal government financial support to Canadians, 28% feel it has gone up, 36% feel it has stayed about the same, and 29% feel it has gone down.

Finally, respondents were presented with one of four different financial scenarios – receiving either \$20, \$50, \$100, or \$500 additional per month, and asked the extent to which it would impact their personal financial situation. Roughly one tenth or less see the \$20 and \$50 increase as having a big impact on their personal finances, while one fifth feel the additional \$100 per month would have a big impact, and over half of Canadians feel receiving an extra \$500 a month would have a big impact.

Other respondents were presented with different financial scenarios in which the same amounts were added up to be received annually instead of monthly (\$240, \$600, \$1,200, and \$6,000 per year). Roughly one tenth or less see the \$240 and \$600 increase as having a big impact on their personal finances, while 29% feel the additional \$1,200 per year would have a big impact, and nearly two thirds of Canadians feel receiving \$6,000 each year would have a big impact.

<p>Supplier Name: Quorus Consulting Group Inc. Contract number: 60074-180924/001/CY Contract Award Date: August 7, 2018 Contract Amount (including HST): \$170,422.01 For more information, please contact Finance Canada at: por-rop@fin.gc.ca</p>

Résultats détaillés

But et objectifs de la recherche

Le gouvernement du Canada a réalisé des investissements importants pour stimuler l'économie. Il s'est engagé à pratiquer une saine gestion des finances afin de soutenir ces investissements. Un récent exemple est le Budget 2018 qui vise à préserver l'équilibre entre le besoin d'investir de manière ciblée pour assurer la croissance économique et celui de préserver un faible niveau d'endettement du Canada pour les générations actuelles et futures.

Les nouveaux plans de développement économique et le climat d'incertitude à l'échelle planétaire nous exhortent à comprendre de quelle manière les Canadiens perçoivent la situation économique et les mesures prises par le gouvernement.

Par conséquent, le ministère des Finances a jugé nécessaire de mener une étude de marché primaire pour connaître les préoccupations et les perceptions des Canadiens envers l'état actuel de l'économie canadienne, les enjeux économiques émergents, leur sentiment de bien-être financier personnel et leurs attentes quant au rôle du gouvernement du Canada sur le plan de l'économie.

Les résultats de cette recherche permettront au gouvernement du Canada de mieux comprendre l'environnement public et de communiquer plus efficacement ses plans d'action qui ont pour but d'améliorer le potentiel de croissance à long terme du Canada.

Résultats des discussions de groupes

Perceptions de la performance du gouvernement fédéral

Au début de chaque séance, les participants étaient invités à noter la plus grande réussite du gouvernement fédéral au cours de la dernière année, de même que son plus grand échec.

Deux réponses se sont retrouvées à la fois dans la catégorie des réussites et dans celle des échecs.

- Les opinions sur la façon dont le gouvernement a géré le dossier de l'**immigration** étaient partagées. Ceux qui étaient d'avis qu'il avait bien travaillé ont surtout parlé de l'établissement des réfugiés et de la philosophie du gouvernement en matière d'immigration. Les participants ont particulièrement apprécié l'approche un peu plus ouverte et accueillante du Canada comparativement aux autres pays, dont les États-Unis.

Ceux qui estimaient que le gouvernement fédéral avait échoué dans ce domaine au cours de la dernière année semblaient surtout préoccupés par le nombre de demandeurs d'asile qui avaient traversé la frontière et la manière dont on gérait la situation.

- Les opinions sur la façon dont le gouvernement fédéral a géré la **légalisation du cannabis** étaient également partagées. Parmi ceux qui étaient d’avis que le gouvernement avait fait du bon travail à cet égard dans la dernière année, la plupart étaient en faveur de cette mesure et ont jugé qu’il était grand temps qu’elle soit mise en place.

Parmi ceux qui croient que la légalisation du cannabis a été un échec pour le gouvernement au cours de la dernière année, certains étaient catégoriquement contre cette décision, alors que d’autres s’inquiétaient du fait qu’on agissait trop rapidement et qu’on en avait fait trop peu pour préparer les citoyens, notamment sur le plan de l’éducation.

D’autres **réussites** du gouvernement fédéral au cours de la dernière année ont été mentionnées :

- Les participants ont apprécié l’approche du gouvernement fédéral dans les **négociations de l’ALENA**, c.-à-d. ses tactiques et ses contre-mesures tarifaires, ainsi que le ton qu’il a utilisé.
- Dans chaque ville, plusieurs mesures ont été mentionnées, qu’on pourrait regrouper dans la catégorie **politique socio-économique globale** : augmentation des prestations pour enfants, réduction des impôts, congé parental prolongé, égalité des sexes et soutien aux LGBTQ.

Parmi les autres réussites du gouvernement fédéral mentionnées par quelques participants dans chaque ville, notons celles-ci :

- la gestion du problème en Arabie saoudite ;
- l’aide internationale ;
- certains participants ont confondu les mesures prises par les gouvernements provinciaux en matière de soins de santé et d’éducation et le rôle du gouvernement fédéral dans ces domaines, par exemple, la contribution aux systèmes d’éducation et de santé en général, l’éducation pour les familles à faible revenu, et les mesures à prendre pour éviter que le système de santé se détériore ;
- un soutien accru et des consultations avec les Premières nations ;
- les accords commerciaux et l’importance des nouveaux débouchés pour les produits et les services canadiens ;
- les investissements dans l’infrastructure/la modernisation et la rénovation des édifices gouvernementaux ;
- la lutte contre le changement climatique ;
- la tenue d’assemblées publiques, de consultations et de sondages d’opinion publique de la part du premier ministre ;
- une approche plus conciliante envers les groupes qui ont été lésés dans le passé ;
- la nécessité de redorer l’image du Canada à l’international.

Outre l'immigration et la légalisation du cannabis, les autres domaines où on estime que le gouvernement fédéral a **échoué** au cours de la dernière année incluent ce qui suit :

- **Son approche dans le dossier des pipelines**, notamment en ce qui concerne la récente acquisition du pipeline Trans Mountain. Certains participants étaient insatisfaits de l'acquisition elle-même alors que d'autres estimaient qu'on n'en avait pas assez fait pour que le projet voie le jour.
- Certaines mesures ont été perçues comme **nuisant aux petites entreprises**, y compris ce que certains considèrent comme étant une hausse des impôts ou un soutien insuffisant pour les petites entreprises. Dans de rares cas, certains ont fait allusion à des mesures bien précises, comme le fractionnement des revenus.
- Les participants avaient l'impression que le gouvernement fédéral ne respectait pas son mandat environnemental ou qu'il ne faisait pas assez d'efforts pour **l'environnement** en général. Quelques participants ont fait valoir que le soutien aux initiatives d'énergie verte et les mesures pour lutter contre le changement climatique sont insuffisants.

Parmi les autres échecs du gouvernement fédéral mentionnés par quelques participants dans chaque ville, notons ceux-ci :

- le système de paye Phoenix ;
- le prix de l'essence ;
- la nécessité d'améliorer les transports collectifs ;
- l'incapacité de boucler les négociations sur l'ALENA ;
- les taux élevés de criminalité et de pauvreté ;
- le manque d'efforts en général/les promesses électorales non tenues ;
- l'absence d'un système d'assurance-médicaments ;
- la lutte contre la crise du fentanyl ;
- l'inefficacité du système fiscal ;
- le manque d'aide financière pour les aînés et les enfants ;
- la gestion des relations interprovinciales ;
- la gestion de la dette nationale ;
- les actions qui ternissent l'image du Canada à l'étranger (p. ex., le voyage en Inde).

Opinions de l'économie en général

La plupart des participants ont qualifié l'économie canadienne de stable ou fonctionnant relativement bien. Un petit nombre seulement était d'avis qu'elle était en difficulté ou en voie de le devenir. Parmi ceux-ci, certains ont tenu à préciser qu'elle ne fonctionnait pas bien pour eux personnellement et pas nécessairement pour tous les Canadiens. Ce sont surtout l'augmentation du coût de la vie et les logements inabordables qui font croire que l'économie est mal en point : ce sont habituellement ces mêmes indicateurs qui démontrent que l'économie canadienne se porte bien.

Pour évaluer la situation économique, les participants ont tenu compte d'indicateurs généraux comme le taux d'emploi (ou de chômage), leur situation personnelle, y compris le coût de la vie, l'accessibilité au logement et l'écart entre les salaires et l'inflation.

De nombreux participants ont admis qu'ils avaient de la difficulté à évaluer l'économie canadienne; ils ont plutôt choisi de parler de l'économie de leur région ou de leur province. Parmi les faits saillants régionaux qui sont ressortis de cette discussion, notons ceci :

- À **Moncton**, les participants avaient l'impression que l'économie se portait assez bien. D'une part, il semble que le taux d'emploi soit acceptable. On constate également que le salaire minimum a augmenté. D'autre part, plusieurs ont exprimé des inquiétudes face aux nombreux emplois considérés comme précaires et à faible revenu, à l'inflation qui persiste et aux salaires qui, de façon générale, ne suivent pas le rythme de l'inflation.
- À **Toronto**, le coût élevé de la vie et du logement a dominé la discussion, notamment au sein du groupe à faible ou moyen revenu, où les participants étaient nombreux à qualifier de précaire l'économie actuelle. Dans les groupes à revenu élevé, les sentiments étaient plus positifs et plusieurs ont fait allusion aux indicateurs comme le plein emploi, le niveau élevé des dépenses des consommateurs (p. ex., les gens qui magasinent, qui achètent des véhicules de luxe), la forte activité dans le domaine des immeubles commerciaux et le secteur de la construction.
- À **Calgary**, les effets du récent ralentissement économique dans la province se faisaient toujours sentir, bien que les participants du groupe à revenu élevé croyaient que la situation s'était améliorée par rapport à la même période l'an dernier. Les participants à faible et moyen revenu ont mentionné que leur situation économique était toujours précaire, que ceux qui occupaient des emplois vivaient d'un chèque de paie à l'autre et que les ménages ne pouvaient pas s'en sortir avec un seul salaire (ou un seul emploi).
- À **Vancouver**, la majorité avait l'impression que l'économie se portait bien, comme le démontrent le faible taux de chômage, les innombrables salons de l'emploi et la hausse des taux d'intérêt. Toutefois, tous ces facteurs étaient en grande partie neutralisés par

le prix élevé des logements, l'inflation sur les produits de consommation courante et le fossé qui ne cesse de s'élargir entre le coût de la vie et les salaires.

- À **Québec**, les participants s'entendaient pour dire que l'économie locale se porte très bien, principalement en raison du faible taux de chômage, de la forte activité dans le domaine de la construction dans la région et du fait qu'en dépit de la hausse du prix du logement, la demande demeurait forte.

Le sentiment général indique que comparativement à l'an dernier, l'économie est demeurée stable. Parmi ceux qui croient que la situation économique s'est améliorée, on retrouve des personnes à revenu élevé à Calgary, et à faible ou moyen revenu à Québec. Ceux qui avaient l'impression que l'économie s'est détériorée durant la même période, et ils étaient particulièrement nombreux chez les personnes à faible ou moyen revenu à Toronto, ont fait valoir que l'inflation compliquait les choses ; ceux qui n'ont pas les moyens d'acheter une maison en ville doivent maintenant parcourir une plus grande distance pour se rendre au travail, alors que le niveau d'endettement des consommateurs a atteint un nouveau sommet.

La majorité a exprimé l'avis qu'au cours des prochaines années, l'économie demeurera relativement stable, même si on s'entendait pour dire que les perspectives du pays dépendaient en grande partie des négociations de l'ALENA (lesquelles étaient en cours au moment de l'étude). Parmi les autres préoccupations économiques mentionnées pour l'année qui vient, notons la hausse des taux d'intérêt qui exercera une pression sur les Canadiens très endettés, l'écart qui ne cesse d'augmenter entre l'inflation et les salaires, et l'automatisation qui entraîne des pertes d'emplois.

Les défis qui menacent l'économie canadienne

Lorsqu'on leur a demandé quelles étaient les principales menaces pour l'économie ces jours-ci, la majorité des participants ont répondu l'ALENA, ou l'absence d'un accord commercial avec les États-Unis. Dans le même ordre d'idées, ils ont mentionné les tarifs récemment imposés sur les produits canadiens et les relations avec les États-Unis comme facteurs qui compliquent la situation économique au pays.

Les autres défis mentionnés peuvent être regroupés en cinq catégories :

MAIN-D'ŒUVRE	<p>Les participants ont relevé plusieurs défis liés à la main-d'œuvre, notamment la pénurie de travailleurs qualifiés. Quelqu'un a aussi mentionné la pénurie de talents dans les secteurs de l'énergie renouvelable et de l'intelligence artificielle. Pour certains, il s'agit d'un écart naturel alors que d'autres estiment que cette pénurie est largement attribuable au vieillissement de la population.</p> <p>Quelques-uns ont parlé d'un décalage entre les programmes d'enseignement et la demande croissante pour certaines compétences. D'autres avaient le sentiment que l'automatisation aura pour effet de déplacer des emplois. Tous ont convenu que la création d'emplois doit être une priorité pour remplacer les emplois perdus.</p>
DETTE	<p>Selon certains, l'endettement croissant des consommateurs ralentira la croissance économique, alors que la hausse des taux d'intérêt forcera les Canadiens à délaissier les achats pour se concentrer sur la gestion de leurs dettes. D'autres craignaient que l'augmentation de la dette nationale nuise à l'économie.</p>
DÉFIS SOCIO-ÉCONOMIQUES	<p>Divers défis socio-économiques ont été mentionnés, notamment :</p> <ul style="list-style-type: none">• les coûts associés au vieillissement de la population (soins de santé, Régime de pensions du Canada, Sécurité de la vieillesse et autres services sociaux connexes) ;• la nécessité de créer des places supplémentaires en garderie ou d'offrir des services plus abordables afin de faciliter le retour au travail pour les parents. <p>Parmi les autres défis socio-économiques mentionnés, il y a les inégalités régionales dans l'ensemble du pays, le coût élevé de la vie, le prix élevé du logement, les impôts et la capacité à intégrer et établir les innombrables immigrants qui entrent au Canada.</p>
DIVERSIFICATION ÉCONOMIQUE	<p>Certains participants étaient inquiets du manque de diversification dans l'économie canadienne. Quelques-uns avaient l'impression que l'économie dépendait beaucoup trop du pétrole et des sables bitumineux, qu'il n'y avait pas suffisamment de diversité sectorielle, que le pays avait trop peu de partenaires commerciaux et qu'on manquait d'innovation.</p>

ENVIRONNEMENT

Certains ont affirmé que le réchauffement planétaire et les changements climatiques nuiront à l'économie nationale, en raison des dégâts attribuables aux catastrophes environnementales (comme les incendies qui ont fait des ravages en Colombie-Britannique).

Négociations commerciales

Au moment où avaient lieu les discussions de groupes, le Canada, les États-Unis et le Mexique étaient en pléines négociations de l'ALENA. La majorité des participants étaient au courant des négociations, mais peu d'entre eux en connaissaient les détails. Ils ont fait valoir que peu d'information avait circulé, puisque les négociations se déroulaient principalement à huis clos.

À propos de ce qu'on savait des négociations, bon nombre de participants semblaient être au courant de la situation, y compris de la décision du Canada et des États-Unis d'imposer divers tarifs et contre-tarifs douaniers. On savait aussi que l'industrie laitière et la gestion de l'offre étaient au cœur des débats. De nombreux participants ont nommé la ministre des Affaires étrangères dans leurs commentaires. D'autres savaient également que les États-Unis avaient conclu un accord bilatéral avec le Mexique.

La discussion sur les négociations a également suscité des réactions tant positives que négatives. Les tactiques de négociation et le discours de l'administration américaine ont attiré la critique. Certains n'étaient pas convaincus que le Canada ait bien travaillé. Ce n'était toutefois pas l'avis de la majorité, qui a semblé apprécier le tact dont a fait preuve le Canada et ses stratégies tarifaires. Selon eux, non seulement le gouvernement canadien a fait de son mieux, mais il est également parvenu à défendre sa position.

Pour la majorité des participants, ces négociations étaient importantes, tant pour eux que pour l'ensemble du pays. Rares étaient ceux qui croyaient que le Canada aurait avantage à se retirer de l'ALENA. Bien au contraire, la majorité semblait croire que le Canada serait en plus mauvaise posture si les négociations échouaient. Malgré tout, de nombreux participants n'ont pu faire un lien direct entre la conclusion de l'ALENA et leur propre situation financière. La plupart semblaient croire en l'importance de cet accord pour l'ensemble du pays.

- Parmi ceux qui étaient favorables aux résultats des négociations, bon nombre ont fait valoir que si le Canada ne faisait pas partie du pacte nord-américain, les Canadiens paieraient plus cher pour certains produits (p. ex., les automobiles). Certains ont même affirmé que d'autres produits pourraient devenir inaccessibles aux consommateurs canadiens.

- Un certain nombre de participants avaient entendu parler des tarifs douaniers américains qui pourraient s'appliquer à l'industrie automobile et ont compris que dans un tel cas, c'est l'industrie automobile en Ontario qui en souffrirait. À Toronto, ils étaient peu nombreux à avoir entendu de ces tarifs douaniers.

Projet d'expansion Trans Mountain

Les participants étaient invités à décrire ce qu'ils avaient entendu au sujet du projet d'expansion Trans Mountain. Il est important de souligner que durant la discussion, nous n'avons pas cherché explicitement à savoir qui était en faveur et qui s'opposait au projet, mais bien à découvrir ce que les participants savaient ou ignoraient à son sujet. Peu d'entre eux avaient entendu parler de l'achat du pipeline et les connaissances des problèmes et des motifs justifiant l'achat étaient plutôt superficielles. Ceux au courant du projet étaient plus nombreux à Calgary, Vancouver et Québec qu'à Toronto ou Moncton.

Très peu de participants ont pu fournir des explications concernant l'achat. Parmi eux, certains étaient d'avis que le gouvernement fédéral devait aller de l'avant pour que le projet voie le jour, soit parce que le secteur privé allait se retirer ou parce que c'était le seul moyen de repousser les objections en Colombie-Britannique. Certains avaient aussi entendu dire que l'achat était nécessaire parce que le gouvernement fédéral jugeait important de transporter le pétrole canadien jusqu'aux côtes et que ce projet était essentiel pour l'économie canadienne : « *On aurait dit que si tout le projet échouait, c'est l'économie qui aurait souffert alors, il semble que notre gouvernement devait intervenir.* »

Peu de participants semblaient être au courant de la récente décision de la Cour qui a mis fin au projet. Malgré cet échec, la plupart avaient bon espoir que celui-ci verrait le jour.

À chacune des séances, l'animateur a sondé le niveau de connaissance et de compréhension de certains aspects du projet d'expansion Trans Mountain. Les commentaires ont révélé que les aspects économiques de ce projet étaient peu connus. Par exemple, presque personne ne savait que l'achat comprenait l'acquisition d'un pipeline existant déjà rentable. Ils étaient peu nombreux à savoir que le projet visait à élargir ce pipeline et non à en construire un nouveau.

Dans chaque groupe, l'animateur a présenté deux avantages économiques du transport du pétrole vers les côtes plutôt que vers le sud, aux États-Unis. Encore une fois, les participants en savaient très peu et comprenaient à peine ce que cela signifiait pour l'ensemble de l'économie. Ils ignoraient que le pétrole brut canadien se vendrait à meilleur prix s'il était exporté vers les autres marchés internationaux. Ils ignoraient également le pourcentage de l'ensemble de nos exportations de pétrole que représentent les exportations vers les États-Unis, ou que la présence d'un pipeline pour transporter le pétrole jusqu'aux côtes permettrait de diversifier les

partenaires d'exportation du Canada, réduisant ainsi sa dépendance envers les États-Unis comme acheteur.

- Durant la discussion, les participants étaient invités à deviner le pourcentage que représentaient les exportations de pétrole vers les États-Unis, par rapport à l'ensemble des exportations de pétrole canadien. Ils ont considérablement sous-estimé ce pourcentage et bon nombre d'entre eux ont été étonnés d'apprendre que nos exportations vers les États-Unis représentaient près de 99 % de l'ensemble de nos exportations de pétrole. À la lumière des négociations qui avaient lieu à ce moment avec les États-Unis, l'argument qui consistait à réduire notre dépendance à ce partenaire commercial a particulièrement été bien accueilli par les participants.

Bon nombre de participants ont changé d'opinion lorsqu'ils ont été mis au fait des détails du projet. À Québec, un participant a expliqué qu'il aurait aimé avoir ces renseignements avant, puisque tout ce qu'ont rapporté les médias, ce sont les raisons pour ne pas aller de l'avant avec ce projet.

Les participants qui s'opposaient toujours au projet semblaient le faire par principe et non parce qu'ils étaient défavorables à un aspect ou un autre du projet d'expansion Trans Mountain. La majorité s'entendait pour dire que le gouvernement fédéral ne devrait pas investir dans les énergies non renouvelables et donc, dans les pipelines, puisqu'il s'est engagé à protéger l'environnement. Certains étaient opposés à ce qu'on utilise les fonds publics pour acquérir un projet qui, selon eux, relève du secteur privé. Si celui-ci considère le projet trop risqué, le gouvernement ne devrait pas mettre en péril les fonds publics.

Main-d'œuvre, compétences et talents

Cette étude visait à répondre à ces deux questions liées à la main-d'œuvre au Canada – A-t-on suffisamment de travailleurs pour combler les postes disponibles et la main-d'œuvre canadienne a-t-elle les aptitudes et les compétences nécessaires pour répondre aux besoins de l'économie actuelle ?

Main-d'œuvre disponible

À la question à savoir si le Canada avait suffisamment de travailleurs, les avis étaient partagés. La plupart des participants croyaient en une pénurie, mais uniquement dans certains secteurs et certaines industries, et pour certains types d'emplois, plutôt que d'une pénurie ou une abondance généralisée de main-d'œuvre. Parmi les exemples les plus souvent cités, notons les secteurs de la restauration, de l'hôtellerie et du tourisme, des métiers, les emplois physiquement exigeants ou peu rémunérés, et les emplois des domaines de la technologie et des soins de santé.

- Les participants à Calgary étaient parmi les seuls à dire qu'il y avait encore beaucoup de mises à pied dans des secteurs clés, comme la fonction publique et le secteur pétrolier et gazier, et par conséquent, un surplus de main-d'œuvre sur le marché en général.

Selon les participants, plusieurs facteurs expliqueraient ces lacunes :

- Certains croyaient qu'il n'y a pas suffisamment de travailleurs pour combler les emplois peu rémunérés ou ceux considérés comme physiquement exigeants, parce que ces emplois sont sans intérêt pour les Canadiens, en particulier les jeunes. D'autres ont expliqué que les salaires offerts pour ces emplois sont insuffisants et que c'est principalement pour cette raison qu'ils n'intéressent personne. Cet avis était particulièrement répandu à Vancouver, où les participants ont fait valoir que quiconque exerce un tel métier n'a pas les moyens de vivre dans cette ville.
- D'autres ont suggéré qu'il n'y avait tout simplement pas assez de travailleurs pour combler certains types d'emplois. Selon eux, il s'agit de la principale raison qui explique les lacunes dans le domaine des métiers spécialisés et dans d'autres secteurs, comme la technologie et les soins de santé.

Les participants ne prévoient aucune amélioration dans les prochaines années. Ils vont même jusqu'à dire que les lacunes iront en augmentant, invoquant plusieurs raisons : le vieillissement de la population, la diminution du taux de natalité chez les Canadiens, le nombre considérable de baby-boomers qui se retirent du marché du travail et les taux élevés d'immigration.

Dans presque toutes les villes, un participant a souligné l'impact de l'automatisation et de l'intelligence artificielle (IA) sur l'offre de main-d'œuvre. La majorité de ces discussions ont débouché sur un constat pour les participants, c'est-à-dire que l'automatisation et l'IA sont plus susceptibles d'éliminer des emplois que d'en créer de nouveaux pour les Canadiens.

Pour ce qui est de résoudre les problèmes liés à la pénurie de main-d'œuvre, le gouvernement fédéral a un rôle important à jouer, à deux niveaux :

- De nombreux participants étaient d'avis que **l'immigration** fait partie intégrante de la solution et que le gouvernement fédéral devrait s'impliquer de deux façons pour combler les lacunes au chapitre de la main-d'œuvre. Premièrement, il devrait en faire davantage pour cibler et orienter les nouveaux arrivants vers des secteurs précis où les lacunes sont les plus flagrantes. Deuxièmement, il pourrait déployer des efforts supplémentaires afin d'encourager et de développer le potentiel des immigrants établis au Canada en les aidant à faire reconnaître leurs titres de compétences étrangers et leur expérience. Les participants ont précisé qu'un trop grand nombre d'immigrants installés au Canada et ayant reçu une formation spécialisée à l'étranger ne travaillent pas dans leur domaine au Canada, sont sans emploi ou sous employés, pour des raisons quelconques.

- D'après les participants, le gouvernement fédéral pourrait travailler plus étroitement avec les établissements d'enseignement **postsecondaire** pour créer des programmes adaptés aux besoins de l'économie du futur. Il pourrait également collaborer avec les diplômés du secondaire pour les aider à mieux évaluer et à combler les lacunes de la main-d'œuvre actuelle et future.

Compétences et talents

Presque tous les participants ont reconnu l'importance de se perfectionner, de se recycler ou de mettre à jour leurs compétences. Certains en étaient déjà à leur deuxième ou troisième carrière; bon nombre devaient mettre à jour leurs connaissances ou leurs compétences dans le cadre de leur travail alors que quelques autres avaient récemment suivi une formation ou des cours.

« Cela n'améliore pas mon niveau de vie, mais m'aide à le maintenir. Cette démarche est essentielle pour rester à flot. »

Ceux qui estimaient pouvoir le faire facilement ont précisé que ce type de formation leur était offert par leur employeur, souvent dans le cadre de leur travail. Non seulement l'employeur payait pour la formation, mais il leur accordait également le temps nécessaire. D'autres ont mentionné que leur formation consistait principalement en un apprentissage au travail, sans qu'ils n'aient à payer quoi que ce soit ou à s'absenter.

Cette chance n'était pas donnée à tous. Même ceux qui n'avaient aucune difficulté à suivre une formation ou à se perfectionner ont compris qu'en l'absence d'un tel soutien, d'autres ou eux-mêmes pourraient éprouver des difficultés. Celles mentionnées étaient les mêmes d'un groupe à l'autre, peu importe l'âge ou l'étape de la vie :

- le manque de temps – la formation doit être suivie à l'extérieur des heures de travail ou si elle est offerte au travail, les horaires ne le permettent pas;
- la nécessité de se priver d'un salaire pour suivre une formation ou le besoin de joindre les deux bouts pour suivre une formation;
- les coûts de la formation.

Parmi les autres difficultés mentionnées, notons le manque de programmes de formation (ou les listes d'attente trop longues pour les programmes offerts) et l'âge des travailleurs qui les dissuade de suivre une formation additionnelle, alors qu'ils se rapprochent de la retraite.

Lorsqu'on leur a demandé ce que le gouvernement fédéral pouvait faire pour les aider, plusieurs ont suggéré de créer un programme semblable au programme de soutien financier pour l'apprentissage continu qui est déjà envisagé.

D'autres suggestions ont été proposées : l'enseignement postsecondaire financé par l'État, le plafonnement des frais de scolarité, le remboursement du matériel pédagogique, la création de programmes destinés aux étudiants d'âge mûr, et le développement de ressources pour aider les Canadiens à reconnaître les emplois en forte demande et les tendances du marché du travail.

La connaissance des programmes de soutien financier offerts par le gouvernement fédéral variait d'un groupe à l'autre. Les participants semblaient croire que les programmes actuels s'adressaient exclusivement à certaines personnes en situation particulière (p. ex., des prestataires de l'assurance-emploi, des gens de métiers); d'autres se sont souvenus des programmes mis en place par les gouvernements des provinces (p. ex., Deuxième carrière Ontario ou les programmes d'Emploi-Québec).

Lorsque l'animateur leur a présenté un nouveau programme de soutien financier pour l'apprentissage continu, la majorité des participants ont convenu qu'il était pertinent et que le moment était bien choisi. Bien qu'ils étaient nombreux à espérer une dispense des frais de scolarité, ils l'étaient tout autant à accueillir l'idée d'une source de revenus temporaire durant la formation ou des bourses et subventions plus universellement accessibles pour couvrir les frais de scolarité.

Si un nouveau programme de soutien financier était créé, la majorité des participants souhaiteraient que tous les Canadiens y soient admissibles, et ce, pour deux raisons :

- Il serait insensé que le programme soit fondé sur les revenus, puisqu'une personne ayant perdu son emploi en raison d'une réduction d'effectifs ou de l'abolition de son poste verrait son revenu réduit à zéro, même si elle a gagné un revenu élevé durant l'année, le mois ou la semaine d'avant.
- Le fait d'investir pour aider quelqu'un à se trouver un nouvel emploi ou un emploi mieux rémunéré produira un rendement sous forme de revenu et de taxes de consommation qui surpasseront la valeur de l'investissement initial.

Ceci étant dit, on a proposé d'offrir un soutien à ceux qui en ont le plus besoin, comme les chômeurs et les travailleurs sous employés, et ceux qui n'ont pas les moyens de se payer une formation. Certains étaient également d'avis que la formation devait être directement liée au poste ou au type d'emploi recherché et non simplement pour la forme ou le plaisir.

Compétitivité des entreprises

Durant les discussions de groupes, on a demandé aux participants ce que signifiait la compétitivité des entreprises. Pour la majorité, être « compétitif à l'échelle mondiale » signifie être en mesure de vendre des produits et des services à l'étranger parce qu'il est avantageux de le faire, soit en raison du prix ou de la qualité des produits et services, ou parce que l'entreprise

répond à un besoin que personne d'autre n'a encore comblé. Autrement dit, l'entreprise tire son avantage concurrentiel de son innovation.

La majorité était d'avis que le gouvernement fédéral doit aider les entreprises canadiennes à devenir ou à demeurer compétitives à l'échelle mondiale. À cet effet, on estime que le gouvernement devrait, entre autres :

- négocier des accords commerciaux favorables ;
- stimuler l'innovation au Canada, par exemple en investissant dans la recherche et le développement ;
- contribuer au développement de domaines d'expertise et de spécialités exportables ;
- offrir un soutien financier aux entreprises canadiennes pour favoriser leur croissance (p. ex., réduction d'impôts, subventions) ;
- mettre sur pied des missions commerciales ;
- aider les entreprises canadiennes à percer les marchés étrangers ;
- soutenir les entreprises qui souhaitent exporter, en particulier les petites entreprises ;
- attirer les talents voulus au Canada ;
- appuyer l'enseignement postsecondaire (p. ex., en offrant des bourses) pour stimuler l'innovation.

Stratégie fiscale globale

Lorsqu'on leur a demandé si le gouvernement fédéral affichait un surplus ou un déficit budgétaire, ou avait atteint un équilibre budgétaire, la plupart des participants ont reconnu ou simplement supposé que le gouvernement fédéral affichait un déficit.

Un nombre important de Canadiens semblaient indifférents à la situation. Ils n'avaient pas l'impression que le déficit changeait quoi que ce soit à leur quotidien. Encore une fois, plusieurs ont supposé que le gouvernement a toujours affiché et qu'il affichera toujours un déficit budgétaire. Cependant, ils étaient plus nombreux à croire, souvent par principe, qu'il serait important que le déficit n'augmente pas. Cela ne signifie pas pour autant qu'il est impératif d'équilibrer le budget du jour au lendemain, mais à tout le moins, ces participants estiment qu'il devrait y avoir un plan de rétablissement. Ce désir était particulièrement marqué à Calgary.

Les participants devaient s'exprimer sur les compromis à faire en accumulant un déficit pour investir dans les programmes et l'infrastructure, plutôt que d'équilibrer le budget en coupant dans certains programmes ou en augmentant les impôts. Cet exercice a révélé un appui pour le concept de déficit productif en investissant dans les programmes et l'infrastructure afin

d'obtenir un rendement plus élevé pour l'avenir. Certains participants savaient que c'était la stratégie qui avait été adoptée au cours des dernières années, mais ils n'étaient pas convaincus qu'elle avait produit les résultats escomptés ou du moins, ils ne les avaient pas encore constatés. D'autres participants ont exprimé leurs inquiétudes à l'idée que si le pays accusait un déficit en temps de prospérité économique, comme cela semble être le cas présentement, ce déficit serait d'autant plus important en période économique plus instable.

Au sujet des impôts fédéraux, les participants devaient dire s'ils avaient l'impression que ceux-ci avaient augmentés ou diminués, ou s'ils étaient demeurés stables au cours des dernières années. Presque tous avaient le sentiment que les impôts fédéraux étaient demeurés stables.

Changement climatique et tarification de la pollution par le carbone

Durant les discussions de groupes, on a demandé aux participants ce que signifiait la tarification de la pollution. Pour la plupart, l'expression « mettre un prix sur la pollution » signifie imposer des frais aux pollueurs et un lien a été fait avec le principe qui consiste à faire payer les pollueurs. Quelques-uns ont pensé à la taxe sur le carbone et d'autres, au prix que doit payer la société en raison de la pollution, notamment les frais de soins de santé qui sont plus élevés et des coûts liés à l'assainissement de l'environnement.

Ils étaient peu nombreux à avoir entendu parler des mesures prises par le gouvernement fédéral pour lutter contre le changement climatique. Quelques-uns ont parlé d'une taxe sur le carbone alors que d'autres se souvenaient que le Canada avait signé l'Accord de Paris.

Après qu'on leur ait présenté un aperçu du plan du gouvernement fédéral visant à imposer un prix national sur la pollution par le carbone, les participants ont hésité à l'appuyer. Bien qu'environ la moitié des participants croyaient fermement qu'il est nécessaire de lutter contre le changement climatique, certains n'étaient pas convaincus de l'efficacité de la mesure proposée. Ils avaient l'impression que les coûts seraient refilés aux consommateurs et que plusieurs auraient encore plus de difficulté à joindre les deux bouts, ou que la mesure serait perçue comme un permis de polluer pour les industries.

Bien que l'idée de verser les revenus générés par ce plan aux provinces et aux territoires d'où proviennent les émissions leur ait plus, les participants auraient préféré que ces provinces et territoires puissent utiliser ces revenus comme bon leur semble. De nombreux participants souhaiteraient qu'on réinvestisse ces sommes pour lutter contre le changement climatique. Si c'était le cas, ils seraient plus nombreux à appuyer un plan national de tarification de la pollution par le carbone.

Résultats du sondage

La présente section du rapport contient exclusivement les résultats du sondage national mené auprès des ménages canadiens.

Priorités du gouvernement fédéral

En ce qui concerne les principaux enjeux sur lequel le gouvernement du Canada devrait se concentrer, l'économie et les emplois figurent au premier rang (24 %), suivi de l'environnement (12 %), des soins de santé (7 %) et des enjeux sociaux en général (6 %).

ENJEUX SUR LESQUELS LE GOUVERNEMENT FÉDÉRAL DEVRAIT SE CONCENTRER (PRIORITÉ ABSOLUE)						
		Sexe		Groupe d'âge		
	Total (n=2 000)	Hommes (n=1 002)	Femmes (n=998)	18-34 ans (n=500)	35-54 ans (n=750)	55 ans + (n=740)
Économie/emplois	24 %	28 %	21 %	16 %	24 %	31 %
<i>Économie/problèmes économiques</i>	21 %	25 %	16 %	13 %	20 %	27 %
<i>Emplois/chômage</i>	4 %	3 %	4 %	3 %	4 %	4 %
Environnement	12 %	10 %	13 %	12 %	13 %	10 %
<i>Problèmes environnementaux</i>	9 %	8 %	11 %	10 %	10 %	8 %
<i>Changement climatique/réchauffement planétaire</i>	2 %	2 %	2 %	3 %	3 %	2 %
Soins de santé/hôpitaux	7 %	4 %	10 %	5 %	8 %	7 %
Enjeux sociaux (en général)	6 %	5 %	6 %	7 %	5 %	5 %
Représentation/responsabilité du gouvernement	5 %	6 %	4 %	3 %	6 %	4 %
Énergie/pétrole et gaz/pipelines	5 %	6 %	4 %	6 %	4 %	5 %
Immigration/réfugiés	5 %	6 %	5 %	3 %	5 %	7 %
Criminalité/sécurité nationale	4 %	4 %	5 %	4 %	5 %	3 %
Éducation/écoles	3 %	2 %	4 %	5 %	4 %	1 %
Logement abordable/problèmes de logement	2 %	2 %	2 %	3 %	3 %	1 %
Dépenses gouvernementales/budget/déficit	2 %	3 %	1 %	1 %	2 %	2 %
Impôts	2 %	2 %	2 %	2 %	2 %	2 %
Itinérance/pauvreté	2 %	2 %	3 %	1 %	3 %	3 %
Enjeux liés aux Autochtones	2 %	1 %	2 %	2 %	2 %	1 %
Enjeux liés aux aînés	2 %	2 %	3 %	1 %	1 %	5 %
Infrastructure/routes	1 %	1 %	1 %	2 %	< 1 %	< 1 %
Coût de la vie/dette/factures	1 %	2 %	1 %	2 %	2 %	1 %
Disparité des revenus/salaire minimum	1 %	1 %	1 %	1 %	1 %	1 %
Taxe sur le carbone	< 1 %	< 1 %	< 1 %	< 1 %	-	< 1 %
Autre	1 %	1 %	1 %	1 %	1 %	1 %

ENJEUX SUR LESQUELS LE GOUVERNEMENT FÉDÉRAL DEVRAIT SE CONCENTRER (PRIORITÉ ABSOLUE)						
		Sexe		Groupe d'âge		
	Total (n=2 000)	Hommes (n=1 002)	Femmes (n=998)	18-34 ans (n=500)	35-54 ans (n=750)	55 ans + (n=740)
Ne sait pas/Refusé	13 %	13 %	13 %	22 %	10 %	10 %

Q1A: Songez aux enjeux auxquels le Canada doit faire face à l'heure actuelle ; selon vous, quel est celui sur lequel le gouvernement du Canada devrait concentrer davantage ses efforts ? Base : Tous les répondants, n=2 000. La taille des échantillons constitue une valeur non pondérée alors que les résultats, en pourcentages, représentent une valeur pondérée.

ENJEUX SUR LESQUELS LE GOUVERNEMENT FÉDÉRAL DEVRAIT SE CONCENTRER (PRIORITÉ ABSOLUE)							
		Région					
	Total (n=2 000)	ATL (n=350)	QC (n=400)	ON (n=550)	MB/SK/NU (n=200)	AB/TNO (n=200)	CB/YK (n=300)
Économie/emplois	24 %	26 %	21 %	27 %	23 %	25 %	22 %
<i>Économie/problèmes économiques</i>	21 %	21 %	18 %	22 %	20 %	21 %	20 %
<i>Emplois/chômage</i>	4 %	6 %	3 %	4 %	4 %	4 %	2 %
Environnement	12 %	5 %	25 %	7 %	3 %	4 %	15 %
<i>Problèmes environnementaux</i>	9 %	4 %	23 %	5 %	1 %	3 %	10 %
<i>Changement climatique/réchauffement planétaire</i>	2 %	1 %	2 %	2 %	2 %	1 %	5 %
Soins de santé/hôpitaux	7 %	14 %	9 %	7 %	6 %	3 %	5 %
Enjeux sociaux (en général)	6 %	5 %	5 %	7 %	8 %	5 %	3 %
Représentation/responsabilité du gouvernement	5 %	6 %	3 %	5 %	6 %	7 %	2 %
Énergie/pétrole et gaz/pipelines	5 %	4 %	2 %	3 %	4 %	20 %	6 %
Immigration/réfugiés	5 %	4 %	7 %	5 %	3 %	4 %	5 %
Criminalité/sécurité nationale	4 %	2 %	2 %	6 %	6 %	1 %	5 %
Éducation/écoles	3 %	5 %	4 %	2 %	3 %	2 %	3 %
Logement abordable/problèmes de logement	2 %	1 %	< 1 %	2 %	1 %	1 %	8 %
Dépenses gouvernementales/budget/déficit	2 %	2 %	2 %	2 %	3 %	4 %	1 %
Impôts	2 %	2 %	3 %	1 %	1 %	1 %	3 %
Itinérance/pauvreté	2 %	2 %	1 %	3 %	6 %	2 %	3 %
Enjeux liés aux Autochtones	2 %	< 1 %	< 1 %	2 %	1 %	2 %	2 %
Enjeux liés aux aînés	2 %	4 %	2 %	4 %	1 %	1 %	1 %
Infrastructure/routes	1 %	< 1 %	< 1 %	2 %	1 %	-	< 1 %
Coût de la vie/dette/factures	1 %	1 %	< 1 %	2 %	< 1 %	2 %	1 %
Disparité des revenus/salaire minimum	1 %	1 %	< 1 %	1 %	-	-	2 %
Taxe sur le carbone	< 1 %	-	-	-	1 %	< 1 %	-
Autre	1 %	2 %	1 %	1 %	1 %	2 %	1 %
Ne sait pas/Refusé	13 %	13 %	14 %	12 %	18 %	13 %	11 %

Q1A: Songez aux enjeux auxquels le Canada doit faire face à l'heure actuelle ; selon vous, quel est celui sur lequel le gouvernement du Canada devrait concentrer davantage ses efforts ? Base : Tous les répondants, n=2 000. La taille des échantillons constitue une valeur non pondérée alors que les résultats, en pourcentages, représentent une valeur pondérée.

L'économie et les emplois semblaient préoccuper davantage les hommes que les femmes (28 % contre 21 %), les 35 ans et plus davantage que les jeunes (28 % contre 16 %). L'environnement a été mentionné plus souvent par les femmes (13 % contre 10 % pour les hommes), les répondants du Québec (25 %) et de la Colombie-Britannique (15 %). Les soins de santé ont été mentionnés surtout par les femmes (10 % comparativement à 4 % pour les hommes) et les répondants des provinces de l'Atlantique (14 %).

Lorsqu'on leur a demandé, sans rien leur suggérer, quels étaient les autres enjeux sur lesquels le gouvernement fédéral devrait se concentrer ces jours-ci, les réponses les plus populaires demeuraient l'économie et les emplois (15 %), surtout parmi les hommes (17 % contre 13 % pour les femmes).

Les soins de santé étaient encore une fois l'affaire des femmes (12 % contre 7 % pour les hommes), ainsi que des 55 ans et plus (11 % contre 7 % pour les moins de 35 ans). Au Québec et dans les provinces de l'Atlantique, ils étaient plus nombreux qu'ailleurs au Canada à mentionner les soins de santé comme autre enjeu sur lequel le gouvernement fédéral devrait concentrer ses efforts (13 % et 12 % respectivement).

AUTRES ENJEUX SUR LESQUELS LE GOUVERNEMENT FÉDÉRAL DEVRAIT SE CONCENTRER						
	Total (n=1 774)	Sexe		Groupe d'âge		
		Hommes (n=891)	Femmes (n=883)	18-34 ans (n=403)	35-54 ans (n=686)	55 ans + (n=676)
Économie/emplois	15 %	17 %	13 %	13 %	16 %	16 %
<i>Économie/problèmes économiques</i>	12 %	13 %	10 %	9 %	12 %	13 %
<i>Emplois/chômage</i>	4 %	4 %	4 %	4 %	5 %	4 %
Soins de santé/hôpitaux	9 %	7 %	12 %	7 %	9 %	11 %
Enjeux sociaux (en général)	8 %	6 %	9 %	8 %	7 %	8 %
Environnement	7 %	6 %	7 %	6 %	7 %	6 %
<i>Problèmes environnementaux</i>	6 %	5 %	6 %	6 %	6 %	5 %
<i>Changement climatique/réchauffement planétaire</i>	1 %	1 %	1 %	< 1 %	1 %	2 %
Éducation/écoles	6 %	5 %	8 %	9 %	10 %	2 %
Représentation/responsabilité du gouvernement	6 %	6 %	6 %	4 %	5 %	7 %
Criminalité/sécurité nationale	6 %	6 %	7 %	5 %	8 %	6 %
Immigration/réfugiés	6 %	6 %	6 %	3 %	7 %	7 %
Énergie/pétrole et gaz/ pipelines	4 %	5 %	4 %	1 %	5 %	6 %
Infrastructure/routes	3 %	2 %	3 %	4 %	2 %	2 %
Dépenses gouvernementales/budget/déficit	3 %	2 %	3 %	2 %	3 %	3 %
Impôts	3 %	3 %	2 %	3 %	3 %	2 %
Itinérance/pauvreté	3 %	2 %	3 %	< 1 %	3 %	4 %
Enjeux liés aux Autochtones	3 %	3 %	4 %	3 %	4 %	3 %

AUTRES ENJEUX SUR LESQUELS LE GOUVERNEMENT FÉDÉRAL DEVRAIT SE CONCENTRER						
	Total (n=1 774)	Sexe		Groupe d'âge		
		Hommes (n=891)	Femmes (n=883)	18-34 ans (n=403)	35-54 ans (n=686)	55 ans + (n=676)
Enjeux liés aux aînés	3 %	2 %	4 %	< 1 %	2 %	6 %
Logement abordable/problèmes de logement	2 %	2 %	3 %	3 %	2 %	2 %
Coût de la vie/dette/factures	2 %	2 %	1 %	1 %	3 %	1 %
Disparité des revenus/salaire minimum	2 %	2 %	2 %	3 %	2 %	2 %
Taxe sur le carbone	< 1 %	< 1 %	< 1 %	-	< 1 %	< 1 %
Autre	1 %	1 %	1 %	1 %	1 %	1 %
Ne sait pas/Refusé	35 %	37 %	32 %	42 %	31 %	33 %

Q1B: Y a-t-il d'autres enjeux ? Base : Les répondants qui ont donné une priorité absolue comme réponse à la question précédente, n=1 774. La taille des échantillons constitue une valeur non pondérée alors que les résultats, en pourcentages, représentent une valeur pondérée.

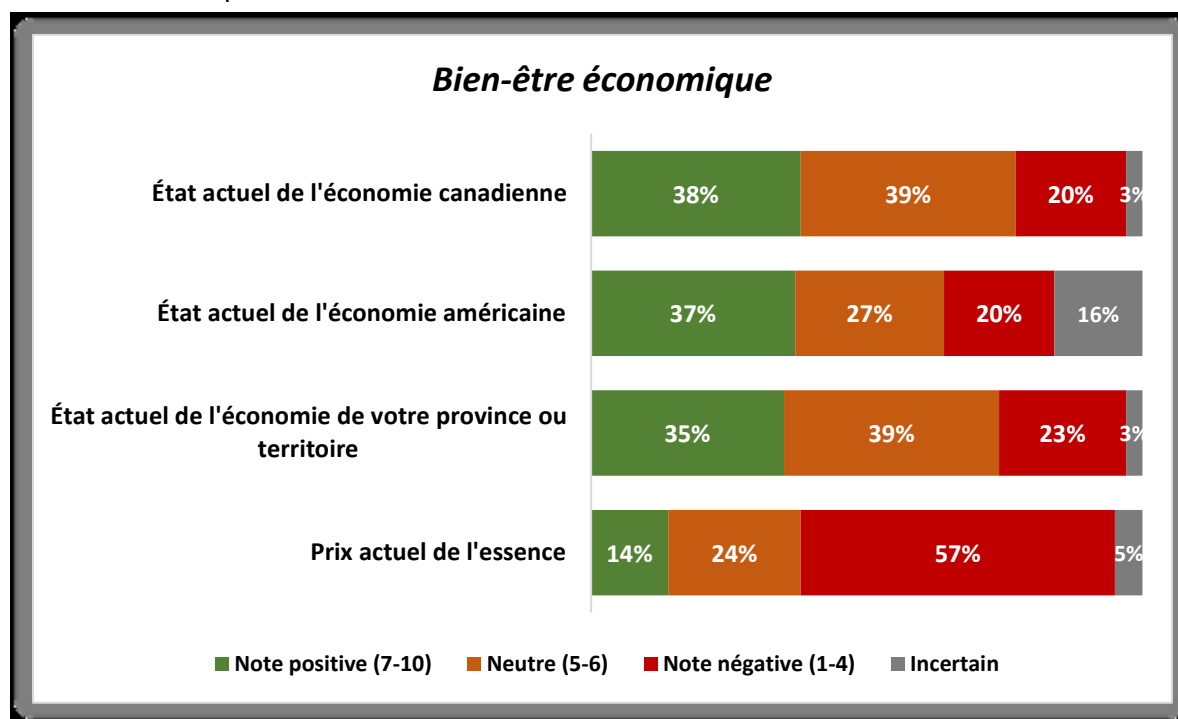
AUTRES ENJEUX SUR LESQUELS LE GOUVERNEMENT FÉDÉRAL DEVRAIT SE CONCENTRER							
	Total (n=1 774)	Région					
		ATL (n=311)	QC (n=350)	ON (n=488)	MB/SK/NU (n=174)	AB/TNO (n=179)	CB/YK (n=272)
Économie/emplois	15 %	17 %	18 %	15 %	11 %	14 %	15 %
Économie/problèmes économiques	12 %	12 %	17 %	9 %	10 %	11 %	11 %
Emplois/chômage	4 %	6 %	1 %	6 %	2 %	3 %	4 %
Soins de santé/hôpitaux	9 %	12 %	13 %	8 %	5 %	7 %	7 %
Enjeux sociaux (en général)	8 %	8 %	8 %	8 %	7 %	5 %	8 %
Environnement	7 %	6 %	11 %	5 %	2 %	5 %	7 %
Problèmes environnementaux	6 %	5 %	10 %	4 %	2 %	5 %	6 %
Changement climatique/réchauffement planétaire	1 %	2 %	1 %	1 %	2 %	-	2 %
Éducation/écoles	6 %	6 %	8 %	8 %	3 %	2 %	3 %
Représentation/responsabilité du gouvernement	6 %	5 %	4 %	5 %	8 %	8 %	8 %
Criminalité/sécurité nationale	6 %	3 %	3 %	7 %	11 %	7 %	8 %
Immigration/réfugiés	6 %	5 %	6 %	6 %	6 %	4 %	6 %
Énergie/pétrole et gaz/ pipelines	4 %	5 %	1 %	4 %	4 %	7 %	7 %
Infrastructure/routes	3 %	1 %	3 %	4 %	1 %	1 %	2 %
Dépenses gouvernementales/budget/déficit	3 %	1 %	3 %	2 %	2 %	4 %	5 %
Impôts	3 %	4 %	2 %	3 %	3 %	4 %	2 %
Itinérance/pauvreté	3 %	2 %	3 %	2 %	2 %	3 %	5 %
Enjeux liés aux Autochtones	3 %	2 %	< 1 %	5 %	5 %	5 %	3 %
Enjeux liés aux aînés	3 %	3 %	5 %	3 %	2 %	2 %	2 %
Logement abordable/problèmes de logement	2 %	< 1 %	1 %	3 %	2 %	1 %	7 %

Coût de la vie/dette/factures	2 %	2 %	1 %	2 %	-	1 %	3 %
Disparité des revenus/salaire minimum	2 %	2 %	1 %	3 %	3 %	2 %	< 1 %
Taxe sur le carbone	< 1 %	< 1 %	-	< 1 %	1 %	1 %	-
Autre	1 %	1 %	2 %	< 1 %	-	1 %	1 %
Ne sait pas/Refusé	35 %	39 %	29 %	36 %	44 %	34 %	34 %

Q1B: Y a-t-il d'autres enjeux ? Base : Les répondants qui ont donné une priorité absolue comme réponse à la question précédente, n=1 774. La taille des échantillons constitue une valeur non pondérée alors que les résultats, en pourcentages, représentent une valeur pondérée.

Évaluation de l'économie

Les répondants étaient invités à évaluer l'état actuel de l'économie canadienne, l'économie américaine et l'économie de leur province ou territoire. De façon générale, une proportion similaire a répondu que chacune de ces économies se portait bien (note minimale de 7 sur 10). Ils étaient moins à avoir accordé une note neutre à l'économie américaine, mais plus nombreux à être incertains de la note à lui accorder. Lorsqu'on leur a demandé d'évaluer le prix de l'essence, la majorité des répondants (57 %) ont donné une note négative (de 1 sur 4), contre 14 % qui ont donné une note positive.



Q2: Comment évaluez-vous chacune des situations suivantes, sur une échelle de 1 à 10, où 1 signifie « terrible » et 10, « excellent » : Base : Tous les répondants, n=2 000. La taille des échantillons constitue une valeur non pondérée alors que les résultats, en pourcentages, représentent une valeur pondérée.

Les perceptions de l'économie Canadienne étaient les mêmes chez les hommes et chez les femmes. Celles-ci étaient plus nombreuses à exprimer un sentiment « neutre » envers l'économie de leur province ou territoire, et moins nombreuses à donner une note positive à l'état actuel de l'économie américaine (27 % contre 48 % pour les hommes). Les sentiments à l'égard du prix de l'essence sont pratiquement les mêmes pour les hommes et les femmes.

Les résidents de l'Alberta étaient moins enclins à avoir des sentiments positifs envers l'économie canadienne (18 %) et, comme dans les provinces de l'Atlantique, moins positifs envers l'état de l'économie dans leur province ou territoire (18 % et 19 % respectivement). En ce qui concerne le prix de l'essence, c'est en Colombie-Britannique (70 %), en Alberta (62 %), au Québec (61 %) et dans les provinces de l'Atlantique (60 %) que les sentiments étaient les plus négatifs.

BIEN-ÊTRE ÉCONOMIQUE						
		Sexe		Groupe d'âge		
	Total (n=2 000)	Hommes (n=1 002)	Femmes (n=998)	18-34 ans (n=500)	35-54 ans (n=750)	55 ans + (n=740)
État actuel de l'économie canadienne						
Note positive (7-10)	38 %	39 %	37 %	42 %	37 %	36 %
Neutre (5-6)	39 %	38 %	40 %	35 %	41 %	41 %
Note négative (1-4)	20 %	20 %	20 %	19 %	18 %	22 %
Incertain	3 %	2 %	3 %	4 %	4 %	1 %
État actuel de l'économie de votre province/territoire						
Note positive (7-10)	35 %	37 %	33 %	38 %	34 %	34 %
Neutre (5-6)	39 %	36 %	41 %	38 %	39 %	39 %
Note négative (1-4)	23 %	24 %	23 %	20 %	24 %	25 %
Incertain	3 %	4 %	3 %	4 %	3 %	3 %
État actuel de l'économie américaine						
Note positive (7-10)	37 %	48 %	27 %	35 %	36 %	40 %
Neutre (5-6)	27 %	24 %	29 %	29 %	26 %	26 %
Note négative (1-4)	20 %	14 %	25 %	20 %	19 %	20 %
Incertain	16 %	13 %	19 %	15 %	19 %	14 %
Prix actuel de l'essence						
Note positive (7-10)	14 %	13 %	14 %	13 %	14 %	14 %
Neutre (5-6)	24 %	24 %	24 %	27 %	22 %	23 %
Note négative (1-4)	57 %	59 %	56 %	54 %	60 %	57 %
Incertain	5 %	5 %	5 %	5 %	4 %	6 %

Q2: Comment évaluez-vous chacune des situations suivantes, sur une échelle de 1 à 10, où 1 signifie « terrible » et 10, « excellent » : Base : Tous les répondants, n=2 000. La taille des échantillons constitue une valeur non pondérée alors que les résultats, en pourcentages, représentent une valeur pondérée.

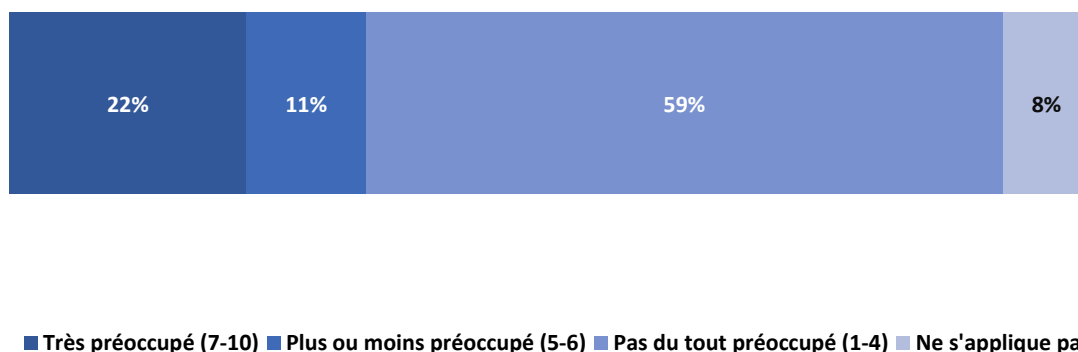
BIEN-ÊTRE ÉCONOMIQUE							
		Région					
	Total (n=2 000)	ATL (n=350)	QC (n=400)	ON (n=550)	MB/SK/NU (n=200)	AB/TNO (n=200)	CB/YK (n=300)
État actuel de l'économie canadienne							
Note positive (7-10)	38 %	32 %	46 %	41 %	30 %	18 %	40 %
Neutre (5-6)	39 %	43 %	36 %	39 %	44 %	37 %	44 %
Note négative (1-4)	20 %	23 %	14 %	18 %	24 %	41 %	15 %
Incertain	3 %	2 %	4 %	3 %	1 %	4 %	2 %
État actuel de l'économie de votre province/territoire							
Note positive (7-10)	35 %	19 %	46 %	32 %	37 %	18 %	43 %
Neutre (5-6)	39 %	33 %	30 %	45 %	41 %	35 %	40 %
Note négative (1-4)	23 %	46 %	21 %	19 %	19 %	42 %	14 %
Incertain	3 %	2 %	2 %	4 %	4 %	4 %	3 %
État actuel de l'économie américaine							
Note positive (7-10)	37 %	32 %	39 %	37 %	40 %	38 %	37 %
Neutre (5-6)	27 %	25 %	28 %	26 %	26 %	24 %	30 %
Note négative (1-4)	20 %	24 %	17 %	22 %	18 %	19 %	18 %
Incertain	16 %	19 %	16 %	15 %	16 %	20 %	15 %
Prix actuel de l'essence							
Note positive (7-10)	14 %	11 %	13 %	17 %	19 %	9 %	8 %
Neutre (5-6)	24 %	25 %	20 %	28 %	28 %	25 %	16 %
Note négative (1-4)	57 %	60 %	61 %	50 %	51 %	62 %	70 %
Incertain	5 %	3 %	6 %	6 %	2 %	4 %	6 %

Q2: Comment évaluez-vous chacune des situations suivantes, sur une échelle de 1 à 10, où 1 signifie « terrible » et 10, « excellent » : Base : Tous les répondants, n=2 000. La taille des échantillons constitue une valeur non pondérée alors que les résultats, en pourcentages, représentent une valeur pondérée.

Sécurité d'emploi

Nous avons demandé aux répondants s'ils étaient préoccupés à l'idée qu'eux-mêmes ou un membre de leur ménage puisse perdre leur emploi au cours des six prochains mois, sur une échelle de 1 à 10. Plus d'un sur cinq (22 %) se sont dit très préoccupés (note de 7 à 10), 11 % l'étaient plus ou moins (note de 5 ou 6) et 59 % n'étaient pas du tout préoccupés (note de 1 à 4).

Niveau de préoccupation à l'idée qu'un membre du ménage puisse perdre son emploi au cours des six prochains mois



Q3: Dans quelle mesure êtes-vous préoccupé à l'idée que vous ou un autre membre de votre ménage puissiez perdre votre emploi au cours des 6 prochains mois ? Base : Tous les répondants, n=2 000. La taille des échantillons constitue une valeur non pondérée alors que les résultats, en pourcentages, représentent une valeur pondérée.

Les répondants âgés de 18 à 34 ans étaient plus nombreux à être « très » préoccupés (29 %), suivis des 35 à 54 ans (23 %) et des 55 ans et plus (16 %). Ce sentiment était également très prononcé en Alberta/Territoires du Nord-Ouest (30 %), en Ontario (26 %) et au Manitoba, en Saskatchewan et au Nunavut (23 %).

SÉCURITÉ D'EMPLOI						
		Sexe		Groupe d'âge		
	Total (n=2 000)	Hommes (n=1 002)	Femmes (n=998)	18-34 ans (n=500)	35-54 ans (n=750)	55 ans + (n=740)
Niveau de préoccupation à l'idée que vous ou un membre de votre ménage puissiez perdre votre emploi au cours des six prochains mois						
Très préoccupé (7-10)	22 %	20 %	23 %	29 %	23 %	16 %
Plus ou moins préoccupé (5-6)	11 %	12 %	10 %	13 %	13 %	8 %
Pas du tout préoccupé (1-4)	59 %	59 %	59 %	56 %	63 %	58 %
Ne s'applique pas	8 %	8 %	8 %	1 %	1 %	18 %

Q3: Dans quelle mesure êtes-vous préoccupé à l'idée que vous ou un autre membre de votre ménage puissiez perdre votre emploi au cours des 6 prochains mois ? Base : Tous les répondants, n=2 000. La taille des échantillons constitue une valeur non pondérée alors que les résultats, en pourcentages, représentent une valeur pondérée.

SÉCURITÉ D'EMPLOI							
		Région					
	Total (n=2 000)	ATL (n=350)	QC (n=400)	ON (n=550)	MB/SK/NU (n=200)	AB/TNO (n=200)	CB/YK (n=300)
Niveau de préoccupation à l'idée que vous ou un membre de votre ménage puissiez perdre votre emploi au cours des six prochains mois							
Très préoccupé (7-10)	22 %	19 %	16 %	26 %	23 %	30 %	14 %
Plus ou moins préoccupé (5-6)	11 %	10 %	11 %	12 %	7 %	12 %	8 %
Pas du tout préoccupé (1-4)	59 %	58 %	62 %	55 %	62 %	52 %	71 %
Ne s'applique pas	8 %	13 %	11 %	7 %	7 %	5 %	6 %

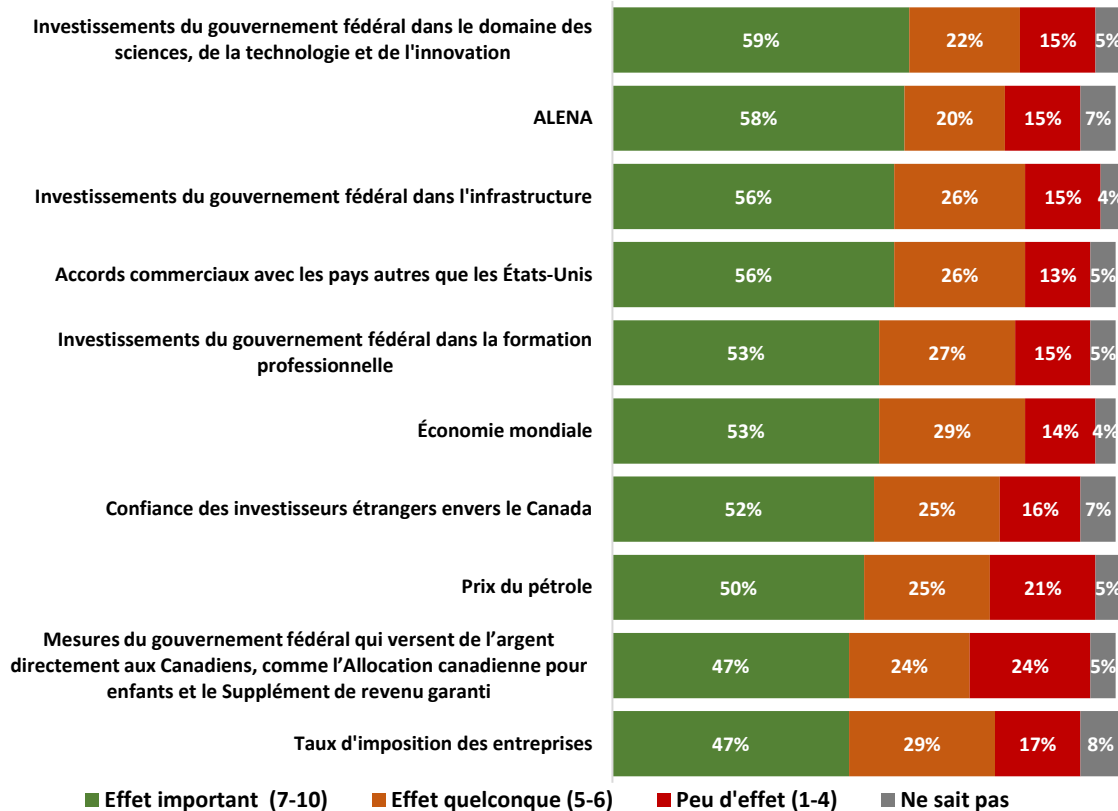
Q3: Dans quelle mesure êtes-vous préoccupé à l'idée que vous ou un autre membre de votre ménage puissiez perdre votre emploi au cours des 6 prochains mois ? Base : Tous les répondants, n=2 000. La taille des échantillons constitue une valeur non pondérée alors que les résultats, en pourcentages, représentent une valeur pondérée.

Confiance envers l'économie

Nous avons demandé aux répondants quel était l'impact de divers facteurs, tendances et mesures économiques sur l'économie, notamment les investissements du gouvernement, les accords commerciaux, les investissements étrangers et l'économie mondiale, pour ne nommer que ceux-là. La moitié des répondants devaient évaluer l'impact de ces facteurs sur la création d'emplois et l'autre moitié, sur la compétitivité des entreprises canadiennes.

Ceux qui ont évalué l'impact des différents facteurs sur la création d'emplois ont répondu que ce sont les investissements du gouvernement fédéral dans le domaine des sciences, de la technologie et de l'innovation qui ont le plus grand impact (59 %), suivi de l'ALENA (58 %), des investissements du gouvernement fédéral dans l'infrastructure (56 %) et des accords commerciaux avec les pays autres que les États-Unis (56 %).

Impact économique (sur la création d'emplois)



Q4: Selon vous, quel est l'impact de chacune des mesures suivantes sur [ÉCHANTILLON FRACTIONNÉ : la création d'emplois au Canada] Base : Échantillon fractionné – Création d'emplois, n=1 019. La taille des échantillons constitue une valeur non pondérée alors que les résultats, en pourcentages, représentent une valeur pondérée.

Les répondants de 55 ans et plus étaient les moins enclins à constater un impact des investissements dans le domaine des sciences, de la technologie et de l'innovation sur la création d'emplois (53 % contre 62 % pour les plus jeunes). C'est au Québec qu'ils étaient moins nombreux à croire que les investissements dans l'infrastructure ont un impact sur l'économie (46 %), de même que chez les 55 ans et plus (49 %).

IMPACT ÉCONOMIQUE (SUR LA CRÉATION D'EMPLOIS)						
	Total (n=1 019)	Sexe		Groupe d'âge		
		Hommes (n=498)	Femmes (n=521)	18-34 ans (n=242)	35-54 ans (n=386)	55 ans + (n=387)
Les investissements du gouvernement fédéral dans l'infrastructure						
Impact important (7-10)	56 %	53 %	58 %	61 %	59 %	49 %
Impact quelconque (5-6)	26 %	26 %	26 %	25 %	27 %	26 %
Peu d'impact (1-4)	14 %	17 %	12 %	11 %	12 %	20 %
Ne sait pas	4 %	3 %	4 %	3 %	2 %	6 %

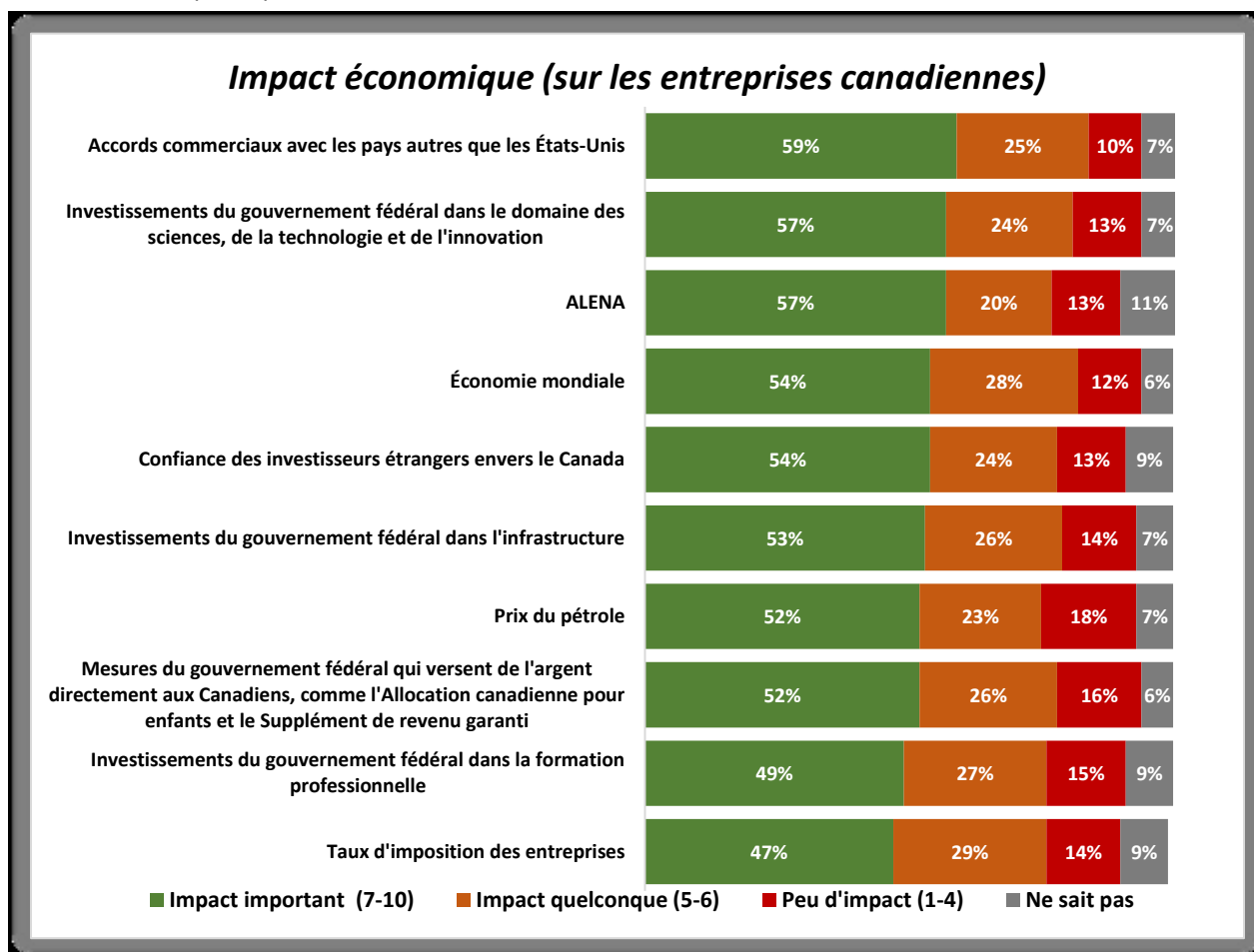
IMPACT ÉCONOMIQUE (SUR LA CRÉATION D'EMPLOIS)						
		Sexe		Groupe d'âge		
	Total (n=1 019)	Hommes (n=498)	Femmes (n=521)	18-34 ans (n=242)	35-54 ans (n=386)	55 ans + (n=387)
Les investissements du gouvernement fédéral dans le domaine des sciences, de la technologie et de l'innovation						
Impact important (7-10)	59 %	58 %	59 %	64 %	61 %	53 %
Impact quelconque (5-6)	22 %	20 %	24 %	21 %	21 %	24 %
Peu d'impact (1-4)	15 %	16 %	13 %	11 %	15 %	17 %
Ne sait pas	5 %	5 %	4 %	4 %	3 %	6 %
Les mesures du gouvernement fédéral qui versent de l'argent directement aux Canadiens, comme l'Allocation canadienne pour enfants et le Supplément de revenu garanti						
Impact important (7-10)	47 %	45 %	48 %	57 %	44 %	43 %
Impact quelconque (5-6)	24 %	23 %	25 %	21 %	26 %	24 %
Peu d'impact (1-4)	24 %	26 %	23 %	21 %	27 %	25 %
Ne sait pas	5 %	6 %	5 %	1 %	4 %	9 %
Les investissements du gouvernement fédéral dans la formation professionnelle						
Impact important (7-10)	53 %	52 %	55 %	57 %	59 %	46 %
Impact quelconque (5-6)	27 %	26 %	28 %	29 %	24 %	28 %
Peu d'impact (1-4)	15 %	18 %	11 %	11 %	15 %	17 %
Ne sait pas	5 %	4 %	6 %	3 %	3 %	9 %
Le taux d'imposition des entreprises						
Impact important (7-10)	47 %	48 %	45 %	48 %	52 %	41 %
Impact quelconque (5-6)	29 %	26 %	32 %	31 %	29 %	28 %
Peu d'impact (1-4)	17 %	21 %	13 %	16 %	13 %	21 %
Ne sait pas	8 %	5 %	10 %	6 %	6 %	10 %
La confiance des investisseurs étrangers envers le Canada						
Impact important (7-10)	52 %	51 %	53 %	50 %	60 %	47 %
Impact quelconque (5-6)	25 %	22 %	27 %	29 %	21 %	27 %
Peu d'impact (1-4)	16 %	22 %	11 %	14 %	15 %	18 %
Ne sait pas	7 %	5 %	8 %	7 %	5 %	9 %
L'économie mondiale						
Impact important (7-10)	53 %	50 %	55 %	58 %	55 %	46 %
Impact quelconque (5-6)	29 %	31 %	28 %	25 %	32 %	31 %
Peu d'impact (1-4)	14 %	16 %	12 %	12 %	11 %	18 %
Ne sait pas	4 %	3 %	5 %	6 %	2 %	5 %
Le prix du pétrole						
Impact important (7-10)	50 %	50 %	49 %	51 %	54 %	45 %
Impact quelconque (5-6)	25 %	24 %	26 %	23 %	24 %	28 %
Peu d'impact (1-4)	21 %	23 %	18 %	22 %	20 %	21 %
Ne sait pas	5 %	3 %	6 %	5 %	2 %	6 %
L'ALENA						
Impact important (7-10)	58 %	59 %	57 %	55 %	63 %	55 %
Impact quelconque (5-6)	20 %	18 %	22 %	20 %	18 %	23 %
Peu d'impact (1-4)	15 %	15 %	14 %	14 %	14 %	16 %
Ne sait pas	7 %	7 %	7 %	11 %	6 %	6 %
Les accords commerciaux avec les pays autres que les États-Unis						
Impact important (7-10)	56 %	58 %	54 %	54 %	58 %	55 %
Impact quelconque (5-6)	26 %	25 %	28 %	23 %	25 %	30 %
Peu d'impact (1-4)	13 %	12 %	13 %	15 %	14 %	10 %
Ne sait pas	5 %	5 %	5 %	7 %	3 %	5 %

Q4: Selon vous, quel est l'impact de chacune des mesures suivantes sur [ÉCHANTILLON FRACTIONNÉ : la création d'emplois au Canada] ? Base: Échantillon fractionné – création d'emploi, n=1 019. La taille des échantillons constitue une valeur non pondérée alors que les résultats, en pourcentages, représentent une valeur pondérée.

IMPACT ÉCONOMIQUE (SUR LA CRÉATION D'EMPLOIS)							
	Région						
	Total (n=1 019)	ATL (n=180)	QC (n=204)	ON (n=281)	MB/SK/NU (n=101)	AB/TNO (n=100)	CB/YK (n=153)
Les investissements du gouvernement fédéral dans l'infrastructure							
Impact important (7-10)	56 %	57 %	46 %	60 %	53 %	58 %	57 %
Impact quelconque (5-6)	26 %	26 %	30 %	25 %	22 %	24 %	25 %
Peu d'impact (1-4)	14 %	15 %	17 %	13 %	21 %	12 %	15 %
Ne sait pas	4 %	3 %	7 %	2 %	5 %	6 %	3 %
Les investissements du gouvernement fédéral dans le domaine des sciences, de la technologie et de l'innovation							
Impact important (7-10)	59 %	54 %	59 %	64 %	57 %	51 %	53 %
Impact quelconque (5-6)	22 %	28 %	24 %	18 %	20 %	26 %	25 %
Peu d'impact (1-4)	15 %	12 %	15 %	14 %	19 %	18 %	14 %
Ne sait pas	5 %	6 %	3 %	4 %	4 %	6 %	8 %
Les mesures du gouvernement fédéral qui versent de l'argent directement aux Canadiens, comme l'Allocation canadienne pour enfants et le Supplément de revenu garanti							
Impact important (7-10)	47 %	50 %	49 %	46 %	46 %	47 %	42 %
Impact quelconque (5-6)	24 %	23 %	25 %	21 %	27 %	22 %	28 %
Peu d'impact (1-4)	24 %	24 %	21 %	27 %	22 %	22 %	25 %
Ne sait pas	5 %	3 %	5 %	5 %	4 %	8 %	5 %
Les investissements du gouvernement fédéral dans la formation professionnelle							
Impact important (7-10)	53 %	61 %	53 %	53 %	48 %	46 %	59 %
Impact quelconque (5-6)	27 %	26 %	26 %	29 %	32 %	29 %	17 %
Peu d'impact (1-4)	15 %	9 %	14 %	14 %	17 %	17 %	18 %
Ne sait pas	5 %	3 %	7 %	4 %	4 %	8 %	6 %
Le taux d'imposition des entreprises							
Impact important (7-10)	47 %	50 %	42 %	49 %	57 %	52 %	39 %
Impact quelconque (5-6)	29 %	24 %	29 %	28 %	22 %	33 %	34 %
Peu d'impact (1-4)	17 %	19 %	21 %	15 %	16 %	10 %	20 %
Ne sait pas	8 %	7 %	8 %	9 %	4 %	5 %	7 %
La confiance des investisseurs étrangers envers le Canada							
Impact important (7-10)	52 %	52 %	51 %	54 %	50 %	55 %	49 %
Impact quelconque (5-6)	25 %	32 %	25 %	24 %	22 %	19 %	31 %
Peu d'impact (1-4)	16 %	11 %	16 %	14 %	21 %	22 %	16 %
Ne sait pas	7 %	5 %	7 %	7 %	8 %	5 %	5 %
L'économie mondiale							
Impact important (7-10)	53 %	54 %	45 %	59 %	48 %	50 %	51 %
Impact quelconque (5-6)	29 %	32 %	32 %	23 %	39 %	29 %	36 %
Peu d'impact (1-4)	14 %	8 %	20 %	13 %	13 %	14 %	9 %
Ne sait pas	4 %	6 %	3 %	5 %	-	7 %	5 %
Le prix du pétrole							
Impact important (7-10)	50 %	52 %	39 %	52 %	56 %	62 %	47 %
Impact quelconque (5-6)	25 %	20 %	26 %	28 %	24 %	16 %	26 %
Peu d'impact (1-4)	21 %	23 %	31 %	15 %	16 %	18 %	23 %
Ne sait pas	5 %	5 %	4 %	6 %	4 %	3 %	3 %
L'ALENA							
Impact important (7-10)	58 %	61 %	51 %	62 %	56 %	58 %	56 %
Impact quelconque (5-6)	20 %	18 %	20 %	20 %	22 %	16 %	24 %
Peu d'impact (1-4)	15 %	11 %	20 %	11 %	16 %	19 %	14 %
Ne sait pas	7 %	9 %	9 %	7 %	6 %	7 %	6 %
Les accords commerciaux avec les pays autres que les États-Unis							
Impact important (7-10)	56 %	60 %	49 %	56 %	60 %	55 %	63 %
Impact quelconque (5-6)	26 %	24 %	31 %	28 %	21 %	26 %	20 %
Peu d'impact (1-4)	13 %	13 %	15 %	11 %	12 %	12 %	13 %
Ne sait pas	5 %	3 %	5 %	5 %	7 %	8 %	4 %

Q4: Selon vous, quel est l'impact de chacune des mesures suivantes sur [ÉCHANTILLON FRACTIONNÉ : la création d'emplois au Canada] ? Base: Échantillon fractionné – création d'emploi, n=1 019. La taille des échantillons constitue une valeur non pondérée alors que les résultats, en pourcentages, représentent une valeur pondérée.

Les répondants qui devaient évaluer l'impact des différents facteurs sur la compétitivité des entreprises canadiennes ont mentionné que c'étaient les accords commerciaux avec les pays autres que les États-Unis qui avaient le plus grand impact (59 %), suivis des investissements du gouvernement fédéral dans le domaine des sciences, de la technologie et de l'innovation (57 %) et de l'ALENA (57 %).



Q4: Selon vous, quel est l'impact de chacune des mesures suivantes sur [ÉCHANTILLON FRACTIONNÉ : la compétitivité des entreprises canadiennes] ? Base : Échantillon fractionné – compétitivité des entreprises canadiennes, n=981. La taille des échantillons constitue une valeur non pondérée alors que les résultats, en pourcentages, représentent une valeur pondérée.

Les Albertains étaient les moins enclins à voir l'impact des accords commerciaux avec les pays autres que les États-Unis (47 %). C'est au Québec et en Ontario (64 % et 62 % respectivement) et parmi les moins de 55 ans (62 %) qu'on était les plus enclins à voir l'impact des investissements dans le domaine des sciences et de la technologie sur la compétitivité des entreprises canadiennes.

IMPACT ÉCONOMIQUE (SUR LES ENTREPRISES CANADIENNES)						
		Sexe		Groupe d'âge		
	Total (n=981)	Hommes (n=504)	Femmes (n=477)	18-34 ans (n=258)	35-54 ans (n=364)	55 ans + (n=353)
Les investissements du gouvernement fédéral dans l'infrastructure						
Impact important (7-10)	53 %	55 %	51 %	57 %	56 %	47 %
Impact quelconque (5-6)	26 %	24 %	28 %	24 %	23 %	29 %
Peu d'impact (1-4)	14 %	15 %	13 %	10 %	14 %	17 %
Ne sait pas	7 %	6 %	8 %	9 %	6 %	7 %
Les investissements du gouvernement fédéral dans le domaine des sciences, de la technologie et de l'innovation						
Impact important (7-10)	57 %	58 %	56 %	64 %	60 %	48 %
Impact quelconque (5-6)	24 %	22 %	25 %	18 %	23 %	29 %
Peu d'effet (1-4)	13 %	13 %	12 %	9 %	10 %	17 %
Ne sait pas	7 %	7 %	7 %	9 %	7 %	6 %
Les mesures du gouvernement fédéral qui versent de l'argent directement aux Canadiens, comme l'Allocation canadienne pour enfants et le Supplément de revenu garanti						
Impact important (7-10)	52 %	50 %	54 %	56 %	47 %	53 %
Impact quelconque (5-6)	26 %	25 %	26 %	22 %	29 %	26 %
Peu d'impact (1-4)	16 %	19 %	14 %	13 %	20 %	15 %
Ne sait pas	6 %	7 %	6 %	9 %	4 %	7 %
Les investissements du gouvernement fédéral dans la formation professionnelle						
Impact important (7-10)	49 %	50 %	48 %	58 %	53 %	38 %
Impact quelconque (5-6)	27 %	28 %	27 %	22 %	28 %	31 %
Peu d'effet (1-4)	15 %	15 %	15 %	11 %	10 %	23 %
Ne sait pas	9 %	7 %	10 %	9 %	10 %	8 %
Le taux d'imposition des entreprises						
Impact important (7-10)	47 %	48 %	46 %	51 %	57 %	35 %
Impact quelconque (5-6)	29 %	30 %	28 %	28 %	25 %	34 %
Peu d'impact (1-4)	14 %	14 %	15 %	13 %	11 %	18 %
Ne sait pas	9 %	7 %	12 %	8 %	8 %	13 %
La confiance des investisseurs étrangers envers le Canada						
Impact important (7-10)	54 %	54 %	54 %	56 %	57 %	51 %
Impact quelconque (5-6)	24 %	23 %	24 %	23 %	22 %	26 %
Peu d'impact (1-4)	13 %	15 %	11 %	10 %	14 %	15 %
Ne sait pas	9 %	8 %	10 %	11 %	7 %	9 %
L'économie mondiale						
Impact important (7-10)	54 %	55 %	53 %	62 %	56 %	47 %
Impact quelconque (5-6)	28 %	26 %	30 %	22 %	26 %	34 %
Peu d'impact (1-4)	12 %	13 %	11 %	11 %	12 %	13 %
Ne sait pas	6 %	5 %	6 %	5 %	6 %	6 %
Le prix du pétrole						
Impact important (7-10)	52 %	50 %	55 %	55 %	55 %	47 %
Impact quelconque (5-6)	23 %	25 %	21 %	20 %	23 %	25 %
Peu d'impact (1-4)	18 %	19 %	17 %	16 %	15 %	22 %
Ne sait pas	7 %	6 %	7 %	8 %	7 %	5 %
L'ALENA						
Impact important (7-10)	57 %	59 %	54 %	57 %	60 %	53 %
Impact quelconque (5-6)	20 %	20 %	20 %	18 %	20 %	21 %
Peu d'impact (1-4)	13 %	12 %	14 %	9 %	12 %	18 %
Ne sait pas	11 %	9 %	12 %	16 %	8 %	8 %
Les accords commerciaux avec les pays autres que les États-Unis						
Impact important (7-10)	59 %	58 %	60 %	59 %	62 %	56 %
Impact quelconque (5-6)	25 %	26 %	23 %	24 %	23 %	26 %
Peu d'impact (1-4)	10 %	11 %	9 %	8 %	8 %	13 %
Ne sait pas	7 %	5 %	8 %	9 %	7 %	5 %

Q4: Selon vous, quel est l'impact de chacune des mesures suivantes sur [ÉCHANTILLON FRACTIONNÉ : la compétitivité des entreprises canadiennes] ? Base : Échantillon fractionné – compétitivité des entreprises canadiennes, n=981. La taille des échantillons constitue une valeur non pondérée alors que les résultats, en pourcentages, représentent une valeur pondérée.

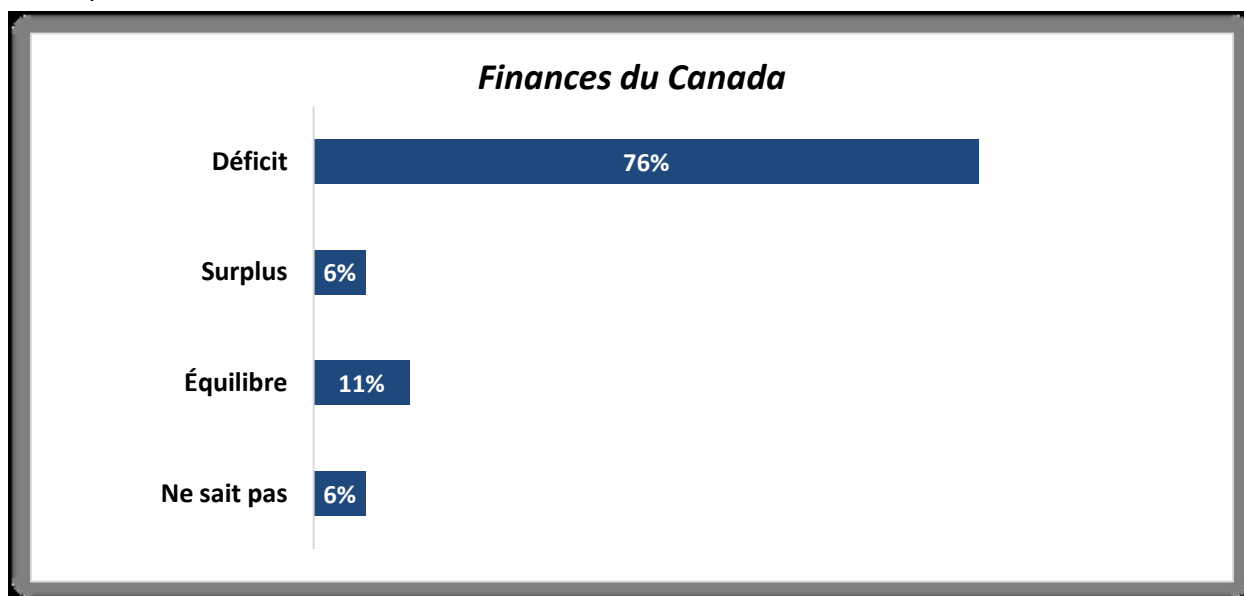
IMPACT ÉCONOMIQUE (SUR LES ENTREPRISES CANADIENNES)							
	Total (n=981)	Région					
		ATL (n=170)	QC (n=196)	ON (n=269)	MB/SK/NU (n=99)	AB/TNO (n=100)	CB/YK (n=147)
Les investissements du gouvernement fédéral dans l'infrastructure							
Impact important (7-10)	53 %	58 %	48 %	57 %	56 %	48 %	50 %
Impact quelconque (5-6)	26 %	25 %	28 %	24 %	25 %	27 %	27 %
Peu d'impact (1-4)	14 %	10 %	16 %	13 %	10 %	19 %	14 %
Ne sait pas	7 %	7 %	8 %	6 %	9 %	5 %	9 %
Les investissements du gouvernement fédéral dans le domaine des sciences, de la technologie et de l'innovation							
Impact important (7-10)	57 %	53 %	64 %	62 %	52 %	43 %	46 %
Impact quelconque (5-6)	24 %	27 %	17 %	22 %	25 %	32 %	33 %
Peu d'impact (1-4)	13 %	13 %	13 %	11 %	13 %	16 %	14 %
Ne sait pas	7 %	8 %	7 %	6 %	10 %	8 %	7 %
Les mesures du gouvernement fédéral qui versent de l'argent directement aux Canadiens, comme l'Allocation canadienne pour enfants et le Supplément de revenu garanti							
Impact important (7-10)	52 %	57 %	59 %	52 %	48 %	35 %	50 %
Impact quelconque (5-6)	26 %	22 %	17 %	28 %	27 %	31 %	31 %
Peu d'impact (1-4)	16 %	17 %	18 %	12 %	17 %	28 %	13 %
Ne sait pas	6 %	5 %	6 %	7 %	8 %	6 %	6 %
Les investissements du gouvernement fédéral dans la formation professionnelle							
Impact important (7-10)	49 %	55 %	47 %	52 %	45 %	44 %	47 %
Impact quelconque (5-6)	27 %	26 %	28 %	26 %	30 %	26 %	28 %
Peu d'impact (1-4)	15 %	11 %	16 %	14 %	12 %	20 %	17 %
Ne sait pas	9 %	8 %	10 %	8 %	13 %	10 %	8 %
Le taux d'imposition des entreprises							
Impact important (7-10)	47 %	40 %	44 %	46 %	54 %	51 %	51 %
Impact quelconque (5-6)	29 %	29 %	31 %	31 %	22 %	26 %	28 %
Peu d'impact (1-4)	14 %	19 %	18 %	14 %	12 %	11 %	10 %
Ne sait pas	9 %	12 %	7 %	9 %	12 %	11 %	11 %
La confiance des investisseurs étrangers envers le Canada							
Impact important (7-10)	54 %	47 %	56 %	59 %	48 %	51 %	48 %
Impact quelconque (5-6)	24 %	32 %	26 %	21 %	26 %	20 %	26 %
Peu d'impact (1-4)	13 %	10 %	7 %	12 %	11 %	23 %	19 %
Ne sait pas	9 %	11 %	11 %	8 %	15 %	6 %	7 %
L'économie mondiale							
Impact important (7-10)	54 %	52 %	55 %	56 %	52 %	49 %	55 %
Impact quelconque (5-6)	28 %	28 %	29 %	28 %	32 %	25 %	25 %
Peu d'impact (1-4)	12 %	13 %	11 %	10 %	9 %	22 %	13 %
Ne sait pas	6 %	8 %	5 %	6 %	7 %	4 %	7 %
Le prix du pétrole							
Impact important (7-10)	52 %	52 %	47 %	54 %	67 %	60 %	45 %
Impact quelconque (5-6)	23 %	22 %	22 %	22 %	22 %	18 %	31 %
Peu d'impact (1-4)	18 %	18 %	25 %	16 %	5 %	17 %	20 %
Ne sait pas	7 %	7 %	6 %	8 %	6 %	6 %	5 %
L'ALENA							
Impact important (7-10)	57 %	58 %	57 %	56 %	61 %	54 %	58 %
Impact quelconque (5-6)	20 %	21 %	18 %	20 %	22 %	22 %	17 %
Peu d'impact (1-4)	13 %	8 %	17 %	13 %	7 %	11 %	14 %
Ne sait pas	11 %	12 %	7 %	12 %	11 %	11 %	12 %

IMPACT ÉCONOMIQUE (SUR LES ENTREPRISES CANADIENNES)							
	Région						
	Total (n=981)	ATL (n=170)	QC (n=196)	ON (n=269)	MB/SK/NU (n=99)	AB/TNO (n=100)	CB/YK (n=147)
Les accords commerciaux avec les pays autres que les États-Unis							
Impact important (7-10)	59 %	59 %	60 %	62 %	54 %	47 %	60 %
Impact quelconque (5-6)	25 %	22 %	24 %	22 %	23 %	32 %	27 %
Peu d'impact (1-4)	10 %	11 %	10 %	10 %	10 %	12 %	7 %
Ne sait pas	7 %	8 %	5 %	6 %	13 %	8 %	6 %

Q4: Selon vous, quel est l'impact de chacune des mesures suivantes sur [ÉCHANTILLON FRACTIONNÉ : la compétitivité des entreprises canadiennes] ? Base : Échantillon fractionné – compétitivité des entreprises canadiennes, n=981. La taille des échantillons constitue une valeur non pondérée alors que les résultats, en pourcentages, représentent une valeur pondérée.

Situation budgétaire

Tous les répondants étaient invités à donner leurs impressions de l'état des finances du gouvernement fédéral. Plus des trois quarts (76 %) étaient d'avis que le gouvernement fédéral affichait un déficit, 11 % croyaient qu'il avait atteint un équilibre budgétaire et 6 %, qu'il affichait un surplus.



Q5: Parlons maintenant des finances du gouvernement du Canada. À votre connaissance, est-ce que le gouvernement affiche un surplus (c'est-à-dire que ses revenus sont supérieurs à ses dépenses), un déficit (c'est-à-dire que ses dépenses sont supérieures à ses revenus) ou un budget équilibré ? Base : Tous les répondants, n=2 000. La taille des échantillons constitue une valeur non pondérée alors que les résultats, en pourcentages, représentent une valeur pondérée.

Les 35 ans et plus étaient plus enclins à affirmer que le gouvernement fédéral affichait un déficit, comparativement aux plus jeunes (80 % et 66 % respectivement). Ces derniers avaient plus tendance à croire qu'il avait atteint l'équilibre budgétaire (18 % comparativement à 9 % pour les 35 ans et plus).

Sur le plan régional, les Québécois étaient les moins enclins à croire que le gouvernement fédéral affichait un déficit (69 %) et les plus enclins à dire qu'il avait atteint l'équilibre budgétaire (16 %).

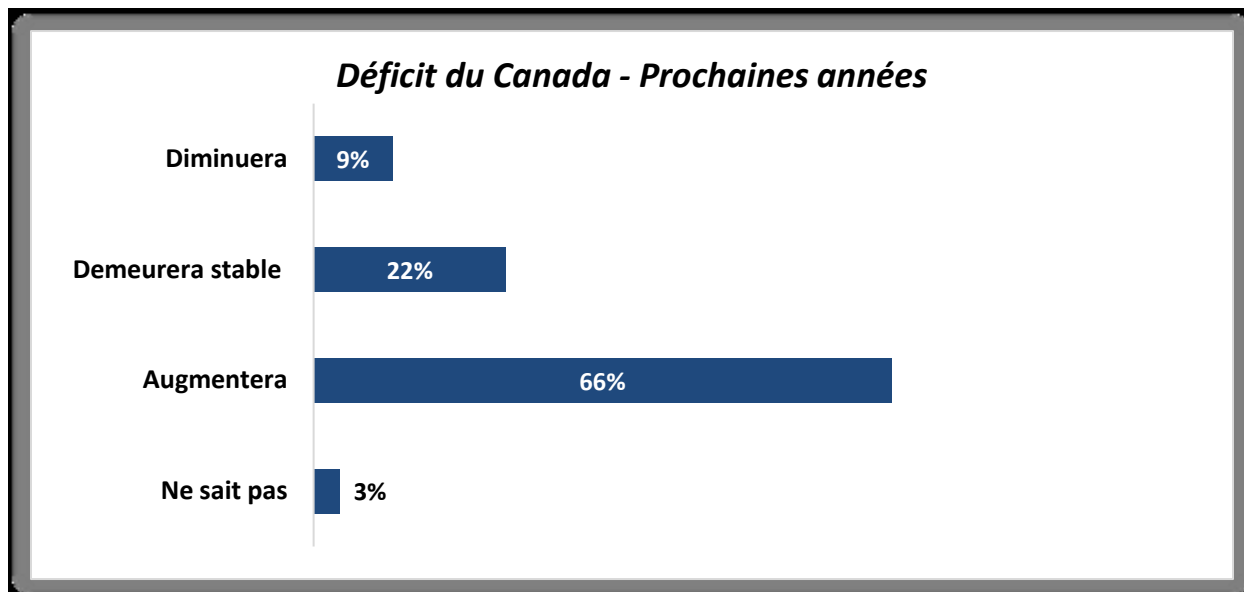
FINANCES DU CANADA						
		Sexe		Groupe d'âge		
	Total (n=2 000)	Hommes (n=1 002)	Femmes (n=998)	18-34 ans (n=500)	35-54 ans (n=750)	55 ans + (n=740)
Déficit	76 %	75 %	77 %	66 %	79 %	80 %
Surplus	6 %	7 %	6 %	8 %	5 %	6 %
Équilibre	11 %	12 %	11 %	18 %	9 %	9 %
Ne sait pas	6 %	6 %	6 %	9 %	7 %	4 %

Q5: Parlons maintenant des finances du gouvernement du Canada. À votre connaissance, est-ce que le gouvernement affiche un surplus (c'est-à-dire que ses revenus sont supérieurs à ses dépenses), un déficit (c'est-à-dire que ses dépenses sont supérieures à ses revenus) ou un budget équilibré ? Base : Tous les répondants, n=2 000. La taille des échantillons constitue une valeur non pondérée alors que les résultats, en pourcentages, représentent une valeur pondérée.

FINANCES DU CANADA							
		Région					
	Total (n=2 000)	ATL (n=350)	QC (n=400)	ON (n=550)	MB/SK/NU (n=200)	AB/TNO (n=200)	CB/YK (n=300)
Déficit	76 %	82 %	69 %	78 %	83 %	78 %	75 %
Surplus	6 %	6 %	8 %	6 %	7 %	3 %	7 %
Équilibre	11 %	8 %	16 %	11 %	6 %	9 %	11 %
Ne sait pas	6 %	5 %	7 %	6 %	4 %	10 %	7 %

Q5: Parlons maintenant des finances du gouvernement du Canada. À votre connaissance, est-ce que le gouvernement affiche un surplus (c'est-à-dire que ses revenus sont supérieurs à ses dépenses), un déficit (c'est-à-dire que ses dépenses sont supérieures à ses revenus) ou un budget équilibré ? Base : Tous les répondants, n=2 000. La taille des échantillons constitue une valeur non pondérée alors que les résultats, en pourcentages, représentent une valeur pondérée.

Par la suite, les répondants étaient invités à préciser leurs attentes à l'égard du déficit du gouvernement fédéral pour les années à venir. Les deux tiers ont répondu que le déficit ira en augmentant (66 %), alors que 22 % ont dit qu'il demeurera stable et 9 %, qu'il ira en diminuant.



Q6: En réalité, le gouvernement fédéral a affiché un déficit à chacune des dernières années. Au cours de la prochaine année, croyez-vous que le déficit (ROTATION : augmentera, diminuera) ou s'il demeurera stable ? Base : Tous les répondants, n=2 000. La taille des échantillons constitue une valeur non pondérée alors que les résultats, en pourcentages, représentent une valeur pondérée.

Une analyse démographique a révélé que les répondants de 35 ans et plus sont plus enclins à croire que le déficit ira en augmentant (69 %) comparativement aux plus jeunes (59 %). De plus, les hommes étaient plus nombreux que les femmes à dire que le déficit diminuera (10 % contre 7 %), tout comme les moins de 35 ans (12 %) comparativement aux plus âgés (8 %).

Sur le plan régional, les Québécois étaient les moins enclins à dire que le déficit ira en augmentant (57 %) et les plus enclins à croire qu'il demeurera stable (32 %), comparativement aux résidents des autres provinces ou territoires.

DÉFICIT DU CANADA – PROCHAINES ANNÉES						
	Total (n=2 000)	Sexe		Groupe d'âge		
		Hommes (n=1 002)	Femmes (n=998)	18-34 ans (n=500)	35-54 ans (n=750)	55 ans + (n=740)
Diminuera	9 %	10 %	7 %	12 %	8 %	8 %
Demeurera stable	22 %	22 %	23 %	23 %	24 %	21 %
Augmentera	66 %	65 %	67 %	59 %	66 %	71 %
Ne sait pas	3 %	2 %	3 %	5 %	3 %	1 %

Q6: En réalité, le gouvernement fédéral a affiché un déficit à chacune des dernières années. Au cours de la prochaine année, croyez-vous que le déficit (ROTATION : augmentera, diminuera) ou s'il demeurera stable ? Base : Tous les répondants, n=2 000. La taille des échantillons constitue une valeur non pondérée alors que les résultats, en pourcentages, représentent une valeur pondérée.

DÉFICIT DU CANADA – PROCHAINES ANNÉES							
	Total (n=2 000)	Région					
		ATL (n=350)	QC (n=400)	ON (n=550)	MB/SK/NU (n=200)	AB/TNO (n=200)	CB/YK (n=300)
Diminuera	9%	13%	9%	10%	10%	8%	5%
Demeurera stable	22%	19%	32%	22%	15%	13%	22%
Augmentera	66%	65%	57%	66%	71%	77%	70%
Ne sait pas	3%	3%	2%	2%	4%	2%	4%

Q6: En réalité, le gouvernement fédéral a affiché un déficit à chacune des dernières années. Au cours de la prochaine année, croyez-vous que le déficit (ROTATION : augmentera, diminuera) ou s'il demeurera stable ? Base : Tous les répondants, n=2 000. La taille des échantillons constitue une valeur non pondérée alors que les résultats, en pourcentages, représentent une valeur pondérée.

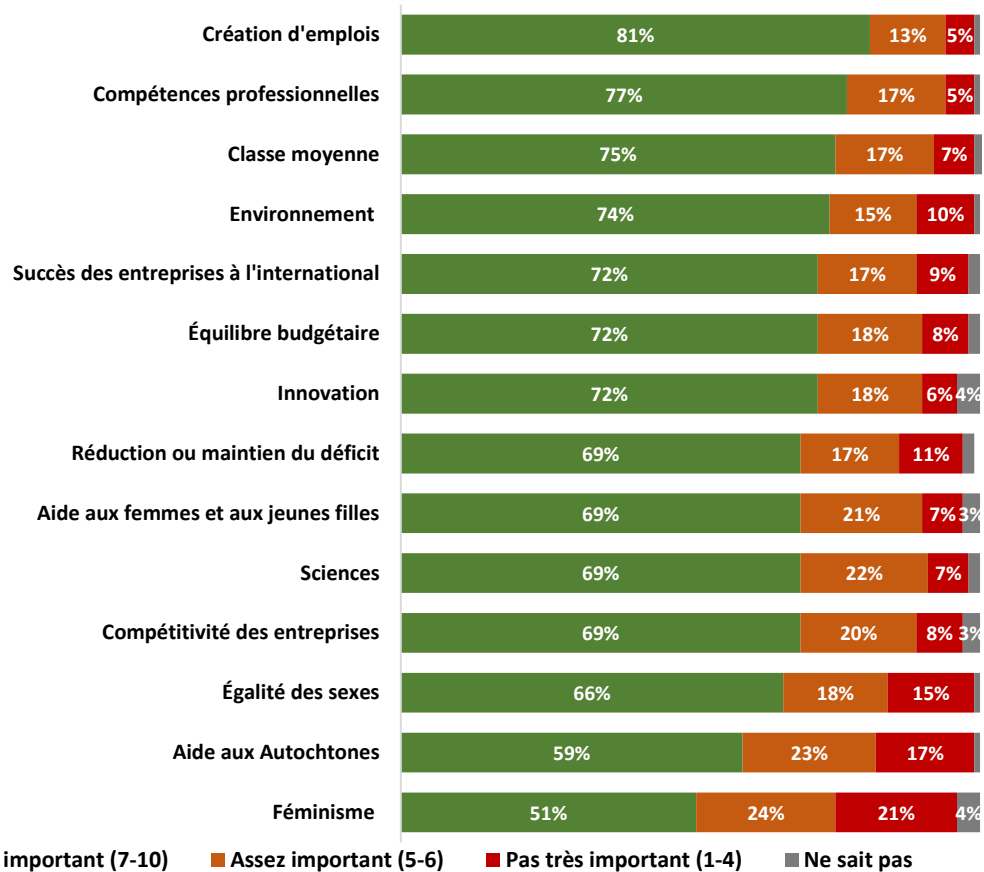
Priorités budgétaires

Lorsqu'on leur a demandé dans quelle mesure il était important que le gouvernement fédéral tienne compte de certaines questions et priorités pour prendre ses décisions budgétaires, plus des trois quarts des répondants étaient d'avis qu'il était « très important » que le gouvernement se concentre sur la création d'emplois (81 %) et les compétences professionnelles (77 %). Les trois quarts ont estimé qu'il était important que le gouvernement tienne compte de la classe moyenne (75 %) et de l'environnement (74 %). Environ 7 répondants sur 10 ont dit qu'il était important que le gouvernement fédéral se concentre sur la réussite des entreprises canadiennes à l'international (72 %), l'équilibre du budget (72 %), l'innovation (72 %), la stabilité du déficit (69 %), l'aide aux femmes et aux jeunes filles (69 %), les sciences (69 %) et la compétitivité des entreprises (69 %).

Les deux tiers ou moins des répondants ont estimé qu'il était important que, dans son budget, le gouvernement mette l'accent sur l'égalité des sexes (66 %), l'aide aux Autochtones (59 %) et le féminisme (51 %).

En ce qui concerne les graphiques et les tableaux qui suivent, il est important de souligner que certains thèmes et enjeux ont été présentés à des échantillons fractionnés – par exemple, le thème des sciences a été présenté à la moitié des répondants et celui de l'innovation, à l'autre moitié.

Priorités budgétaires du Canada



Q7: Dans quelle mesure est-ce important pour le gouvernement du Canada de tenir compte de ce qui suit pour prendre ses décisions budgétaires ? Veuillez utiliser une échelle de 1 à 10 où 1 signifie « pas important du tout » et 10, « très important ». Base : Tous les répondants, n= 2 000. La taille des échantillons constitue une valeur non pondérée alors que les résultats, en pourcentages, représentent une valeur pondérée.

Une analyse démographique a démontré que les femmes étaient plus nombreuses que les hommes à dire qu'il était « très important » de tenir compte de la création d'emplois (83 % contre 79 %), des compétences professionnelles (80 % contre 74 %), de l'environnement (80 % contre 69 %), de l'égalité des sexes (73 % contre 58 %) et de l'aide aux Autochtones (65 % contre 53 %) dans les décisions budgétaires. Les hommes ont accordé plus d'importance à la compétitivité des entreprises (73 % contre 65 %).

Par groupe d'âge, les moins de 35 ans étaient plus enclins que les 55 ans et plus à croire qu'il est important de tenir compte de l'environnement (80 % contre 72 %), la classe moyenne (78 % contre 71 %), l'innovation (77 % contre 68 %), l'aide aux femmes et aux jeunes filles (82 % contre 61 %) et l'aide aux Autochtones (66 % contre 55 %) dans les décisions relatives au budget.

PRIORITÉS BUDGÉTAIRES DU CANADA						
		Sexe		Groupe d'âge		
	Total (n=2 000)	Hommes (n=1 002)	Femmes (n=998)	18-34 ans (n=500)	35-54 ans (n=750)	55 ans + (n=740)
La classe moyenne						
Très important (7-10)	75 %	75 %	75 %	78 %	77 %	71 %
Assez important (5-6)	17 %	17 %	17 %	17 %	15 %	19 %
Pas très important (1-4)	7 %	7 %	6 %	5 %	7 %	8 %
Ne sait pas	2 %	2 %	1 %	1 %	1 %	2 %
La création d'emplois						
Très important (7-10)	81 %	79 %	83 %	82 %	83 %	79 %
Assez important (5-6)	13 %	14 %	13 %	14 %	12 %	14 %
Pas très important (1-4)	5 %	7 %	3 %	4 %	5 %	6 %
Ne sait pas	1 %	1 %	1 %	< 1 %	-	1 %
L'aide aux Autochtones						
Très important (7-10)	59 %	53 %	65 %	66 %	57 %	55 %
Assez important (5-6)	23 %	24 %	22 %	19 %	24 %	25 %
Pas très important (1-4)	17 %	22 %	12 %	13 %	18 %	18 %
Ne sait pas	1 %	2 %	1 %	2 %	1 %	2 %
Les sciences (FRACTIONNÉ)						
	Total (n=994)	Hommes (n=503)	Femmes (n=491)	18-34 ans (n=260)	35-54 ans (n=349)	55 ans + (n=378)
Très important (7-10)	69 %	70 %	68 %	73 %	70 %	66 %
Assez important (5-6)	22 %	20 %	23 %	20 %	20 %	24 %
Pas très important (1-4)	7 %	7 %	7 %	6 %	9 %	7 %
Ne sait pas	2 %	3 %	2 %	1 %	1 %	3 %
L'innovation (FRACTIONNÉ)						
	Total (n=1 006)	Hommes (n=499)	Femmes (n=507)	18-34 ans (n=240)	35-54 ans (n=401)	55 ans + (n=362)
Très important (7-10)	72 %	72 %	71 %	77 %	72 %	68 %
Assez important (5-6)	18 %	18 %	18 %	15 %	19 %	20 %
Pas très important (1-4)	6 %	7 %	6 %	6 %	6 %	6 %
Ne sait pas	4 %	3 %	4 %	2 %	2 %	6 %
Le féminisme (FRACTIONNÉ)						
	Total (n=704)	Hommes (n=350)	Femmes (n=354)	18-34 ans (n=176)	35-54 ans (n=257)	55 ans + (n=269)
Très important (7-10)	51 %	50 %	53 %	53 %	48 %	53 %
Assez important (5-6)	24 %	25 %	23 %	22 %	25 %	24 %
Pas très important (1-4)	21 %	22 %	20 %	21 %	22 %	21 %
Ne sait pas	4 %	3 %	4 %	3 %	5 %	3 %
L'aide aux femmes et aux jeunes filles (FRACTIONNÉ)						
	Total (n=648)	Hommes (n=324)	Femmes (n=324)	18-34 ans (n=166)	35-54 ans (n=228)	55 ans + (n=250)
Très important (7-10)	69 %	68 %	71 %	82 %	70 %	61 %
Assez important (5-6)	21 %	20 %	22 %	13 %	23 %	25 %
Pas très important (1-4)	7 %	8 %	5 %	4 %	7 %	8 %
Ne sait pas	3 %	4 %	2 %	1 %	-	6 %
L'égalité des sexes (FRACTIONNÉ)						
	Total (n=648)	Hommes (n=328)	Femmes (n=320)	18-34 ans (n=158)	35-54 ans (n=265)	55 ans + (n=221)
Très important (7-10)	66 %	58 %	73 %	68 %	60 %	70 %
Assez important (5-6)	18 %	20 %	16 %	21 %	20 %	15 %
Pas très important (1-4)	15 %	20 %	9 %	9 %	20 %	14 %
Ne sait pas	1 %	1 %	2 %	2 %	1 %	2 %
L'environnement						
Très important (7-10)	74 %	69 %	80 %	80 %	73 %	72 %
Assez important (5-6)	15 %	18 %	12 %	11 %	16 %	17 %
Pas très important (1-4)	10 %	12 %	8 %	8 %	11 %	10 %
Ne sait pas	1 %	1 %	< 1 %	< 1 %	< 1 %	1 %

PRIORITÉS BUDGÉTAIRES DU CANADA						
		Sexe		Groupe d'âge		
	Total (n=2 000)	Hommes (n=1 002)	Femmes (n=998)	18-34 ans (n=500)	35-54 ans (n=750)	55 ans + (n=740)
Les compétences professionnelles						
Très important (7-10)	77 %	74 %	80 %	77 %	78 %	76 %
Assez important (5-6)	17 %	18 %	15 %	17 %	16 %	17 %
Pas très important (1-4)	5 %	7 %	4 %	5 %	5 %	6 %
Ne sait pas	1 %	1 %	1 %	1 %	1 %	2 %
La compétitivité des entreprises (FRACTIONNÉ)						
	Total (n=1 003)	Hommes (n=522)	Femmes (n=481)	18-34 ans (n=251)	35-54 ans (n=365)	55 ans + (n=383)
Très important (7-10)	69 %	73 %	65 %	68 %	70 %	69 %
Assez important (5-6)	20 %	17 %	23 %	25 %	20 %	17 %
Pas très important (1-4)	8 %	8 %	7 %	6 %	8 %	8 %
Ne sait pas	3 %	2 %	5 %	2 %	2 %	5 %
Le succès des entreprises canadiennes à l'international (FRACTIONNÉ)						
	Total (n=997)	Hommes (n=480)	Femmes (n=517)	18-34 ans (n=249)	35-54 ans (n=385)	55 ans + (n=357)
Très important (7-10)	72 %	76 %	70 %	75 %	73 %	71 %
Assez important (5-6)	17 %	14 %	20 %	16 %	18 %	17 %
Pas très important (1-4)	9 %	10 %	8 %	9 %	7 %	9 %
Ne sait pas	2 %	1 %	2 %	< 1 %	1 %	3 %
La réduction ou maintien du déficit (FRACTIONNÉ)						
	Total (n=989)	Hommes (n=502)	Femmes (n=487)	18-34 ans (n=251)	35-54 ans (n=375)	55 ans + (n=358)
Très important (7-10)	69 %	71 %	68 %	64 %	73 %	70 %
Assez important (5-6)	17 %	15 %	20 %	21 %	16 %	16 %
Pas très important (1-4)	11 %	12 %	11 %	13 %	9 %	12 %
Ne sait pas	2 %	2 %	1 %	2 %	2 %	2 %
L'équilibre budgétaire (FRACTIONNÉ)						
	Total (n=1 011)	Hommes (n=500)	Femmes (n=511)	18-34 ans (n=249)	35-54 ans (n=375)	55 ans + (n=382)
Très important (7-10)	72 %	71 %	73 %	75 %	71 %	71 %
Assez important (5-6)	18 %	19 %	16 %	14 %	20 %	18 %
Pas très important (1-4)	8 %	8 %	9 %	7 %	8 %	10 %
Ne sait pas	2 %	2 %	2 %	3 %	1 %	2 %

Q7: Dans quelle mesure est-ce important pour le gouvernement du Canada de tenir compte de ce qui suit pour prendre ses décisions budgétaires ? Veuillez utiliser une échelle de 1 à 10 où 1 signifie « pas important du tout » et 10, « très important ». Base : Tous les répondants, n= 2 000. La taille des échantillons constitue une valeur non pondérée alors que les résultats, en pourcentages, représentent une valeur pondérée.

Sur le plan régional, c'est dans les provinces de l'Atlantique, en Ontario et en Colombie-Britannique/Yukon qu'on a accordé la plus grande importance à la classe moyenne et aux sciences pour les décisions budgétaires. C'est également dans ces provinces et au Québec que l'aide aux Autochtones, l'égalité des sexes et l'environnement ont obtenu les notes les plus élevées. La réduction ou le maintien du déficit est important pour les résidents des provinces de l'Atlantique, de l'Ontario, du Manitoba, de la Saskatchewan et de l'Alberta/Territoires du Nord-Ouest.

PRIORITÉS BUDGÉTAIRES DU CANADA							
	Région						
	Total (n=2 000)	ATL (n=350)	QC (n=400)	ON (n=550)	MB/SK/NU (n=200)	AB/TNO (n=200)	CB/YK (n=300)
La classe moyenne							
Très important (7-10)	75 %	77 %	73 %	79 %	65 %	71 %	75 %
Assez important (5-6)	17 %	14 %	15 %	15 %	25 %	24 %	16 %
Pas très important (1-4)	7 %	6 %	10 %	4 %	6 %	5 %	9 %
Ne sait pas	2 %	2 %	2 %	2 %	4 %	< 1 %	1 %
La création d'emplois							
Très important (7-10)	81 %	84 %	79 %	83 %	81 %	81 %	77 %
Assez important (5-6)	13 %	10 %	14 %	12 %	11 %	13 %	17 %
Pas très important (1-4)	5 %	5 %	7 %	4 %	7 %	5 %	4 %
Ne sait pas	1 %	< 1 %	< 1 %	1 %	1 %	1 %	1 %
L'aide aux Autochtones							
Très important (7-10)	59 %	61 %	59 %	63 %	47 %	49 %	61 %
Assez important (5-6)	23 %	25 %	21 %	21 %	27 %	29 %	21 %
Pas très important (1-4)	17 %	12 %	18 %	15 %	22 %	22 %	18 %
Ne sait pas	1 %	2 %	2 %	1 %	4 %	1 %	< 1 %
Les sciences (FRACTIONNÉ)							
Total (n=994)		ATL (n=161)	QC (n=199)	ON (n=266)	MB/SK/NU (n=104)	AB/TNO (n=103)	CB/YK (n=161)
Très important (7-10)	69 %	77 %	65 %	75 %	55 %	59 %	73 %
Assez important (5-6)	22 %	17 %	25 %	17 %	35 %	28 %	20 %
Pas très important (1-4)	7 %	5 %	8 %	5 %	10 %	11 %	6 %
Ne sait pas	2 %	2 %	3 %	3 %	-	2 %	1 %
L'innovation (FRACTIONNÉ)							
Total (n=1 006)		ATL (n=189)	QC (n=201)	ON (n=284)	MB/SK/NU (n=96)	AB/TNO (n=97)	CB/YK (n=139)
Très important (7-10)	72 %	75 %	69 %	74 %	66 %	72 %	71 %
Assez important (5-6)	18 %	17 %	19 %	15 %	20 %	22 %	22 %
Pas très important (1-4)	6 %	4 %	6 %	7 %	10 %	3 %	5 %
Ne sait pas	4 %	4 %	5 %	3 %	4 %	3 %	2 %
Le féminisme (FRACTIONNÉ)							
Total (n=704)		ATL (n=123)	QC (n=141)	ON (n=191)	MB/SK/NU (n=70)	AB/TNO (n=73)	CB/YK (n=106)
Très important (7-10)	51 %	55 %	57 %	54 %	31 %	37 %	53 %
Assez important (5-6)	24 %	28 %	23 %	23 %	27 %	22 %	26 %
Pas très important (1-4)	21 %	14 %	17 %	19 %	38 %	36 %	17 %
Ne sait pas	4 %	4 %	3 %	4 %	4 %	6 %	4 %
L'aide aux femmes et aux jeunes filles (FRACTIONNÉ)							
Total (n=648)		ATL (n=107)	QC (n=128)	ON (n=181)	MB/SK/NU (n=66)	AB/TNO (n=64)	CB/YK (n=102)
Très important (7-10)	69 %	74 %	70 %	68 %	74 %	69 %	67 %
Assez important (5-6)	21 %	17 %	22 %	21 %	19 %	24 %	21 %
Pas très important (1-4)	7 %	6 %	5 %	7 %	7 %	7 %	9 %
Ne sait pas	3 %	3 %	3 %	3 %	-	-	3 %
L'égalité des sexes (FRACTIONNÉ)							
Total (n=648)		ATL (n=120)	QC (n=131)	ON (n=178)	MB/SK/NU (n=64)	AB/TNO (n=63)	CB/YK (n=92)
Très important (7-10)	66 %	67 %	75 %	66 %	59 %	46 %	71 %
Assez important (5-6)	18 %	13 %	18 %	15 %	22 %	29 %	19 %
Pas très important (1-4)	15 %	18 %	6 %	17 %	18 %	24 %	10 %
Ne sait pas	1 %	2 %	1 %	2 %	2 %	2 %	-
L'environnement							
Très important (7-10)	74 %	79 %	77 %	77 %	56 %	65 %	78 %

Assez important (5-6)	15 %	13 %	11 %	14 %	24 %	21 %	16 %
Pas très important (1-4)	10 %	8 %	12 %	8 %	19 %	14 %	6 %
Ne sait pas	1 %	< 1 %	1 %	1 %	1 %	-	1 %
Les compétences professionnelles							
Très important (7-10)	77 %	79 %	74 %	80 %	70 %	74 %	78 %
Assez important (5-6)	17 %	16 %	18 %	13 %	22 %	19 %	18 %
Pas très important (1-4)	5 %	4 %	6 %	6 %	7 %	5 %	4 %
Ne sait pas	1 %	1 %	2 %	1 %	1 %	2 %	1 %
La compétitivité des entreprises (FRACTIONNÉ)	Total (n=1 003)	ATL (n=181)	QC (n=206)	ON (n=264)	MB/SK/NU (n=98)	AB/TNO (n=100)	CB/YK (n=154)
Très important (7-10)	69 %	72 %	63 %	73 %	71 %	68 %	70 %
Assez important (5-6)	20 %	21 %	22 %	19 %	18 %	21 %	19 %
Pas très important (1-4)	8 %	4 %	10 %	6 %	8 %	5 %	9 %
Ne sait pas	3 %	3 %	5 %	2 %	3 %	6 %	2 %
Le succès des entreprises canadiennes à l'international (FRACTIONNÉ)	Total (n=997)	ATL (n=169)	QC (n=194)	ON (n=286)	MB/SK/NU (n=102)	AB/TNO (n=100)	CB/YK (n=146)
Très important (7-10)	72 %	74 %	72 %	76 %	71 %	69 %	65 %
Assez important (5-6)	17 %	18 %	16 %	15 %	15 %	21 %	22 %
Pas très important (1-4)	9 %	7 %	8 %	7 %	13 %	10 %	11 %
Ne sait pas	2 %	1 %	4 %	1 %	2 %	1 %	2 %
La réduction ou le maintien du déficit (FRACTIONNÉ)	Total (n=989)	ATL (n=183)	QC (n=202)	ON (n=270)	MB/SK/NU (n=104)	AB/TNO (n=97)	CB/YK (n=133)
Très important (7-10)	69 %	77 %	59 %	71 %	81 %	78 %	66 %
Assez important (5-6)	17 %	11 %	25 %	16 %	8 %	14 %	22 %
Pas très important (1-4)	11 %	11 %	13 %	12 %	8 %	7 %	11 %
Ne sait pas	2 %	1 %	3 %	1 %	4 %	1 %	1 %
L'équilibre budgétaire (FRACTIONNÉ)	Total (n=1 011)	ATL (n=167)	QC (n=198)	ON (n=280)	MB/SK/NU (n=96)	AB/TNO (n=103)	CB/YK (n=167)
Très important (7-10)	72 %	75 %	66 %	74 %	73 %	78 %	70 %
Assez important (5-6)	18 %	16 %	21 %	16 %	18 %	10 %	23 %
Pas très important (1-4)	8 %	8 %	11 %	8 %	9 %	6 %	7 %
Ne sait pas	2 %	1 %	2 %	2 %	-	6 %	<1 %

Q7: Dans quelle mesure est-ce important pour le gouvernement du Canada de tenir compte de ce qui suit pour prendre ses décisions budgétaires ? Veuillez utiliser une échelle de 1 à 10 où 1 signifie « pas important du tout » et 10, « très important ». Base : Tous les répondants, n = 2 000. La taille des échantillons constitue une valeur non pondérée alors que les résultats, en pourcentages, représentent une valeur pondérée.

Les répondants étaient invités à choisir entre deux énoncés concernant les investissements, les programmes et la hausse des impôts du gouvernement. Plus des deux tiers des Canadiens (68 %) ont préféré le scénario dans lequel le gouvernement investit dans les programmes et l'infrastructure pour créer des emplois et stimuler la croissance économique, même s'il doit afficher un déficit. Un peu plus du quart des répondants (26 %) ont préféré l'autre option dans laquelle le gouvernement fédéral s'efforce d'équilibrer le budget, même s'il doit pour cela couper dans les programmes ou augmenter les impôts.

Déficit ou équilibre budgétaire

Le gouvernement du Canada qui investit dans les programmes et les infrastructures pour créer des emplois et stimuler l'économie, même si cela signifie d'avoir un déficit

68%

Le gouvernement du Canada qui s'affaire à équilibrer le budget, même si cela signifie de faire des coupures dans les programmes ou d'augmenter les impôts

26%

Ne sait pas

6%

Q8: Lequel de ces deux scénarios préférez-vous ? Base : Tous les répondants, n=2 000. La taille des échantillons constitue une valeur non pondérée alors que les résultats, en pourcentages, représentent une valeur pondérée.

Les moins de 35 ans étaient plus enclins à choisir le déficit pour créer des emplois et stimuler la croissance économique, comparativement aux 35 ans et plus (75 % contre 66 %). Dans les provinces de l'Atlantique, ils étaient plus nombreux à choisir l'option du déficit (74 %), comparativement aux résidents du Manitoba, de la Saskatchewan et du Nunavut (65 %) et à ceux de l'Alberta et des Territoires du Nord-Ouest (62 %).

DÉFICIT OU ÉQUILIBRE BUDGÉTAIRE						
		Sexe		Groupe d'âge		
	Total (n=2 000)	Hommes (n=1,002)	Femmes (n=998)	18-34 ans (n=500)	35-54 ans (n=750)	55 ans + (n=740)
Le gouvernement du Canada qui investit dans les programmes et les infrastructures pour créer des emplois et stimuler l'économie, même si cela signifie d'avoir un déficit	68 %	66 %	70 %	75 %	66 %	65 %
Le gouvernement du Canada qui s'affaire à équilibrer le budget, même si cela signifie de faire des coupures dans les programmes ou d'augmenter les impôts	26 %	28 %	24 %	20 %	27 %	29 %
Ne sait pas	6 %	6 %	6 %	5 %	7 %	6 %

Q8: Lequel de ces deux scénarios préférez-vous ? Base : Tous les répondants, n=2 000. La taille des échantillons constitue une valeur non pondérée alors que les résultats, en pourcentages, représentent une valeur pondérée.

DÉFICIT OU ÉQUILIBRE BUDGÉTAIRE							
		Région					
	Total (n=2 000)	ATL (n=350)	QC (n=400)	ON (n=550)	MB/SK/NU (n=200)	AB/TNO (n=200)	CB/YK (n=300)
Le gouvernement du Canada qui investit dans les infrastructures pour créer des emplois et stimuler l'économie, même si cela signifie d'avoir un déficit	68 %	74 %	69 %	69 %	65 %	62 %	68 %
Le gouvernement du Canada qui s'affaire à équilibrer le budget, même si cela signifie de faire des coupures dans les programmes ou d'augmenter les impôts	26 %	23 %	26 %	25 %	28 %	30 %	26 %
Ne sait pas	6 %	3 %	6 %	6 %	7 %	8 %	6 %

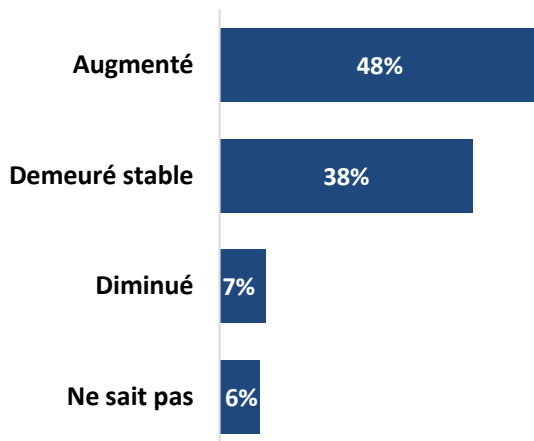
Q8: Lequel de ces deux scénarios préférez-vous ? Base : Tous les répondants, n=2 000. La taille des échantillons constitue une valeur non pondérée alors que les résultats, en pourcentages, représentent une valeur pondérée.

Impressions des tendances en matière de fiscalité et de soutien financier

Nous avons demandé aux répondants s'ils avaient l'impression que les impôts fédéraux avaient augmenté ou diminué et si le soutien financier offert aux Canadiens avait augmenté ou diminué (le premier scénario a été présenté à la moitié des répondants et le deuxième, à l'autre moitié).

En ce qui concerne les impôts fédéraux, près de la moitié des répondants (48 %) du premier groupe avaient l'impression qu'ils avaient augmenté au cours des dernières années, comparativement à 38 % qui ont répondu qu'ils étaient demeurés stables et 7 %, qu'ils avaient diminué. Pour ce qui est du soutien financier fédéral offert aux Canadiens, 28 % avaient l'impression qu'il avait augmenté, comparativement à 36 % qui ont répondu qu'il était demeuré stable et 29 %, qu'il avait diminué.

Tendance relative aux impôts fédéraux dans les dernières années



Q9: Avez-vous l'impression que (FRACTIONNEMENT : l'impôt fédéral sur le revenu) (ROTATION : a augmenté ou a diminué) ou s'il est demeuré stable au cours des dernières années ? Base : Échantillon fractionné – Impôt fédéral sur le revenu, n=1 041. La taille des échantillons constitue une valeur non pondérée alors que les résultats, en pourcentages, représentent une valeur pondérée.

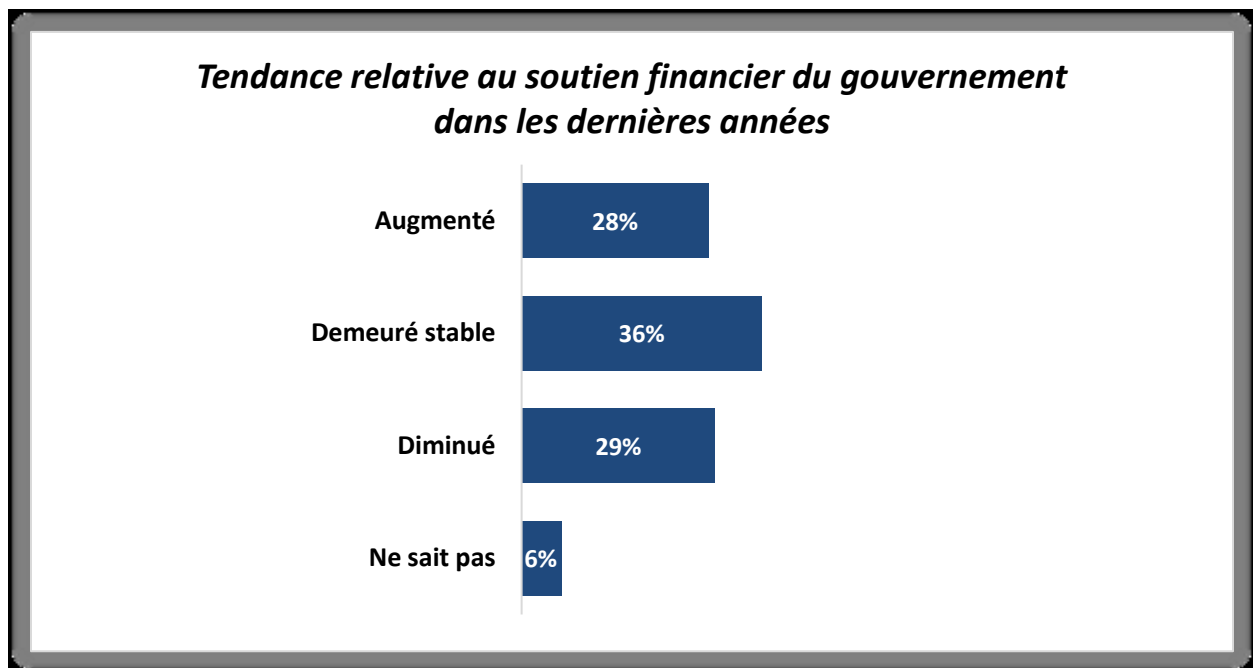
Sur le plan régional, les Albertains étaient les plus enclins à croire que les impôts fédéraux avaient augmenté (61 %). Pour leur part, les Québécois étaient les plus susceptibles de croire que les impôts fédéraux et le soutien financier que le gouvernement fédéral apporte aux Canadiens sont demeurés stables (47 % et 45 % respectivement).

TENDANCE FISCALE AU NIVEAU FÉDÉRAL DANS LES DERNIÈRES ANNÉES						
	Total (n=1 041)	Sexe		Groupe d'âge		
		Hommes (n=518)	Femmes (n=523)	18-34 ans (n=265)	35-54 ans (n=395)	55 ans + (n=376)
Augmenté	48 %	49 %	47 %	51 %	47 %	47 %
Demeuré stable	38 %	39 %	38 %	35 %	39 %	41 %
Diminué	7 %	7 %	7 %	6 %	8 %	7 %
Ne sait pas	6 %	5 %	7 %	8 %	6 %	5 %

Q9: Avez-vous l'impression que (FRACTIONNEMENT : l'impôt fédéral sur le revenu) (ROTATION : a augmenté ou a diminué) ou s'il est demeuré stable au cours des dernières années ? Base : Échantillon fractionné – Impôt fédéral sur le revenu, n=1 041. La taille des échantillons constitue une valeur non pondérée alors que les résultats, en pourcentages, représentent une valeur pondérée.

TENDANCE FISCALE AU NIVEAU FÉDÉRAL DANS LES DERNIÈRES ANNÉES							
	Total (n=1 041)	Région					
		ATL (n=172)	QC (n=203)	ON (n=289)	MB/SK/NU (n=106)	AB/TNO (n=117)	CB/YK (n=154)
Augmenté	48 %	55 %	40 %	48 %	50 %	61 %	46 %
Demeuré stable	38 %	34 %	47 %	38 %	33 %	28 %	40 %
Diminué	7 %	4 %	9 %	8 %	7 %	5 %	5 %
Ne sait pas	6 %	7 %	4 %	6 %	10 %	5 %	9 %

Q9: Avez-vous l'impression que (FRACTIONNEMENT : l'impôt fédéral sur le revenu) (ROTATION : a augmenté ou a diminué) ou s'il est demeuré stable au cours des dernières années ? Base : Échantillon fractionné – Impôt fédéral sur le revenu, n=1 041. La taille des échantillons constitue une valeur non pondérée alors que les résultats, en pourcentages, représentent une valeur pondérée.



Q9: Avez-vous l'impression que (FRACTIONNEMENT : le soutien financier que le gouvernement fédéral apporte aux Canadiens) (ROTATION : a augmenté ou a diminué) ou s'il est demeuré stable au cours des dernières années ? Base : Échantillon fractionné – Soutien financier, n=959. La taille des échantillons constitue une valeur non pondérée alors que les résultats, en pourcentages, représentent une valeur pondérée.

TENDANCE RELATIVE AU SOUTIEN FINANCIER DU GOUVERNEMENT DANS LES DERNIÈRES ANNÉES						
	Sexe			Groupe d'âge		
	Total (n=959)	Hommes (n=484)	Femmes (n=475)	18-34 ans (n=235)	35-54 ans (n=355)	55 ans + (n=364)
Augmenté	28 %	27 %	29 %	32 %	27 %	26 %
Demeuré stable	36 %	37 %	36 %	37 %	36 %	36 %
Diminué	29 %	29 %	30 %	24 %	31 %	32 %
Ne sait pas	6 %	7 %	5 %	7 %	6 %	7 %

Q9: Avez-vous l'impression que (FRACTIONNEMENT : le soutien financier que le gouvernement fédéral apporte aux Canadiens) (ROTATION : a augmenté ou a diminué) ou s'il est demeuré stable au cours des dernières années ? Base : Échantillon fractionné – Soutien financier, n=959. La taille des échantillons constitue une valeur non pondérée alors que les résultats, en pourcentages, représentent une valeur pondérée.

TENDANCE RELATIVE AU SOUTIEN FINANCIER DU GOUVERNEMENT DANS LES DERNIÈRES ANNÉES							
	Région						
	Total (n=959)	ATL (n=178)	QC (n=197)	ON (n=261)	MB/SK/NU (n=94)	AB/TNO (n=83)	CB/YK (n=146)
Augmenté	28 %	27 %	27 %	29 %	23 %	30 %	28 %
Demeuré stable	36 %	36 %	45 %	36 %	28 %	27 %	32 %
Diminué	29 %	32 %	24 %	29 %	38 %	35 %	31 %
Ne sait pas	6 %	6 %	5 %	5 %	11 %	8 %	9 %

Q9: Avez-vous l'impression que (FRACTIONNEMENT : le soutien financier que le gouvernement fédéral apporte aux Canadiens) (ROTATION : a augmenté ou a diminué) ou s'il est demeuré stable au cours des dernières années ? Base : Échantillon fractionné – Soutien financier, n=959. La taille des échantillons constitue une valeur non pondérée alors que les résultats, en pourcentages, représentent une valeur pondérée.

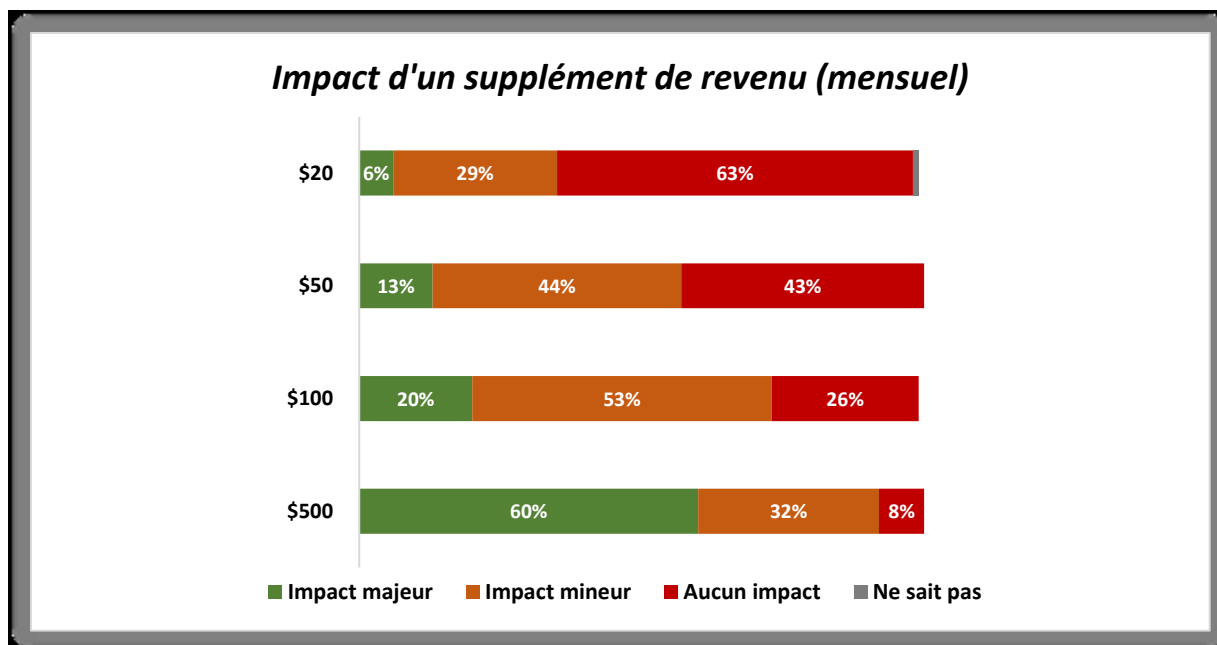
Les répondants étaient invités à préciser quels étaient les impôts ou les soutiens financiers qui avaient augmenté ou diminué selon eux. Parmi ceux qui auraient augmenté, notons l'impôt sur le revenu des particuliers (36 %), l'impôt fédéral en général (11 %), la TPS (11 %), l'impôt provincial (10 %) et la TVH (10 %). Parmi les impôts qui auraient diminué, on retrouve l'impôt sur le revenu des particuliers (31 %), l'impôt fédéral (15 %), la TPS (5 %) et l'impôt provincial (5 %).

En ce qui concerne les soutiens financiers fédéraux qui auraient augmenté, les réponses les plus souvent mentionnées incluent l'aide sociale (29 %), la prestation fiscale pour enfant (24 %) et le soutien aux enfants en général (17 %). Parmi les soutiens qui auraient diminué, il y a l'aide sociale (25 %), les soins de santé (17 %), l'impôt sur le revenu (12 %), l'aide aux étudiants (10 %) et le soutien aux aînés (10 %).

CHANGEMENTS RELATIFS AUX IMPÔTS ET AUX SOUTIENS FINANCIERS				
	Impôt qui a augmenté (n=508)	Impôt qui a diminué (n=72)	Soutien financier qui a augmenté (n=259)	Soutien financier qui a diminué (n=294)
Impôt sur le revenu/impôt sur le revenu des particuliers/impôt personnel (en général)	36 %	31 %	9 %	12 %
Impôt fédéral	11 %	15 %	< 1 %	1 %
TPS	11 %	5 %	2 %	1 %
Impôt provincial	10 %	5 %	2 %	3 %
TVH	10 %	4 %	2 %	1 %
Impôt foncier	9 %	4 %	2 %	4 %
Carburant/essence	8 %	-	2 %	3 %
Taxe sur le carbone	7 %	-	< 1 %	1 %
Impôt des sociétés	5 %	8 %	3 %	5 %
Impôt municipal	2 %	-	-	-
Aide sociale	1 %	4 %	29 %	25 %
Soins de santé/médicaux	1 %	-	7 %	17 %
Étudiants	1 %	1 %	7 %	10 %
Pension de vieillesse	1 %	2 %	6 %	9 %
Prestation fiscale pour enfant	< 1 %	2 %	24 %	8 %
Aînés	< 1 %	2 %	2 %	10 %
Soutien aux enfants	-	2 %	17 %	6 %
Autre	8 %	5 %	12 %	10 %
Ne sait pas	26 %	30 %	16 %	20 %

Q10: Quels sont (les impôts/les soutiens financiers) qui ont (DIMINUÉ/AUGMENTÉ) ? Base : Les répondants qui ont précisé les impôts et les soutiens qui ont diminué ou augmenté, n=1 133. La taille des échantillons constitue une valeur non pondérée alors que les résultats, en pourcentages, représentent une valeur pondérée.

Quatre scénarios financiers ont été présentés individuellement aux répondants. Ceux-ci devaient dire dans quelle mesure le scénario qui leur était présenté aurait un impact sur leur situation financière personnelle. Le fait de disposer d'un montant supplémentaire de 20 \$ par mois aurait un impact majeur sur la situation financière de 6 % des répondants, un impact mineur pour 29 % d'entre eux et aucun impact pour 63 %. Une augmentation de 50 \$ par mois aurait un impact majeur pour un répondant sur dix (13 %), un impact mineur pour 44 % et aucun impact pour 43 %. Un répondant sur cinq (20 %) a estimé qu'un montant supplémentaire de 100 \$ par mois aurait un impact majeur sur leur situation financière, alors que pour 60 % des répondants, une augmentation de 500 \$ par mois aurait un impact majeur.



Q11/Q12: Si vous disposiez d'un montant supplémentaire de (RANDOMISER : 20 \$/50 \$/100 \$/500 \$ par mois), est-ce que cela aurait (ROTATION : un impact majeur, un impact mineur) ou aucun impact sur votre situation financière personnelle ? Base : 20 \$, n=468; 50 \$, n=482; 100 \$, n=474; 500 \$, n=474. La taille des échantillons constitue une valeur non pondérée alors que les résultats, en pourcentages, représentent une valeur pondérée.

Les 35 ans et plus étaient plus nombreux que les plus jeunes à affirmer qu'une augmentation de 100 \$ par mois n'aurait aucun impact sur leur situation financière personnelle (29 % contre 19 %). Les femmes étaient plus enclines que les hommes à affirmer qu'un montant supplémentaire de 500 \$ par mois aurait un impact majeur sur leur situation financière (69 % contre 51 %).

Sur le plan régional, les Québécois étaient les plus enclins à affirmer qu'un montant supplémentaire de 20 \$ par mois n'aurait aucun impact sur leur situation financière (72 %), alors que dans les provinces de l'Atlantique, ils étaient les plus nombreux à affirmer qu'un montant supplémentaire de 500 \$ par mois aurait un impact majeur sur leur situation financière (71 %).

IMPACT D'UN SUPPLÉMENT DE REVENU (MENSUEL)						
		Sexe		Groupe d'âge		
20 \$	Total (n=468)	Hommes (n=247)	Femmes (n=221)	18-34 ans (n=119)	35-54 ans (n=175)	55 ans + (n=175)
Impact majeur	6 %	5 %	8 %	9 %	5 %	4 %
Impact mineur	29 %	27 %	32 %	35 %	25 %	30 %
Aucun impact	63 %	66 %	61 %	56 %	68 %	66 %
Ne sait pas	1 %	2 %	-	-	2 %	< 1 %
50 \$	Total (n=482)	Hommes (n=245)	Femmes (n=237)	18-34 ans (n=119)	35-54 ans (n=186)	55 ans + (n=174)
Impact majeur	13 %	12 %	14 %	14 %	9 %	16 %
Impact mineur	44 %	42 %	46 %	48 %	42 %	42 %
Aucun impact	43 %	46 %	40 %	38 %	49 %	42 %
Ne sait pas	< 1 %	-	< 1 %	-	< 1 %	-
100 \$	Total (n=474)	Hommes (n=243)	Femmes (n=231)	18-34 ans (n=122)	35-54 ans (n=171)	55 ans + (n=177)
Impact majeur	20 %	19 %	22 %	24 %	20 %	18 %
Impact mineur	53 %	51 %	56 %	57 %	49 %	53 %
Aucun impact	26 %	29 %	23 %	19 %	29 %	29 %
Ne sait pas	< 1 %	1 %	-	-	1 %	-
500 \$	Total (n=474)	Hommes (n=247)	Femmes (n=227)	18-34 ans (n=128)	35-54 ans (n=164)	55 ans + (n=179)
Impact majeur	60 %	51 %	69 %	63 %	60 %	57 %
Impact mineur	32 %	38 %	26 %	30 %	30 %	35 %
Aucun impact	8 %	10 %	5 %	7 %	10 %	7 %
Ne sait pas	< 1 %	< 1 %	< 1 %	-	1 %	< 1 %

Q11/Q12: Si vous disposiez d'un montant supplémentaire de (RANDOMISER : 20 \$/50 \$/100 \$/500 \$ par mois), est-ce que cela aurait (ROTATION : un impact majeur, un impact mineur) ou aucun impact sur votre situation financière personnelle ? Base : 20 \$, n=468; 50 \$, n=482; 100 \$, n=474; 500 \$, n=474. La taille des échantillons constitue une valeur non pondérée alors que les résultats, en pourcentages, représentent une valeur pondérée.

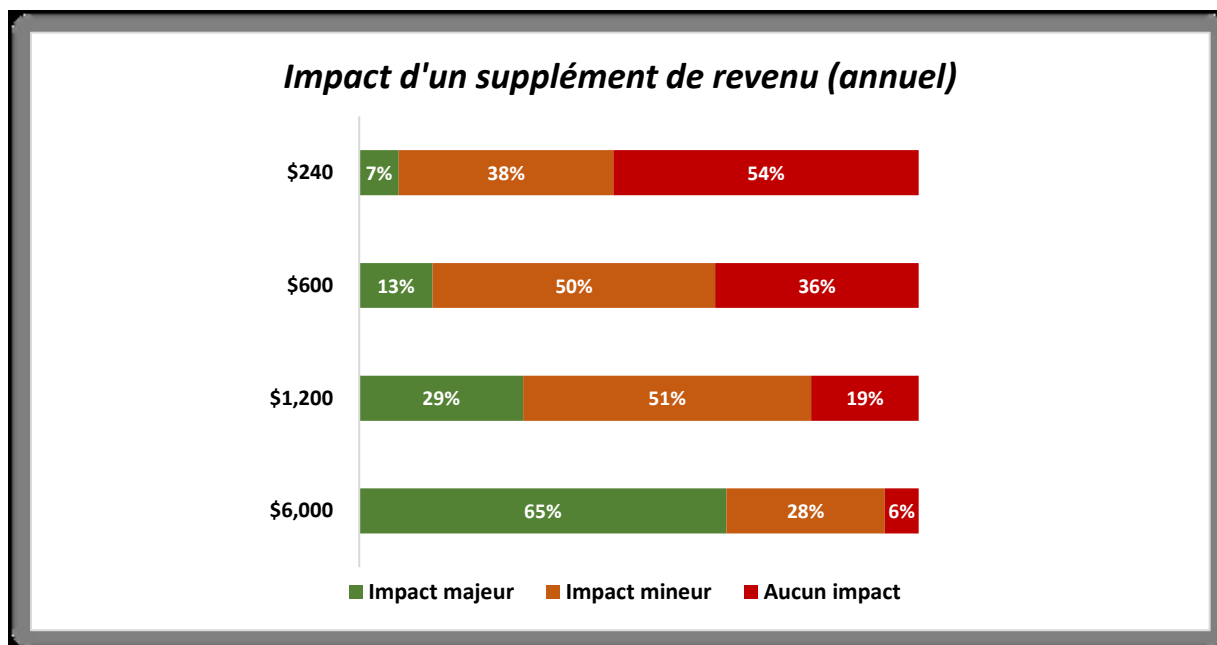
IMPACT D'UN SUPPLÉMENT DE REVENU (MENSUEL)							
		Région					
20 \$	Total (n=468)	ATL (n=82)	QC (n=83)	ON (n=135)	MB/SK/NU (n=48)	AB/TNO (n=52)	CB/YK (n=68)
Impact majeur	6 %	6 %	1 %	8 %	10 %	8 %	6 %
Impact mineur	29 %	39 %	27 %	33 %	34 %	19 %	24 %
Aucun impact	63 %	55 %	72 %	58 %	57 %	70 %	69 %
Ne sait pas	1 %	-	-	1 %	-	2 %	1 %
50 \$	Total (n=482)	ATL (n=91)	QC (n=96)	ON (n=138)	MB/SK/NU (n=47)	AB/TNO (n=37)	CB/YK (n=73)
Impact majeur	13 %	17 %	17 %	12 %	14 %	16 %	8 %
Impact mineur	44 %	45 %	43 %	44 %	48 %	46 %	42 %
Aucun impact	43 %	37 %	40 %	45 %	38 %	38 %	50 %
Ne sait pas	< 1 %	1 %	-	-	-	-	-
100 \$	Total (n=474)	ATL (n=94)	QC (n=92)	ON (n=119)	MB/SK/NU (n=40)	AB/TNO (n=51)	CB/YK (n=78)
Impact majeur	20 %	21 %	19 %	24 %	21 %	24 %	12 %
Impact mineur	53 %	48 %	60 %	51 %	55 %	47 %	56 %
Aucun impact	26 %	31 %	21 %	26 %	23 %	27 %	32 %
Ne sait pas	<1 %	-	-	-	-	3 %	-
500 \$	Total (n=474)	ATL (n=81)	QC (n=91)	ON (n=128)	MB/SK/NU (n=51)	AB/TNO (n=46)	CB/YK (n=77)
Impact majeur	60 %	71 %	61 %	63 %	51 %	56 %	53 %
Impact mineur	32 %	20 %	33 %	27 %	40 %	36 %	41 %
Aucun impact	8 %	9 %	5 %	10 %	7 %	7 %	6 %
Ne sait pas	< 1 %	-	1 %	-	2 %	-	-

Q11/Q12: Si vous disposiez d'un montant supplémentaire de (RANDOMISER : 20 \$/50 \$/100 \$/500 \$ par mois), est-ce que cela aurait (ROTATION : un impact majeur, un impact mineur) ou aucun impact sur votre situation financière personnelle ? Base : 20 \$, n=468; 50 \$, n=482; 100 \$, n=474; 500 \$, n=474. La taille des échantillons constitue une valeur non pondérée alors que les résultats, en pourcentages, représentent une valeur pondérée.

Quatre scénarios financiers ont été présentés individuellement aux répondants. Ceux-ci devaient dire dans quelle mesure le scénario qui leur était présenté aurait un impact sur leur situation financière personnelle. Les montants étaient les mêmes que pour les scénarios précédents, mais plutôt que d'être distribués mensuellement, ces montants le seraient sur une base annuelle.

Le fait de disposer de 240 \$ supplémentaires chaque année aurait un impact majeur pour 7 % des Canadiens, un impact mineur pour 38 % et aucun impact pour plus de la moitié (54 %). Un montant supplémentaire de 600 \$ par année aurait un impact majeur pour 13 % des Canadiens, un impact mineur pour 50 % et aucun impact pour 36 % d'entre eux. Plus du quart des Canadiens (29 %) estiment qu'un montant supplémentaire de 1 200 \$ par année aurait un impact majeur sur leur situation financière personnelle, alors que 6 000 \$ aurait un impact majeur pour 65 % des Canadiens.

Les femmes étaient plus nombreuses que les hommes à affirmer qu'un montant additionnel de 1 200 \$ par année aurait un impact majeur sur leur situation financière (35 % contre 22 %) ; même chose en ce qui concerne le montant de 6 000 \$ annuellement (71 % contre 58 %). Les 55 ans et plus sont davantage portés à dire qu'un montant additionnel de 240 \$ par année n'aurait aucun impact sur leur situation financière.



Q13/Q14: Si vous disposiez d'un montant supplémentaire de (RANDOMISER : 240 \$/600 \$/1 200 \$/6 000 \$ par année), est-ce que cela aurait (ROTATION : un impact majeur, un impact mineur) ou aucun impact sur votre situation financière personnelle ? Base : 240 \$, n=524; 600 \$, n=540; 1 200 \$, n=519; 6 000 \$, n=519. La taille des échantillons constitue une valeur non pondérée alors que les résultats, en pourcentages, représentent une valeur pondérée.

Les Québécois sont les plus enclins à affirmer qu'un montant additionnel de 600 \$ par année aurait un impact majeur sur leur situation financière (25 %), alors que pour la moitié des Albertains (50 %), ce montant n'aurait aucun impact. En Colombie-Britannique et au Yukon, ils sont les moins nombreux (14 %) à dire qu'un montant de 1 200 \$ aurait un impact majeur sur leur situation financière. Les Québécois étaient les plus nombreux à affirmer qu'un montant supplémentaire de 6 000 \$ aurait un impact majeur (75 %).

IMPACT D'UN SUPPLÉMENT DE REVENU (ANNUEL)						
		Sexe		Groupe d'âge		
240 \$	Total (n=524)	Hommes (n=261)	Femmes (n=263)	18-34 ans (n=132)	35-54 ans (n=201)	55 ans + (n=190)
Impact majeur	7 %	5 %	8 %	6 %	8 %	6 %
Impact mineur	38 %	38 %	39 %	50 %	37 %	32 %
Aucun impact	54 %	57 %	51 %	44 %	54 %	62 %
Ne sait pas	1 %	-	1 %	-	1 %	1 %
600 \$	Total (n=540)	Hommes (n=260)	Femmes (n=280)	18-34 ans (n=118)	35-54 ans (n=216)	55 ans + (n=203)
Impact majeur	13 %	10 %	15 %	15 %	9 %	15 %
Impact mineur	50 %	50 %	51 %	61 %	48 %	46 %
Aucun impact	36 %	39 %	33 %	23 %	42 %	38 %
Ne sait pas	1 %	1 %	< 1 %	1 %	< 1 %	1 %
1 200 \$	Total (n=519)	Hommes (n=243)	Femmes (n=276)	18-34 ans (n=129)	35-54 ans (n=195)	55 ans + (n=195)
Impact majeur	29 %	22 %	35 %	42 %	26 %	23 %
Impact mineur	51 %	55 %	48 %	42 %	52 %	57 %
Aucun impact	19 %	23 %	16 %	16 %	22 %	19 %
Ne sait pas	1 %	< 1 %	1 %	-	< 1 %	1 %
6 000 \$	Total (n=519)	Hommes (n=258)	Femmes (n=261)	18-34 ans (n=133)	35-54 ans (n=192)	55 ans + (n=190)
Impact majeur	65 %	58 %	71 %	80 %	60 %	59 %
Impact mineur	28 %	35 %	23 %	18 %	36 %	29 %
Aucun impact	6 %	7 %	5 %	2 %	4 %	11 %
Ne sait pas	1 %	< 1 %	1 %	1 %	1 %	1 %

Q13/Q14: Si vous disposiez d'un montant supplémentaire de (RANDOMISER : 240 \$/600 \$/1 200 \$/6 000 \$ par année), est-ce que cela aurait (ROTATION : un impact majeur, un impact mineur) ou aucun impact sur votre situation financière personnelle ? Base : 240 \$, n=524; 600 \$, n=540; 1 200 \$, n=519; 6 000 \$, n=519. La taille des échantillons constitue une valeur non pondérée alors que les résultats, en pourcentages, représentent une valeur pondérée.

IMPACT D'UN SUPPLÉMENT DE REVENU (ANNUEL)							
	Total	Région					
		ATL	QC	ON	MB/SK/NU	AB/TNO	CB/YK
240 \$	Total (n=524)	(n=97)	(n=109)	(n=147)	(n=55)	(n=45)	(n=71)
Impact majeur	7 %	7 %	8 %	6 %	5 %	12 %	4 %
Impact mineur	38%	42%	42%	33%	40%	44%	40%
Aucun impact	54%	51%	48%	61%	54%	44%	56%
Ne sait pas	1%	-	1%	1%	2%	-	-
600 \$	Total (n=540)	(n=82)	(n=111)	(n=159)	(n=57)	(n=53)	(n=78)
Impact majeur	13 %	11 %	25 %	10 %	19 %	8 %	4 %
Impact mineur	50 %	58 %	47 %	50 %	59 %	41 %	57 %
Aucun impact	36 %	31 %	27 %	39 %	23 %	50 %	40 %
Ne sait pas	1%	-	1%	1%	-	-	-
1 200 \$	Total (n=519)	(n=84)	(n=106)	(n=142)	(n=50)	(n=58)	(n=79)
Impact majeur	29 %	43 %	31 %	27 %	41 %	35 %	14 %
Impact mineur	51 %	46 %	55 %	50 %	36 %	46 %	65 %
Aucun impact	19 %	11 %	13 %	24 %	21 %	20 %	22 %
Ne sait pas	1%	-	2%	-	2%	-	-
6 000 \$	Total (n=519)	(n=89)	(n=112)	(n=132)	(n=52)	(n=58)	(n=76)
Impact majeur	65 %	70 %	75 %	61 %	64 %	55 %	63 %
Impact mineur	28 %	26 %	20 %	30 %	34 %	39 %	28 %
Aucun impact	6 %	4 %	4 %	8 %	2 %	6 %	8 %
Ne sait pas	1 %	-	1 %	1 %	-	-	2 %

Q13/Q14: Si vous disposiez d'un montant supplémentaire de (RANDOMISER : 240 \$/600 \$/1 200 \$/6 000 \$ par année), est-ce que cela aurait (ROTATION : un impact majeur, un impact mineur) ou aucun impact sur votre situation financière personnelle ? Base : 240 \$, n=524; 600 \$, n=540; 1 200 \$, n=519; 6 000 \$, n=519. La taille des échantillons constitue une valeur non pondérée alors que les résultats, en pourcentages, représentent une valeur pondérée.

Contexte et méthodologie

Contexte et objectifs de la recherche

Le gouvernement du Canada a réalisé des investissements importants pour stimuler l'économie. Il s'est engagé à pratiquer une saine gestion des finances afin de soutenir ces investissements. Un récent exemple est le Budget 2018 qui vise à préserver l'équilibre entre le besoin d'investir de manière ciblée pour assurer la croissance économique et celui de préserver un faible niveau d'endettement du Canada pour les générations actuelles et futures.

Les nouveaux plans de développement économique et le climat d'incertitude à l'échelle planétaire nous exhortent à comprendre de quelle manière les Canadiens perçoivent la situation économique et les mesures prises par le gouvernement.

Par conséquent, le ministère des Finances a jugé nécessaire de mener une étude de marché primaire pour connaître les préoccupations et les perceptions des Canadiens envers l'état actuel de l'économie canadienne, les enjeux économiques émergents, leur sentiment de bien-être financier personnel et leurs attentes quant au rôle du gouvernement du Canada sur le plan de l'économie.

Les résultats de cette recherche permettront au gouvernement du Canada de mieux comprendre l'environnement public et de communiquer plus efficacement ses plans d'action qui ont pour but d'améliorer le potentiel de croissance à long terme du Canada.

Méthodologie

Aperçu : La méthodologie de recherche comportait deux volets : tout d'abord, dix discussions de groupes avec des Canadiens dans cinq villes : Moncton (Nouveau-Brunswick), Toronto (Ontario), Calgary (Alberta), Vancouver (Colombie-Britannique) et Québec (Québec), suivies d'un sondage téléphonique national mené auprès de 2 000 ménages canadiens.

Discussions de groupes

Pour cette étude, l'équipe de Quorus a conçu et traduit le questionnaire de présélection et le guide du modérateur.

Les groupes de discussion étaient composés de Canadiens âgés de 18 ans et plus. Les participants ont été sélectionnés de façon aléatoire, au téléphone. Le questionnaire de présélection comportait des questions qui visaient à s'assurer que les répondants remplissaient les conditions de participation et à obtenir un mélange représentatif d'hommes et de femmes d'origines ethniques et d'âges variés. Dans chaque ville, les groupes étaient divisés en deux catégories, selon les revenus individuels ou des ménages :

- Un « revenu élevé » est défini comme quiconque ayant un revenu annuel personnel supérieur à 80 000 \$ ou toute personne dans un ménage à revenus multiples qui totalisent plus de 100 000 \$ annuellement.

- Un « faible/moyen revenu » est défini comme quiconque ayant un revenu annuel personnel pouvant atteindre 80 000 \$ ou toute personne dans un ménage à revenus multiples qui totalisent moins de 100 000 \$ annuellement.

Pour chaque groupe, Quorus a recruté 12 participants afin de s'assurer de la présence de 8 à 10 d'entre eux. Au terme des séances, les participants ont reçu une prime de 75 \$. De plus :

- Le questionnaire de sélection était présenté dans la langue officielle au choix du répondant.
- Les participants qui souhaitaient obtenir les résultats de la recherche ont été informés de la démarche à suivre.
- Ceux qui l'ont demandé ont été informés de la politique de confidentialité de Quorus.
- Le questionnaire de sélection a permis de confirmer que les participants pouvaient parler, comprendre, lire et écrire dans la langue utilisée pour la séance.
- Les participants ont été informés de leurs droits en vertu de la *Loi sur la protection des renseignements personnels* et la *Loi sur l'accès à l'information*. Ils ont également reçu l'assurance que ces droits seraient protégés tout au long du projet, c'est-à-dire qu'on les informerait des objectifs de la recherche ; qu'on leur divulguerait le nom du ministère ou de l'organisme ayant commandé l'étude ainsi que celui du fournisseur des services de recherche ; qu'on les informerait que les résultats seraient rendus publics six mois suivant la fin des travaux par l'entremise de Bibliothèques et Archives Canada ; qu'ils seraient informés que leur participation à l'étude était volontaire et que les renseignements recueillis seraient gérés conformément à la *Loi sur la protection des renseignements personnels*.

Au moment d'être sélectionnés et au début de chaque séance, les participants ont été informés que l'étude avait été commandée par le gouvernement du Canada/ministère des Finances. On leur a également expliqué que les séances seraient enregistrées sur bande audiovisuelle et que des représentants du ministère des Finances du Canada étaient sur place pour observer la discussion. L'équipe de Quorus s'est assurée d'obtenir le consentement préalable des participants lors de la sélection et avant leur entrée dans la salle.

Toutes les discussions de groupes ont eu lieu dans un local qui permettait à l'équipe du client d'en observer le déroulement. Des installations professionnelles ont été utilisées dans les villes où elles étaient disponibles. Au total, 80 personnes ont participé aux discussions de groupes. Les villes et les dates sont présentées dans le tableau ci-dessous :

Ville	Segment	Langue	Nombre de participants	Date et heure
Moncton, N.-B.	Faible/moyen revenu	Anglais	8	4 septembre, 17 h 30
Moncton, N.-B.	Revenu élevé	Anglais	8	4 septembre, 19 h 30
Toronto, ON	Revenu élevé	Anglais	8	5 septembre, 17 h 30
Toronto, ON	Faible/moyen revenu	Anglais	8	5 septembre, 19 h 30
Calgary, AB	Faible/moyen revenu	Anglais	8	11 septembre, 17 h 30
Calgary, AB	Revenu élevé	Anglais	8	11 septembre, 19 h 30
Vancouver, BC	Revenu élevé	Anglais	8	12 septembre, 17 h 30
Vancouver, BC	Faible/moyen revenu	Anglais	8	12 septembre 19 h 30
Quebec City, QC	Faible/moyen revenu	Français	8	17 septembre, 17 h 30
Quebec City, QC	Revenu élevé	Français	8	17 septembre, 19 h 30

Toutes les séances, d'une durée de deux heures chacune, étaient animées par Rick Nadeau, un des principaux chercheurs bilingues et titulaire de l'offre à commandes du gouvernement du Canada.

Mise en garde concernant la recherche qualitative

La recherche qualitative a pour but d'acquiescer une compréhension et d'établir une orientation, plutôt que des mesures quantitativement extrapolables. Son objectif n'est pas de générer des « statistiques », mais de recueillir un éventail complet d'opinions sur un sujet donné, de comprendre le langage utilisé par les participants, de mesurer le degré de passion et d'engagement, et de miser sur le pouvoir du groupe pour inspirer des idées. Les participants sont encouragés à exprimer leurs opinions, peu importe qu'elles soient partagées ou non par le reste du groupe.

Étant donné la taille de l'échantillon, les méthodes de recrutement particulières utilisées et les objectifs de la recherche, il est entendu que les travaux sous discussion sont de nature exploratoire. Les résultats ne doivent pas être extrapolés à une population plus vaste.

Plus précisément, il est inapproprié de suggérer ou de laisser entendre que quelques utilisateurs réels (ou plusieurs d'entre eux) agiraient d'une certaine façon simplement parce que quelques participants (ou plusieurs d'entre eux) se sont comportés ainsi durant les séances. Ce type de projection relève exclusivement de la recherche quantitative.

Sondage

Tous les travaux de recherche ont été menés selon les normes professionnelles de recherche sur l'opinion publique établies par le gouvernement du Canada.

- Un sondage téléphonique national a été réalisé auprès de Canadiens âgés de 18 ans et plus. L'échantillon était composé de ménages utilisant le service de téléphonie conventionnel avec fil et d'un sous-quota de ménages avec téléphone cellulaire uniquement (TCU). Les numéros de téléphone mobile ont été ajoutés à l'échantillon du système d'appel aléatoire (téléphone conventionnel) afin de réduire l'erreur de couverture et obtenir un échantillon final plus représentatif du groupe cible.

Depuis plusieurs années, les études de Statistique Canada révèlent que certains segments de la population Canadienne sont plus susceptibles de faire partie des ménages TCU : c'est le cas notamment des jeunes et des ménages à faible revenu. Nous avons donc pris soin d'inclure les ménages TCU dans l'échantillon, de manière à augmenter la probabilité d'atteindre des segments qui seraient autrement sous-représentés dans une étude exclusivement basée sur des numéros de téléphone conventionnel.

- Quorus a conçu le questionnaire en anglais et a collaboré avec le client pour s'assurer que le document était conforme aux objectifs de la recherche, que les questions étaient formulées en langage simple et qu'elles s'enchaînaient de manière fluide. Par la suite, Quorus a travaillé avec le ministère des Finances du Canada pour finaliser le questionnaire, avant de traduire le document final tel qu'approuvé par le client. Les répondants avaient le choix de faire l'entrevue en anglais ou en français.
- Quorus a également informé les répondants de leurs droits en vertu de la *Loi sur la protection des renseignements personnels*, et a pris toutes les mesures nécessaires pour protéger ces droits tout au long de la recherche. Notre équipe a pris soin d'informer les participants des objectifs de la recherche ; d'identifier le ministère ayant commandé la recherche et le fournisseur de services ; d'informer les participants que les résultats de la recherche seront rendus publics dans les six mois suivant la fin des travaux, par l'entremise de Bibliothèque et Archives Canada ; et d'informer les participants que leur participation était volontaire et que tous les renseignements recueillis seraient traités conformément à la *Loi sur la protection des renseignements personnels*.
- L'introduction du sondage a été adaptée pour tenir compte du contexte d'utilisation des cellulaires par les Canadiens (p. ex., nous nous sommes assurés que les répondants n'étaient pas derrière le volant ou nous leur avons proposé de les rappeler sur une ligne conventionnelle, pour ceux qui le désiraient).

- D'une durée moyenne de 12 minutes, le sondage comprenait principalement des questions fermées.
- Les versions finales et approuvées (en anglais et en français) du questionnaire ont été programmées aux fins de la collecte téléphonique de données assistée par ordinateur.
- Au total, 2 000 entrevues téléphoniques ont été réalisées auprès de ménages canadiens avec la méthode de l'échantillonnage aléatoire stratifié. Les strates de l'échantillon ont permis de maximiser le potentiel d'analyse par région, par groupe d'âge et par sexe.
- La collecte des données a eu lieu du 3 septembre au 14 octobre 2018, et comprenait un essai préliminaire de 10 sondages en anglais et de 10 autres en français. Cet essai a permis d'évaluer la fluidité du sondage, la compréhension des questions, le langage, l'intégrité des données et plus particulièrement, la durée du sondage.
- Pour cette étude, les quotas par province ont été établis de manière à produire des données régionales suffisantes pour effectuer une analyse rigoureuse. Un contrôle des données a été effectué pour obtenir une proportion égale hommes-femmes dans chaque province, et pour s'assurer qu'aucun groupe d'âge n'était sous-représenté. La marge d'erreur associée à un échantillon de cette taille est de +/- 2,2 %, 19 fois sur 20. Au total, 2 000 entrevues ont été réalisées en utilisant la méthode de l'échantillonnage aléatoire stratifié. Le taux de réponse pour l'ensemble de l'échantillon était de 6,7 %. Les résultats peuvent être extrapolés à un auditoire plus vaste, compte tenu de la marge d'erreur associée à un échantillon de cette taille, qui est de +/- 2,2 %, 19 fois sur 20. Les marges d'erreur varient en fonction de plusieurs facteurs. Par exemple, pour les sous-groupes composés d'un plus petit échantillon, la marge d'erreur sera plus élevée. En règle générale, la marge d'erreur est à son plus haut niveau lorsque, pour une question donnée, les répondants sont également divisés (la moitié ayant répondu A et l'autre moitié, B). La marge d'erreur diminue au fur et à mesure que le résultat pour une question donnée approche 0 % ou 100 %.

PROVINCE	DISTRIBUTION DE L'ÉCHANTILLON	MARGE D'ERREUR
Terre-Neuve-et-Labrador	75	+/- 11,3 %
Île-du-Prince-Édouard	75	+/- 11,3 %
Nouveau-Brunswick	100	+/- 9,8 %
Nouvelle-Écosse	100	+/- 9,8 %
Québec	400	+/- 4,9 %
Ontario	550	+/- 4,2 %
Manitoba/Nunavut	100	+/- 9,8 %
Saskatchewan	100	+/- 9,8 %
Alberta/TNO	200	+/- 6,9 %
Colombie-Britannique/Yukon	300	+/- 5,7 %
TOTAL	2,000	+/- 2,2 %

- Les données ont été pondérées par région, sexe, âge et région (urbaine/rurale) afin d'obtenir un échantillon représentatif de la population canadienne selon les plus récentes données du recensement. Dans ce rapport, toutes références à soit une taille d'échantillon ou la base de répondants sur laquelle les résultats d'une question est calculée sont des nombres non-pondérés tandis que les pourcentages sont des nombres pondérés. Le tableau ci-dessous montre le cadre de pondération utilise pour cette étude.

Région	Âge	Sexe	Échantillon	Population	% de l'échantillon	% de la population
Atlantique	18-34	Homme	42	222 090	2 %	1 %
	35-54	Homme	70	307 225	4 %	1 %
	55+	Homme	70	393 010	4 %	1 %
	18-34	Femme	39	223 195	2 %	1 %
	35-54	Femme	56	328 980	3 %	1 %
	55+	Femme	71	441 760	4 %	2 %
Québec	18-34	Homme	60	848 240	3 %	3 %
	35-54	Homme	91	1 098 170	5 %	4 %
	55+	Homme	52	1 259 935	3 %	4 %
	18-34	Femme	54	842 375	3 %	3 %
	35-54	Femme	83	1 097 745	4 %	4 %
	55+	Femme	60	1 434 410	3 %	5 %
Ontario	18-34	Homme	66	1 488 190	3 %	5 %
	35-54	Homme	88	1 791 660	4 %	6 %
	55+	Homme	90	1 904 435	5 %	7 %
	18-34	Femme	61	1 483 160	3 %	5 %
	35-54	Femme	127	1 916 450	6 %	7 %
	55+	Femme	110	2 182 830	6 %	8 %
MAN/SASK/NU	18-34	Homme	29	280 210	1 %	1 %
	35-54	Homme	43	304 900	2 %	1 %
	55+	Homme	31	321 630	2 %	1 %
	18-34	Femme	16	273 695	1 %	1 %
	35-54	Femme	37	308 440	2 %	1 %
	55+	Femme	44	360 515	2 %	1 %
AB/TNO	18-34	Homme	27	513 370	1 %	2 %
	35-54	Homme	27	580 280	1 %	2 %
	55+	Homme	42	488 010	2 %	2 %
	18-34	Femme	24	499 610	1 %	2 %
	35-54	Femme	37	571 885	2 %	2 %
	55+	Femme	43	522 120	2 %	2 %
CB/YT	18-34	Homme	45	513 825	2 %	2 %
	35-54	Homme	54	617 395	3 %	2 %
	55+	Homme	71	728 230	4 %	3 %
	18-34	Femme	37	506 560	2 %	2 %
	35-54	Femme	37	658 480	2 %	2 %
	55+	Femme	56	809 530	3 %	3 %
TOTAL			1 990	2 812 2545	100 %	100 %

- **Biais de non-réponse :** Au terme de ce projet, une analyse de non-réponse a été effectuée. La non-réponse résulte de l'absence de participation au sondage par une unité de l'échantillon, soit par refus de participer (refus) ou l'impossibilité de joindre un répondant durant la collecte de données (non-contact). La non-réponse produit un biais dans l'échantillon lorsqu'il y a des différences entre les répondants et les non-répondants.

Pour analyser les résultats du sondage, nous avons comparé l'échantillon non pondéré par sexe et par groupe d'âge à la population réelle (d'après le recensement de 2016 de Statistique Canada).

Comme c'est le cas pour la plupart des sondages téléphoniques réalisés auprès du grand public, l'âge est une source de biais d'échantillon. Comme l'indique le tableau ci-dessous, les jeunes Canadiens sont sous-représentés et les Canadiens d'âge moyen sont surreprésentés dans l'échantillon. Les données du sondage ont été pondérées pour tenir compte de ces variantes. La pondération a également permis de corriger le plan d'échantillonnage, qui était disproportionné sur le plan régional, et de réduire le biais, s'il en existe un, sans toutefois l'éliminer complètement.

	Échantillon (non pondéré)	Population (Recensement 2016)	% d'écart (+/-)
18-34 ans	25,13 %	27,36 %	2,23 %
35-54 ans	37,69 %	34,07 %	-3,62 %
55 ans +	37,19 %	38,57 %	1,38 %
Hommes	50,10 %	48,58 %	-1,52 %
Femmes	49,90 %	51,42 %	1,52 %

- Pour cette étude, nous avons obtenu un taux de réponse de 6,7 % pour l'ensemble de l'échantillon. Le taux de réponse était plus élevé pour la composition aléatoire ou RDD (8,2 %) comparativement aux appels faits sur les cellulaires (5,5 %).

TABLEAU DE COMPOSITION DES APPELS

	TOTAL	RDD	CELLULAIRES
Nombre total de tentatives d'appels	111 995	24 575	87 379
Hors du champ d'enquête – Non admissible	74 252	9 128	65 124
Non résolu (U)	13 775	4 621	9 154
<i>Pas de réponse/répondeur</i>	69 428	4 621	9 154
Admissible – Absence de réponse (IS)	4 102	1 442	2 660
<i>Barrière linguistique</i>	512	212	300
<i>Incapable de répondre au questionnaire (pour cause de maladie/décès)</i>	271	143	128
<i>Rappel (répondant non disponible)</i>	3 319	1 087	2 232
Nombre total sollicité	19 866	9 384	10 441
<i>Refus</i>	16 779	7 880	8 899
<i>Interruption</i>	562	240	322
Admissible – Unité répondante (R)	2 525	1 264	1 220
<i>Entrevue complète</i>	2 000	1 000	1 000
<i>NQ – Quota rempli</i>	525	264	220
Taux de refus	87,29	86,53	88,32
Taux de réponse	6,69	8,18	5,48
Incidence	100,00	100,00	100,00

Annexes

Focus Group Screener

Specifications

- Recruit 12 participants.
- Participants to be paid \$75.
- 1 group in each location will be held with participants from low/middle income households and the other with participants from high income households.
- “High income” is defined as anyone with a personal annual income of over \$80,000 or anyone in a household with multiple incomes with an annual household income of over \$100,000.
- “Low/middle” income is defined as anyone with a personal annual income of up to \$80,000 or anyone in a household with multiple incomes with an annual household income of under \$100,000.
- Specific considerations have been taken to accommodate for single vs. multi-income households.

Group 1 Moncton September 4 5:30 pm Low/middle income	Group 2 Moncton September 4 7:30 pm High income	Group 3 Toronto September 5 5:30 pm High income	Group 4 Toronto September 5 7:30 pm Low/middle income	Group 5 Calgary September 11 5:30 pm Low/middle income
Group 6 Calgary September 11 7:30 pm High income	Group 7 Vancouver September 12 5:30 pm High income	Group 8 Vancouver September 12 7:30 pm Low/middle income	Group 9 Quebec City September 17 5:30 pm Low/middle income	Group 10 Quebec City September 17 7:30 pm High income

Questionnaire

A. Introduction

Hello/Bonjour, my name is _____. Would you prefer to continue in English or French? /
Préférez-vous continuer en anglais ou en français?

[INTERVIEWER NOTE: FOR ENGLISH GROUPS, IF PARTICIPANT WOULD PREFER TO CONTINUE IN FRENCH, PLEASE RESPOND WITH, "Malheureusement, nous recherchons des gens qui parlent anglais pour participer à ces groupes de discussion. Nous vous remercions de votre intérêt." FOR FRENCH GROUP, IF PARTICIPANT WOULD PREFER TO CONTINUE IN ENGLISH, PLEASE RESPOND WITH, "Unfortunately, we are looking for people who speak French to participate in this discussion group. We thank you for your interest."]

I'm calling from Quorus, a Canadian research firm. We're organizing a series of discussion groups on behalf of the Government of Canada to discuss current issues of interest to Canadians. The groups will last up to two hours and people who take part will receive a cash gift to thank them for their time.

Participation is completely voluntary. We are interested in your opinions. No attempt will be made to sell you anything or change your point of view. The format is a "round table" discussion led by a research professional with up to ten participants. All opinions will remain anonymous and will be used for research purposes only in accordance with laws designed to protect your privacy.

[INTERVIEWER NOTE: IF ASKED ABOUT PRIVACY LAWS, SAY: "The information collected through the research is subject to the provisions of the *Privacy Act*, legislation of the Government of Canada, and to the provisions of relevant provincial privacy legislation."]

Before we invite you to attend, we need to ask you a few questions to ensure that we get a good mix of people in each of the groups. This will take 5 minutes. May I continue?

Yes	CONTINUE
No	THANK/DISCONTINUE

B. Qualification

1. Do you, or any member of your household or immediate family, work in any of the following fields? **READ LIST**

Marketing research, public relations firm, or advertising agency,
The media (radio, television, newspapers, magazines, etc.),
A federal or provincial government department or agency
A political party

Yes	THANK/DISCONTINUE
No	CONTINUE

2. We have been asked to speak to participants from all different ages. May I have your age please? _____. **RECORD – OBTAIN A RANGE ACROSS THE 2 SESSIONS IN EACH CITY**

Under 18	THANK/DISCONTINUE
18 to 24 years	
25 to 34 years	
35 to 44 years	
45 to 54 years	
55 to 64 years	
65 to 74 years	
75 years or older	THANK/DISCONTINUE

3. Record gender by observation. **50/50 SPLIT**

Female
Male

4. Are you the head or co-head of your household?

Yes	CONTINUE
No	THANK AND TERMINATE

5. Are you working?

Full Time (35 hrs. +)	4 minimum
Part Time (under 35 hrs.)	2 max.
Homemaker	1 max.
Student	1 max. ONLY QUALIFIES FOR GROUPS 1, 4, 5, 8, 9
Retired	2 max.
Unemployed	1 max. ONLY QUALIFIES FOR GROUPS 1, 4, 5, 8, 9

****STUDENTS SKIP TO Q10**

6. **[ASK FULL AND PART TIME ONLY]** What is your current occupation? **RECORD:**

Type of Job: _____
Type of Company: _____

7. How many people, including yourself, earn an income in your household?

One	ASK Q8
Two	SKIP TO Q9
Three	SKIP TO Q9
Four or more	SKIP TO Q9

IF ONLY ONE PERSON IN HOUSEHOLD ASK:

8. Which of the following categories best corresponds to your total personal annual income, before taxes, for 2017? **READ**

Under \$30,000	GROUPS 1, 4, 5, 8, 9
\$30,000 to \$60,000	GROUPS 1, 4, 5, 8, 9
\$60,000 to \$80,000	GROUPS 1, 4, 5, 8, 9
\$80,000 to \$100,000	GROUPS 2, 3, 6, 7, 10
\$100,000 to \$150,000	GROUPS 2, 3, 6, 7, 10
\$150,000 and over	GROUPS 2, 3, 6, 7, 10
REFUSE/DK/NA	TERMINATE

ASK ALL FROM HOUSEHOLDS WITH MORE THAN ONE PERSON

9. Which of the following categories best corresponds to the total annual income, before taxes, of all members of your household, for 2017? **READ**

Under \$30,000	GROUPS 1, 4, 5, 8, 9
\$30,000 to \$60,000	GROUPS 1, 4, 5, 8, 9
\$60,000 to \$80,000	GROUPS 1, 4, 5, 8, 9
\$80,000 to \$100,000	GROUPS 1, 4, 5, 8, 9
\$100,000 to \$150,000	GROUPS 2, 3, 6, 7, 10
\$150,000 and over	GROUPS 2, 3, 6, 7, 10
REFUSE/DK/NA	TERMINATE

ASK ALL

10. Could you please tell me what is the last level of education that you completed? **READ LIST; GET MIX**

Some High School only
Completed High School
Trade School certificate
Some Post secondary
Completed Post secondary
Graduate degree

11. Do you consider yourself to be a member of a visible ethno-cultural group?

Yes	CONTINUE
No	GO TO Q13

12. What is your ethnic background? **RECORD:**

Ethnicity: _____

In each city, recruit at least two per group who are of non-European descent or who are other visible minorities (i.e. Chinese or South Asian, but could include aboriginal people or Afro-Canadians as well).

13. Participants in group discussions are asked to voice their opinions and thoughts, how comfortable are you in voicing your opinions in front of others? Are you... **READ OPTIONS**

Very comfortable	MIN 5 PER GROUP
Fairly comfortable	
Not very comfortable	TERMINATE
Very uncomfortable	TERMINATE

14. Have you ever attended a discussion group or interview on any topic that was arranged in advance and for which you received money for your participation?

Yes	MAXIMUM 5 PER GROUP
No	GO TO INVITATION

15. When did you last attend one of these discussion groups or interviews?

Within the last 6 months	TERMINATE
Over 6 months ago	

16. How discussion groups or interviews have you attended in the past 5 years?

Fewer than 5	
5 or more	TERMINATE

17. Sometimes participants are also asked to write out their answers on a questionnaire. Is there any reason why you could not participate? If you need glasses to read, please remember to bring them. (Add hearing impairment.)

Yes	TERMINATE
No	

TERMINATE IF RESPONDENT OFFERS ANY REASON SUCH AS SIGHT OR HEARING PROBLEM, A WRITTEN OR VERBAL LANGUAGE PROBLEM, A CONCERN WITH NOT BEING ABLE TO COMMUNICATE EFFECTIVELY.

C. INVITATION TO PARTICIPATE

I would like to invite you to attend the focus group session where you will exchange your opinions in a moderated discussion with other Canadians from your community. The discussion will be lead by a researcher from the national public opinion research firm, Quorus Consulting. The session will be taped and observed but your participation will be confidential. The group will take place on **[DAY OF WEEK]**, **[DATE]**, at **[TIME]**. It will last two hours. People who attend will receive \$75 to thank them for their time. Would you be willing to attend?

Yes

No

TERMINATE

Do you have a pen handy so that I can give you the address where the group will be held? It will be held at:

Moncton <i>MQO</i> 720 Main Street, 3 rd Floor
Toronto <i>Consumer Vision</i> 2 Bloor Street West, 3 rd Floor
Calgary <i>Qualitative Coordination</i> 707 10 Ave SW #120
Vancouver <i>CRC Research</i> 1398 West 7th Avenue
Quebec City <i>Leger</i> 580, grande allée Est, suite 580

We ask that you arrive 15 minutes early.

At the facility, you will be asked to produce photo identification, so please remember to bring something with you (for example, a driver's license). If you use glasses to read, please remember to bring them with you. Participants may be asked to review some materials in **[ENGLISH/FRENCH]** during the discussion.

The session will be video recorded for research purposes and representatives of the Government of Canada research team will be observing from an adjoining room. You will be asked to sign a waiver to acknowledge that you will be video recorded during the session. The recordings will be used only by the Quorus Consulting research team and will not be shared with others. As I mentioned, all information collected in the group discussion will remain anonymous and be used for research purposes only in accordance with laws designed to protect your privacy.

As we are only inviting a small number of people to attend, your participation is very important to us. If for some reason you are unable to attend, please call us so that we can get someone to replace you. You can reach us at **[INSERT NUMBER]** at our office. Please ask **for [INSERT NAME]**.

Someone will call you the day before to remind you about the session.

So that we can call you to remind you about the focus group or contact you should there be any changes, can you please confirm your name and contact information for me?

First name: _____
Last Name: _____
Daytime phone number: _____
Evening phone number: _____

Questionnaire de recrutement

Caractéristiques

- Au total, 12 personnes seront recrutées pour chaque séance.
- Chacun des participants recevra 75 \$.
- Dans chaque ville, un groupe sera composé de participants provenant de ménages à faible/moyen revenu et un autre, de participants provenant de ménages à revenu élevé.
- Un « revenu élevé » est défini comme quiconque ayant un revenu annuel personnel supérieur à 80 000 \$ ou toute personne dans un ménage à revenus multiples qui totalisent plus de 100 000 \$ annuellement.
- Un « faible/moyen revenu » est défini comme quiconque ayant un revenu annuel personnel pouvant atteindre 80 000 \$ ou toute personne dans un ménage avec des revenus multiples et un revenu annuel du ménage inférieur à 100 000 \$.
- Considérations spécifiques sont en place pour satisfaire les ménages seul vs. multi-revenues.

Groupe 1 Moncton 4 septembre 17 h 30 Faible/ moyen revenu	Groupe 2 Moncton 4 septembre 19 h 30 Revenu élevé	Groupe 3 Toronto 5 septembre 17 h 30 Revenu élevé	Groupe 4 Toronto 5 septembre 19 h 30 Faible/moyen revenu	Groupe 5 Calgary 11 septembre 17 h 30 Faible/moyen revenu
Groupe 6 Calgary 11 septembre 19 h 30 Revenu élevé	Groupe 7 Vancouver 12 septembre 17 h 30 Revenu élevé	Groupe 8 Vancouver 12 septembre 19 h 30 Faible/ moyen revenu	Groupe 9 Quebec City 17 septembre 17 h 30 Faible/ moyen revenu	Groupe 10 Quebec City 17 septembre 19 h 30 Revenu élevé

Questionnaire

A. Introduction

Bonjour, je m'appelle _____. Préférez-vous continuer en français ou en anglais? / Would you prefer to continue in English or French?

[REMARQUE À L'INTENTION DE L'INTERVIEWEUR : DANS LE CAS DES GROUPES FRANCOPHONES, SI LE PARTICIPANT PRÉFÈRE CONTINUER EN ANGLAIS, VEUILLEZ LUI RÉPONDRE CE QUI SUIT : « Unfortunately, we are looking for people who speak French to participate in this discussion group. We thank you for your interest. »]

DANS LE CAS DES GROUPES ANGLOPHONES, SI LE PARTICIPANT PRÉFÈRE CONTINUER EN FRANÇAIS, VEUILLEZ LUI RÉPONDRE CE QUI SUIV : « Malheureusement, nous recherchons des gens qui parlent anglais pour faire partie de ces groupes de discussion. Nous vous remercions de votre intérêt. »

Je vous appelle de Quorus, une firme de recherche canadienne. Nous organisons une série de groupes de discussion pour le compte du gouvernement du Canada afin d'explorer des sujets d'actualité qui intéressent les Canadiens. La séance de discussion durera environ deux heures. Chaque participant recevra une prime en argent en guise de remerciement.

Votre participation est entièrement volontaire. Nous aimerions connaître votre opinion. Personne ne tentera de vous vendre quoi que ce soit ni de vous amener à changer votre point de vue. Les discussions prendront la forme d'une « table ronde » dirigée par un professionnel de la recherche et réunissant huit participants au maximum. Toutes les opinions exprimées demeureront anonymes et ne serviront qu'aux fins de la recherche, conformément aux lois visant à protéger votre vie privée.

[REMARQUE À L'INTENTION DE L'INTERVIEWEUR : SI L'INTERLOCUTEUR POSE DES QUESTIONS AU SUJET DES LOIS SUR LA PROTECTION DE LA VIE PRIVÉE, DITES-LUI CE QUI SUIV : « Les renseignements recueillis dans le cadre de la recherche sont assujettis aux dispositions de la *Loi sur la protection des renseignements personnels*, des autres lois du gouvernement du Canada et des lois provinciales applicables sur la protection de la vie privée. »]

Avant de vous inviter à faire partie d'un groupe de discussion, nous devons vous poser quelques questions pour assurer une bonne diversité de participants dans chaque groupe. Il vous faudra cinq minutes pour y répondre. Puis-je continuer?

Oui	1	CONTINUER
Non	2	REMERCIER ET METTRE FIN À L'ENTRETIEN

B. Admissibilité

1. Est-ce qu'un membre de votre ménage ou de votre famille immédiate, y compris vous-même, travaille dans l'un des domaines suivants ? **LIRE LA LISTE**

Une firme d'études de marché, un cabinet de relations publiques ou une agence de publicité

Les médias (radio, télévision, journaux, revues, etc.)

Un ministère ou organisme fédéral ou provincial

Un parti politique

Oui	1	REMERCIER ET METTRE FIN À L'ENTRETIEN
Non	2	CONTINUER

2. Nous devons nous entretenir avec des participants d'âges différents. Puis-je vous demander votre âge ? _____. **INSCRIRE. RECRUTER UNE VARIÉTÉ DE PARTICIPANTS POUR LES DEUX SÉANCES DANS CHAQUE VILLE.**

Moins de 18 ans	REMERCIER ET METTRE FIN À L'ENTRETIEN
18-24 ans	
25-34 ans	
35-44 ans	
45-54 ans	
65-74 ans	
75 ans ou plus	REMERCIER ET METTRE FIN À L'ENTRETIEN

3. Noter le sexe selon vos observations. **VISER UN NOMBRE ÉGAL D'HOMMES ET DE FEMMES.**

Femme	1
Homme	2

4. Êtes-vous le chef ou l'un des chefs de votre ménage?

Oui	CONTINUER
Non	REMERCIER ET METTRE FIN À L'ENTRETIEN

5. Travaillez-vous?

À temps plein (35 heures et plus)	4 au minimum
À temps partiel (moins de 35 heures)	2 au maximum
Personne au foyer	1 au maximum
Étudiant(e)	1 au maximum GROUPES 1, 4, 5, 8, 9 SEULEMENT
Retraité(e)	2 au maximum
Sans emploi	1 au maximum GROUPES 1, 4, 5, 8, 9 SEULEMENT

**** PASSER À LA Q10 POUR LES ÉTUDIANTS**

6. **[DEMANDER AUX PERSONNES TRAVAILLANT À TEMPS PLEIN ET À TEMPS PARTIEL SEULEMENT]** Quel est votre emploi actuel? **NOTER :**

Type d'emploi : _____

Type d'entreprise : _____

7. Combien de personnes habitant sous votre toit gagnent un revenu, vous compris?

Une	PASSER À LA Q8
Deux	SAUTER À LA Q9
Trois	SAUTER À LA Q9
Quatre ou plus	SAUTER À LA Q9

SI UNE SEULE PERSONNE DANS LE MÉNAGE, DEMANDER :

8. Laquelle des catégories suivantes correspond le mieux à votre revenu annuel personnel total, avant impôt, pour 2017? **LIRE LA LISTE**

Moins de 30 000 \$	GROUPES 1, 4, 5, 8, 9
30 000 \$ à 60 000 \$	GROUPES 1, 4, 5, 8, 9
60 000 \$ à 80 000 \$	GROUPES 1, 4, 5, 8, 9
80 000 \$ à 100 000 \$	GROUPES 2, 3, 6, 7, 10
100 000 \$ à 150 000 \$	GROUPES 2, 3, 6, 7, 10
150 000 \$ et plus	GROUPES 2, 3, 6, 7, 10
REFUS/NSP/PR	REMERCIER ET METTRE FIN A L'ENTRETIEN

DEMANDER À TOUS CEUX VIVANT DANS DES MÉNAGES DE DEUX PERSONNES ET PLUS :

9. Laquelle des catégories suivantes correspond le mieux au revenu annuel total, avant impôt, de tous les membres de votre ménage pour 2016? **LIRE LA LISTE**

Moins de 30 000 \$	GROUPES 1, 4, 5, 8, 9
30 000 \$ à 60 000 \$	GROUPES 1, 4, 5, 8, 9
60 000 \$ à 80 000 \$	GROUPES 1, 4, 5, 8, 9
80 000 \$ à 100 000 \$	GROUPES 1, 4, 5, 8, 9
100 000 \$ à 150 000 \$	GROUPES 2, 3, 6, 7, 10
150 000 \$ et plus	GROUPES 2, 3, 6, 7, 10
REFUS/NSP/PR	REMERCIER ET METTRE FIN A L'ENTRETIEN

DEMANDER À TOUS

10. Pourriez-vous me dire quel est le dernier niveau de scolarité que vous avez atteint? **LIRE LA LISTE; VISER UN ÉQUILIBRE**

Études secondaires partielles
Études secondaires terminées
Certificat d'une école de métier
Études post-secondaires partielles
Études post-secondaires terminées
Diplôme universitaire

11. Vous considérez-vous comme membre d'un groupe ethnoculturel visible?

Oui **CONTINUER**
Non **PASSER À LA Q13**

12. Quelle est votre origine ethnique? **NOTER :**

Ethnicité : _____

Dans chaque ville, recruter au moins deux personnes par groupe de descendance autre qu'européenne ou qui sont membres d'autres minorités visibles (c.-à-d. Chinois ou Sud Asiatiques, mais aussi membres de peuples autochtones ou Afro-Canadiens).

13. Les participants aux groupes de discussion sont invités à formuler opinions et commentaires. Dans quelle mesure vous sentez-vous à l'aise d'émettre vos opinions devant d'autres personnes? Vous sentez-vous... **LIRE LA LISTE**

Tout à fait à l'aise	1	MINIMUM DE 5 PAR GROUPE
À l'aise	2	
Pas très à l'aise	3	REMERCIER ET METTRE FIN À L'ENTRETIEN
Pas du tout à l'aise	4	REMERCIER ET METTRE FIN À L'ENTRETIEN

14. Avez-vous déjà participé à un groupe de discussion ou à une entrevue organisée à l'avance et reçu une somme d'argent pour votre participation ?

Oui **MAXIMUM DE 5 PAR GROUPE**
No **PASSER À L'INVITATION**

15. À quand remonte votre dernière participation à un groupe de discussion ou à une entrevue ?

Il y a moins de 6 mois	1	REMERCIER ET METTRE FIN À L'ENTRETIEN
Il y a plus de 6 mois	2	

16. À combien de groupes ou d'entrevues face-à-face avez-vous participé au cours des 5 dernières années?

Moins de 5		
5 ou plus		REMERCIER ET METTRE FIN À L'ENTRETIEN

17. Les participants sont parfois invités à écrire leurs réponses sur un questionnaire. Y a-t-il une raison qui vous empêcherait de participer? Si vous avez besoin de lunettes pour lire, veuillez les apporter avec vous. (Ajouter déficience auditive)

Oui		REMERCIER ET METTRE FIN À L'ENTRETIEN
Non		

METTRE FIN À L'ENTRETIEN SI LE RÉPONDANT MENTIONNE UN TROUBLE VISUEL OU AUDITIF, UN PROBLÈME DE LANGUE ÉCRITE OU VERBALE OU UNE INQUIÉTUDE À NE PAS POUVOIR COMMUNIQUER EFFICACEMENT.

C. INVITATION À PARTICIPER

J'aimerais vous inviter à participer à une séance de discussion de groupe durant laquelle vous pourrez échanger vos opinions avec d'autres Canadiens et Canadiennes de votre collectivité. La discussion sera animée par un professionnel de la recherche du groupe-conseil Quorus, une firme de recherche sur l'opinion publique. La séance sera enregistrée et observée, mais votre participation sera confidentielle. La discussion de deux heures aura lieu le (JOUR DE LA SEMAINE) (DATE), à (HEURE). Chaque participant recevra 75 \$ en guise de remerciement pour leur contribution. Acceptez-vous de participer à la séance ?

Oui	1	
Non	2	REMERCIER ET METTRE FIN À L'ENTRETIEN

Avez-vous un crayon ou un stylo à portée de main pour noter l'adresse où le groupe se réunira?
La discussion aura lieu à:

Québec

Leger

580, grande allée Est, suite 580

Nous vous demandons d'arriver 15 minutes à l'avance.

N'oubliez pas d'apporter une pièce d'identité avec photo (par exemple votre permis de conduire), car on vous demandera de la présenter à votre arrivée. Si vous utilisez des lunettes de lecture, veuillez les apporter. Les participants pourraient être invités à examiner certains documents en **[FRANÇAIS / ANGLAIS]** dans le cadre de la discussion.

La discussion sera filmée aux fins de la recherche et des représentants de l'équipe de recherche du gouvernement du Canada en observeront le déroulement à partir d'une salle voisine. On vous demandera de signer un formulaire de renonciation dans lequel vous accepterez d'être filmé pendant la discussion. Les enregistrements seront utilisés uniquement par l'équipe de recherche du groupe-conseil Quorus et ne seront transmis à personne d'autre. Comme je l'ai mentionné précédemment, tous les renseignements recueillis au cours de la discussion de groupe demeureront anonymes et ne serviront qu'aux fins de la recherche, conformément aux lois visant à protéger votre vie privée.

Puisque nous n'invitons que quelques personnes à participer à la discussion, votre participation est très importante pour nous. Si vous ne pouvez vous présenter pour quelque raison que ce soit, veuillez nous en aviser par téléphone afin que nous puissions trouver un remplaçant. Vous pouvez nous joindre au **[INSÉRER LE NUMÉRO DE TÉLÉPHONE]** à notre bureau. Veuillez demander **[INSÉRER LE NOM]**.

Nous vous téléphonerons la veille de la discussion pour confirmer votre présence.

Afin que nous puissions vous joindre pour vous rappeler la tenue de la discussion de groupe ou communiquer avec vous en cas de changements, auriez-vous l'obligeance de confirmer votre nom et vos coordonnées?

Prénom :

Nom :

Numéro de téléphone (jour) :

Numéro de téléphone (soir) :

Focus Group Moderation Guide

Department of Finance Focus Groups on the Economy Summer 2018

September 6, 2018

Introduction (5 minutes)

- Introduce moderator
- Thanks for attending/value your being here
- Explain general purpose of focus group discussions:
 - Gauge *opinions* about issues/ideas/products
 - The session will last approximately 2 hours
 - Not a knowledge test; no right or wrong answers (interested in opinions)
 - Okay to disagree; want people to speak up if hold different view
 - Do not need to direct all comments to me; can exchange ideas with each other
 - Tonight, we're conducting research on behalf of the Government of Canada. The purpose of tonight's discussion is to explore issues people care most about.
 - Looking for candor and honesty; comments treated in confidence; reporting in aggregate form only – no names of participants will be used in any of the analysis or reporting.
 - The session is being audio and video-recorded for notetaking purposes only; there are a few observers behind the one-way glass who wanted to hear the conversation firsthand – they will respect participants' anonymity.
 - If you have a cell phone, please turn it off.
 - Any questions? ACCEPT BRIEF QUESTIONS BUT DO NOT LINGER.

Warm-up (10 minutes)

- Let's go around the table so you can each introduce yourselves to the group. Please tell us your first name, your hobbies, etc.
- Let's get started with a broad question. As you know we have three levels of government in Canada – federal, provincial and municipal. I want to focus specifically on the federal government. Could you each write down on paper what you think is the number one thing you think the federal government has been getting right over the last year? Then could you each write down what's the number one thing you think the federal government has been getting wrong in the last year?
- Let's hear what people wrote. What did people say was the thing the government has gotten right? ...and what about what you feel they have been getting wrong?

Economy – General Discussion (15 minutes)

- Let's take a step away from discussing the government of Canada right now and just look at the economy in general. How would you say the Canadian economy as a whole is doing these days?
 - **PEN AND PAPER:** Just off the top of your head, what words would you use to describe the economy these days?
 - On what are you basing your answer? Can you give me some examples of "indicators" that are supporting your views of the economy?
- Would you say that things are better or worse than they were a year ago?
 - **IF BETTER OR WORSE:** In what way?
- How do you think the economy will be in the coming year? Do you think things will get better or worse next year? What is leading you to believe it will get better/worse?

Economic Challenges (60 minutes)

- **FLIP CHART:** What do you feel are some of the more important challenges facing the Canadian economy these days?
 - In other words, what are some of the weaknesses in our economy? ...or what is getting in the way of our economy performing at its full potential?

Trade Negotiations (15 minutes)

- Have any of you seen, read or heard anything about trade negotiations currently happening between Canada and the United States?
 - What have you heard?
 - Do these negotiations even matter to you? In what way? / Why not?
 - How are you feeling these days about the trade talks? How do you feel about how the negotiations have been going?
 - Appreciating that negotiations involve some give and take - what should be the government's guiding principle when it comes to these negotiations?
- **IF NOT EXPLORED YET:** What have you heard specifically related to tariffs in the auto industry? **IF NEEDED:** A tariff is like a tax on specific imported goods – it is imposed by government and paid by importers. It makes that good more expensive in the country importing it.
 - What could be the impact of those kinds of tariffs?
 - What position would you want the government to take in relation to potential tariffs on the auto industry?

Trans Mountain Expansion Project (10 minutes)

- If we come back to discussing the economy in general, have any of you heard about the federal government's purchase of the Trans Mountain Expansion Project?
- What have you heard about this?
- What have you heard about the reasons why the federal government decided to purchase this project?
- Do you think the project will be built?

- What do you see as the benefits of this project?
 - **IF NEEDED:** Some have argued that Canada would get a better price for its oil if we exported it to global markets via the west coast compared to exporting it south to the US. What do you think of this?
 - **IF NEEDED:** Some have also argued that it would reduce our dependence on the U.S. as a buyer – by giving us better access to other markets for one of our major resources. What do you think of this?
- As far as you know does the project involve building an entirely new pipeline? **IF NEEDED:** The project involves twinning an existing pipeline.
- Were you aware that the acquisition includes a pipeline that makes money every year, even before the twinning is complete. Does this change the way you feel about the purchase?

Labour and Skills/ Talent (25 minutes)

Let's now explore the Canadian workforce – for any economy to succeed, it needs to have enough people working and it needs those people to have the right talent and skills.

- Regarding the **number of people working** in Canada – how are things going these days?
 - What makes you feel we have [*too many / too few/ just the right number of*] people willing to fill the available jobs?
 - IF TOO LITTLE OR TOO MUCH:**
 - What do you think has led to this situation?
 - What, if anything, would you expect the government of Canada to do to address this situation?
- If we stay focused on the number of workers needed to fill the jobs in Canada – how are things looking down the road? ...say in 10 or 20 years? What shape do you suspect we'll be in then?
 - What makes you feel this way? What will lead to this?
 - **IF NEGATIVE OUTCOME:** What can be done to avoid this outcome? What, if anything, would you expect the government of Canada to do to address this situation?

- Let's turn our attention to **skills and talent** – do you feel our country's workforce has the right talent and skills to meet the needs of today's economy?
 - What/where are the gaps?
- **SHOW OF HANDS** When you think of your own career path, do you think it will be important for you to retrain or get new skills so that you can succeed in the workplace of the future?
 - What does “success in the workplace” mean to you (e.g., salary, stability)?
 - What are you doing to help yourself succeed at work? What will enable you to succeed?
 - What kind of challenges will make it difficult for you to succeed at work in the future? What may get in the way?
 - Are you currently facing challenges when it comes to trying to retrain or get new skills? What is getting in your way?
 - What, if anything, would you expect the government of Canada to do to address this situation?
 - Do you know about any of the federal programs to support Canadians who want to retrain or get new skills? What would help you access these programs?
 - If the Government of Canada were to launch a new financial support for lifelong learning, what do you think it should look like?
 - Should it be targeted to specific groups of workers, or provided to everyone regardless of income?
 - Should it be funded through premiums that employees and employers pay, like Employment Insurance, or some other way?
 - What about the amount made available per person?

Business Competitiveness (5 minutes)

Let's shift gears a bit and talk about operating a business in Canada. To succeed, a company needs to be competitive, and depending on the type of business, it needs to be globally competitive.

- In your own words, what does “being globally competitive” even mean?
- Can governments even play a role in helping Canadian businesses become or remain globally competitive?
- Do you think the government should be doing more or should they be stepping away from playing that kind of role?
 - In what kinds of situations should the federal government be doing more?
 - Do you believe the government should be particularly active or more active in helping certain sectors become or remain globally competitive? ...if so, which ones?

General Fiscal Strategy (10 minutes)

- Now, I want to shift focus a bit to the Government of Canada's financial situation. First of all, what do you know about the government's financial situation?
 - Do they have a surplus (they took in more money than they spent) or a deficit (where they spent more than they took in)?
- In fact, the federal government has been running deficits for each of the last few years. How do you feel about that? Is it something that is a big concern for you personally, or is not that big a deal?
 - **IF CONCERNED:** Why does the deficit concern you?
 - How does this compare to other general concerns you manage on a day to day basis?
- How important is it to you that the federal government makes sure that the deficit doesn't get any bigger?
- Would you feel any differently about the following scenarios?
 - the deficit staying same size every year,
 - getting a bit smaller every year, or,
 - getting a bit bigger every year.

- And how do you generally feel about the trade-off of running deficits to invest in programs and infrastructure versus balancing the budget which means making cuts and/or raising taxes?
- Speaking of taxes...do you feel federal government taxes have been going up, going down, or staying the same in recent years?
 - Why do you feel that way? What taxes are you thinking of exactly?

Climate Change and Pricing Pollution (15 minutes)

We will shift gears again here and discuss climate change. This tends to mean different things to different people...

- What do you think is happening with climate change these days?
- Is it a concern for you?
- Has the federal government taken any steps to address climate change? What have you heard?
- We often hear about “putting a price on pollution” and “putting a cost on pollution” – when you hear that does it mean anything to you? What comes to mind? In your own words, what does this mean?
- How many have heard anything about the Government of Canada’s plan to have a national price on carbon pollution?
 - How would you explain what the Government of Canada announced?

TIME PERMITTING - CLARIFY AS NEEDED:

The Government of Canada and virtually all provinces and territories announced a national approach to pricing carbon pollution two years ago. Under this approach, provinces and territories can decide what type of pricing system best suits their particular circumstances insofar as they meet certain basic standards. For example, the price on carbon pollution must start at a minimum of \$10 per tonne in 2018 and rise by \$10 a year to reach \$50 per tonne in 2022.

Starting in 2019, the Government of Canada will implement a federal pollution pricing system in provinces and territories that request it (for some, this may be simpler than designing their own system). The government will also impose the federal system in provinces and territories that do not have a system that meets the basic national standards.

Under the federal pricing system, revenues collected from carbon pollution pricing in a specific province or territory will be returned to that province or territory.

- What do you think of this national approach to pricing carbon pollution?
- Do you think that it is the role of the federal government to impose a price on pollution in provinces and territories that do not want to put one in place or prefer to maintain their own pollution pricing system?
- What else should the federal government be doing to address climate change?

Wrap up (2 minutes)

Let me leave you with a small exercise while I go to the backroom to see if my colleagues have any other questions for you:

- If you had an additional \$200 each month, what would you do with it? I need you to be honest here! Write your thoughts down in front of you...we will discuss when I get back.

We have covered a lot of topics today and really appreciate you taking the time and energy to come down here and share your opinion. Your input is very important. Before we finish, I wanted to ask you whether you have any last thoughts that you'd like to share with the Government of Canada about anything we've discussed today.

THANK YOU FOR PARTICIPATING!

Ministère des Finances
Discussions de groupe sur l'économie
Été 2018

6 septembre 2018

Introduction (5 minutes)

- Présentation de l'animateur
- Remerciements aux participants
- Description des objectifs de la discussion de groupe :
 - Les discussions de cette nature ont pour but de sonder vos *opinions* sur des enjeux, des idées ou des produits.
 - La séance durera environ deux heures.
 - Il ne s'agit pas d'un test de connaissances : il n'y a pas de bonnes ou de mauvaises réponses. Nous voulons simplement connaître vos opinions.
 - Vous avez le droit d'être en désaccord. Exprimez-vous, même si vous avez des opinions différentes des autres.
 - Vous n'êtes pas tenus de vous adresser à moi directement ; vous pouvez échanger avec les autres participants.
 - Ce soir, nous menons une étude pour le gouvernement du Canada. La discussion a pour but d'explorer les enjeux qui intéressent le plus les gens.
 - Nous vous demandons d'être sincères; vos commentaires demeureront confidentiels et seront présentés sous forme abrégée. Nous n'utiliserons aucun nom dans nos analyses ou notre rapport.
 - Pour simplifier la prise de notes, nous enregistrerons la séance sur bande audiovisuelle. De l'autre côté du miroir, des observateurs assisteront à la discussion. L'anonymat des participants sera respecté.
 - Veuillez éteindre vos cellulaires.
 - Avez-vous des questions avant de commencer ? ACCEPTER LES QUESTIONS COURTES, MAIS NE PAS S'Y ATTARDER PLUS LONGTEMPS QU'IL NE LE FAUT.

Introduction (10 minutes)

- J'invite chacun de vous à se présenter au reste du groupe. Donnez-nous votre prénom et parlez-nous un peu de vous, de vos passe-temps, etc.
- Commençons par une question de nature générale. Comme vous le savez sans doute, nous avons trois ordres de gouvernement au Canada : fédéral, provincial et municipal. J'aimerais parler du gouvernement fédéral. Je vous invite à noter sur la feuille devant vous la chose que le gouvernement fédéral a le mieux réussi au cours de la dernière année. Notez ensuite ce qu'il a particulièrement échoué durant la même période.
- J'aimerais connaître vos réponses. Quelles ont été les réussites du gouvernement ? Où a-t-il échoué ?

Économie – Discussion générale (15 minutes)

- Mettons de côté le gouvernement du Canada pour l'instant et parlons de l'économie en général. À votre avis, comment se porte l'économie canadienne ces jours-ci ?
 - **STYLO ET PAPIER** : Quels mots utiliseriez-vous pour décrire le climat économique actuel ?
 - Comment expliquez-vous votre réponse ? Pouvez-vous me donner des exemples d'indicateurs qui confirment vos opinions de l'économie ?
- Croyez-vous que la situation s'est améliorée ou s'est détériorée depuis l'an dernier ?
 - **IF BETTER OR WORSE**: De quelle façon ?
- Selon vous, comment l'économie se portera-t-elle dans la prochaine année ? Croyez-vous que la situation ira en s'améliorant ou en se détériorant ?

Défis économiques (60 minutes)

- **TABLEAU** : Selon vous, quels sont les principaux défis liés à l'économie canadienne ces jours-ci ?
 - Autrement dit, quelles sont les faiblesses de notre économie ? Qu'est-ce qui l'empêche de fonctionner à son plein rendement ?

Négociations commerciales (15 minutes)

- Avez-vous vu, lu ou entendu quoi que ce soit au sujet des négociations commerciales en cours entre le Canada et les États-Unis ?
 - Qu'avez-vous entendu ?
 - Ces négociations sont-elles importantes pour vous ? De quelle manière ? Pourquoi pas ?
 - Quelles sont vos impressions des négociations commerciales ? Que pensez-vous de la manière dont elles se déroulent ?
 - Compte tenu du fait que toutes négociations impliquent des compromis, quel devrait être le principe directeur du gouvernement en ce qui concerne ces négociations ?
- **SI LE SUJET N'A PAS ENCORE ÉTÉ ABORDÉ** : Qu'avez-vous entendu à propos des tarifs dans le secteur de l'automobile ? **AU BESOIN** : Un tarif est une taxe imposée par le gouvernement sur certains produits importés, et payée par les importateurs. Ce tarif a pour effet d'augmenter les prix des produits dans le pays qui les importe.
 - Quelles pourraient être les répercussions de ces tarifs ?
 - Quelle devrait être la position du gouvernement relativement aux tarifs qui pourraient être imposés au secteur de l'automobile ?

Projet d'agrandissement du réseau Trans Mountain (10 minutes)

- En ce qui concerne l'économie en général, avez-vous entendu parler de l'achat du projet d'agrandissement du réseau Trans Mountain par le gouvernement fédéral ?
- Qu'avez-vous entendu à ce sujet ?
- Qu'avez-vous entendu sur les raisons invoquées par le gouvernement fédéral pour justifier l'achat de ce projet ?
- Croyez-vous que le projet verra le jour ?

- Selon vous, quels sont les avantages de ce projet ?
 - **AU BESOIN** : Certains ont affirmé que le Canada obtiendrait un meilleur prix pour son pétrole s'il l'exportait vers les marchés mondiaux en passant par la côte Ouest plutôt que de transiter par le sud jusqu'aux États-Unis. Qu'en pensez-vous ?
 - **AU BESOIN** : D'autres ont fait valoir que cela réduirait notre dépendance aux États-Unis en tant qu'acheteur, en nous donnant un meilleur accès aux autres marchés pour commercialiser l'une de nos principales ressources. Qu'en pensez-vous ?
- Selon ce que vous avez entendu, sera-t-il nécessaire de bâtir un tout nouveau pipeline pour ce projet ? **AU BESOIN** : Le projet requiert qu'on double le pipeline actuel.
- Saviez-vous que cette acquisition concerne un pipeline qui réalise des profits chaque année, même si l'élargissement n'est pas encore terminé. Est-ce que cela change vos sentiments à propos de cet achat ?

Main-d'œuvre, compétences et habiletés (25 minutes)

Parlons maintenant de la main-d'œuvre canadienne. Pour qu'une économie se porte bien, il est essentiel d'avoir une main-d'œuvre suffisante et des travailleurs qualifiés.

- En ce qui concerne le **nombre de travailleurs** canadiens, comment vont les choses ces jours-ci ?
 - Qu'est-ce qui vous fait penser que nous avons [*trop/trop peu/assez*] de travailleurs pour occuper les emplois disponibles ?

SI TROP OU TROP PEU :

 - Selon vous, quelles en sont les raisons ?
 - Qu'est-ce que le gouvernement du Canada devrait faire pour améliorer la situation ?
- Toujours en ce qui concerne le nombre de travailleurs requis pour occuper les emplois disponibles au Canada, quelle sera la situation à l'avenir, disons dans 10 ou 20 ans ? Quelle sera notre situation à ce moment-là ?
 - Pourquoi dites-vous cela ? Qu'est-ce qui entraînera cette situation ?
 - **RÉSULTAT NÉGATIF** : Que pourrait-on faire pour éviter cette situation ? Que devrait faire le gouvernement du Canada pour améliorer la situation ?

- Parlons maintenant des **compétences et habiletés**. Croyez-vous que nos travailleurs possèdent les compétences et les habiletés nécessaires pour répondre aux besoins de l'économie actuelle ?
 - Quelles sont les lacunes à combler ?
- **À MAINS LEVÉES** : Quand vous pensez à votre carrière, croyez-vous qu'il est important de vous perfectionner ou d'acquérir de nouvelles compétences pour réussir sur le marché de l'emploi de l'avenir ?
 - Que signifie « réussir sur le marché de l'emploi » pour vous (est-ce le salaire, la stabilité d'emploi) ?
 - Que faites-vous pour mieux réussir au travail ? Quels sont les facteurs qui vous permettront de réussir ?
 - Qu'est-ce qui vous empêchera de réussir au travail dans les années à venir ? Quels sont les obstacles que vous pourriez rencontrer ?
 - Devez-vous affronter des défis sur le plan du perfectionnement ou de l'acquisition de nouvelles compétences ? Quels sont les obstacles que vous devez affronter ?
 - Que devrait faire le gouvernement du Canada pour améliorer la situation ?
 - Avez-vous entendu parler des programmes fédéraux qui visent à aider les Canadiens qui le souhaitent à se perfectionner ou à acquérir de nouvelles compétences ? Que pourrait-on faire pour vous simplifier l'accès à ces programmes ?
 - Si le gouvernement du Canada lançait un nouveau programme d'aide financière pour la formation continue, à quoi devrait ressembler ce programme ?
 - Devrait-il cibler des groupes ou des travailleurs en particulier ou fournir l'aide à tous, peu importe le revenu ?
 - Devrait-il être financé par les employés et les employeurs, sous forme de cotisations, comme l'assurance-emploi, ou d'une autre façon ?
 - Quel devrait être le montant alloué par personne ?

Compétitivité des entreprises (5 minutes)

Changeons de sujet et parlons des entreprises au Canada. Pour réussir, toute entreprise doit être compétitive. Certaines d'entre elles doivent aussi pouvoir rivaliser sur le marché mondial.

- Selon vous, que signifie « rivaliser sur le marché mondial » ?
- Est-ce que les gouvernements peuvent faire quoi que ce soit pour aider les entreprises canadiennes à rivaliser sur le marché mondial ?
- Croyez-vous que le gouvernement devrait en faire davantage ou s'il devrait s'abstenir de faire quoi que ce soit ?
 - Dans quelles situations le gouvernement fédéral devrait-il en faire davantage ?
 - Croyez-vous que le gouvernement devrait être particulièrement actif ou plus actif pour aider certains secteurs à rivaliser sur le marché mondial ? Quels sont ces secteurs ?

Stratégie fiscale (10 minutes)

- J'aimerais maintenant parler de la situation financière du gouvernement du Canada. Premièrement, que savez-vous de la situation financière du gouvernement ?
 - Est-ce qu'il affiche un surplus (c.-à-d. que ses revenus sont supérieurs à ses dépenses) ou un déficit (c.-à-d. que ses dépenses sont supérieures à ses revenus) ?
- En réalité, le gouvernement fédéral a accumulé un déficit à chacune des dernières années. Que pensez-vous de cette situation ? Est-ce qu'elle vous préoccupe ou non ?
 - **PRÉOCCUPÉ** : Pourquoi le déficit vous préoccupe-t-il ?
 - En quoi est-ce différent de vos autres préoccupations quotidiennes ?
- Dans quelle mesure est-ce important pour vous que le gouvernement fédéral prenne les mesures qui s'imposent afin que le déficit n'augmente pas ?
- Auriez-vous des sentiments différents dans chacune des situations suivantes :
 - si le déficit demeurait le même chaque année
 - s'il diminuait un peu chaque année
 - s'il augmentait un peu chaque année
- Que pensez-vous du compromis qui consiste à accumuler un déficit pour investir dans les programmes et les infrastructures, plutôt que d'équilibrer le budget en effectuant des coupures ou en augmentant les taxes ?

- En parlant des taxes... diriez-vous que les taxes fédérales ont augmenté, ont diminué ou sont demeurées stables au cours des dernières années ?
 - Pourquoi dites-vous cela ? À quelles taxes pensez-vous ?

Changement climatique et tarification de la pollution (15 minutes)

Changeons de sujet encore une fois et parlons de changement climatique. Ce concept a une signification différente d'une personne à l'autre.

- Que se passe-t-il ces jours-ci avec le changement climatique ?
- Est-ce que cela vous préoccupe ?
- Est-ce que le gouvernement fédéral a pris des mesures pour contrer le changement climatique ? Qu'avez-vous entendu à ce sujet ?
- On entend souvent dire qu'il faut « tarifier la pollution ». Qu'est-ce que ça signifie pour vous ? Qu'est-ce qui vous vient en tête ? Décrivez-le dans vos propres mots.
- Combien parmi vous ont entendu parler du plan du gouvernement du Canada visant à fixer un prix national sur la pollution par le carbone ?
 - Comment expliqueriez-vous l'annonce faite par le gouvernement du Canada ?

SI LE TEMPS LE PERMET, CLARIFIER AU BESOIN :

Il y a deux ans, le gouvernement du Canada, avec l'ensemble des provinces et des territoires, a annoncé qu'il mettait de l'avant une approche nationale de tarification de la pollution par le carbone. Ainsi, les provinces et les territoires peuvent choisir le système de tarification le mieux adapté à leurs circonstances particulières, pourvu qu'ils respectent certaines normes fondamentales. Par exemple, le seuil minimum de tarification de la pollution par le carbone doit être fixé à 10 \$ la tonne en 2018, et augmenter de 10 \$ par année, pour atteindre 50 \$ en 2022.

Dès 2019, le gouvernement du Canada mettra en place un système fédéral de tarification de la pollution par le carbone dans les provinces et les territoires qui le réclament (pour certains, ce sera plus simple que de concevoir leur propre système). Le gouvernement imposera le système fédéral dans les provinces et les territoires qui n'ont pas un système qui répond aux normes nationales fondamentales.

En vertu du système fédéral de tarification, les revenus provenant de la tarification de la pollution par le carbone dans une province ou un territoire en particulier seront remis à cette province ou ce territoire.

- Que pensez-vous de ce système national de tarification de la pollution par le carbone ?
- Croyez-vous que le gouvernement fédéral devrait imposer un tarif sur la pollution dans les provinces et les territoires qui ne souhaitent pas mettre en place un tel système ou qui préfèrent conserver leur propre système de tarification ?
- Quelles sont les autres mesures que pourrait prendre le gouvernement fédéral pour contrer le changement climatique ?

Conclusion (2 minutes)

Pendant que je consulte mes collègues dans l'autre salle pour voir s'ils ont d'autres questions pour vous, je vous invite à faire un petit exercice.

- Si vous disposiez d'un surplus de 200 \$ chaque mois, que feriez-vous avec cet argent ? Soyez honnêtes ! Écrivez vos réponses sur la feuille devant vous. Nous en discuterons à mon retour.

Nous avons abordé plusieurs sujets aujourd'hui. Je vous remercie d'avoir pris le temps de venir nous rencontrer et partager vos opinions. Vos commentaires sont très importants. Avant de terminer, j'aimerais savoir si vous auriez autre chose à ajouter à l'intention du gouvernement du Canada.

MERCI DE VOTRE PARTICIPATION !

Finance Canada Survey on Attitudes towards Canada's Economy (Fall)

Quorus

Hello/Bonjour, my name is _____ and I am calling from Quorus Consulting on behalf of the Government of Canada. We are conducting a survey of attitudes and opinions of Canadians 18 years of age and over. Would you prefer that I continue in English or French? Préférez-vous continuer en français ou en anglais? **(IF NEEDED: Je vous remercie. Quelqu'un vous rappellera bientôt pour mener le sondage en français.)**

English	1
Français	2

The survey takes about 12 minutes and your responses will be kept entirely confidential and anonymous. If at any time during the survey you would prefer not to answer a specific question, you are allowed to do so.

Your decision to participate is voluntary. This call may be monitored or recorded for quality control purposes. The information provided will be administered according to the requirements of the Privacy Act.

IF LANDLINE SAMPLE: May I please speak with the person in your household who is 18 years of age or older and who has had the most recent birthday? Would that be you? **[IF THAT PERSON IS NOT AVAILABLE ARRANGE CALLBACK]**

IF CELLPHONE SAMPLE: Are you at least 18 years old?

IF CELL PHONE SAMPLE ASK A AND B

A Are you in a safe place to talk – for example not operating a motor vehicle?

Yes	[RE-INTRODUCE YOURSELF, IF NECESSARY]
No	[ARRANGE CALLBACK DATE/TIME]

B At home, do you have a traditional telephone line other than a cell phone?

Yes	CHECK AGAINST QUOTA
No	CHECK AGAINST QUOTA

[IF LANDLINE RECORD REGION FROM SAMPLE]

[IF CELL PHONE SAMPLE ASK C]

C In which province or territory do you live? **DO NOT READ LIST**

Newfoundland	1
Prince Edward Island	2
Nova Scotia	3
New Brunswick	4
Quebec	5
Ontario	6
Manitoba	7
Saskatchewan	8
Alberta	9
British Columbia	10
Yukon	11
Northwest Territories	12
Nunavut	13

D In what year were you born?

(RECORD YEAR - XXXX)

9999 – DO NOT READ: Don't know/Refused

[IF PREFERS NOT TO PROVIDE A PRECISE BIRTH YEAR, ASK:]

Would you be willing to tell me in which of the following age categories you belong? **READ LIST**

18 to 34	1
35 to 49	2
50 to 54	3
55 to 64	4
OR 65 or older?	5
[DO NOT READ] Refused	99

E Gender **[DO NOT ASK: record based on interviewer observation]**

Female	1
Male	2

MAIN SURVEY

Assessments of Economy

1A. (T) Thinking of the issues facing Canada today, which one would you say the Government of Canada should focus on most? **[CAPTURE FIRST MENTION]**

[NO PRE-CODED LIST - INTERVIEWER NOTE: TOP ANSWER MUST BE RECORDED FIRST. ALL OTHER RESPONSES WILL BE RECORDED ON THE NEXT SCREEN.]

99 – **[DO NOT READ]** Don't know/Refused – SKIP TO Q.2

1B. (T) Are there any others? **[IF NECESSARY: Thinking of the issues facing Canada today, which one would you say the Government of Canada should focus on most?]**

RECORD VERBATIM - [MULTIPLE MENTIONS]

99 – **[DO NOT READ]** Don't know/Refused

Q2. (T) Using a scale from 1 to 10, where 1 is terrible and 10 is excellent, how would you rate the following: **[RANDOMIZE b TO f] REPEAT SCALE AS NEEDED**

- a. the current state of the Canadian economy?
- b. the current state of the United States economy?
- c. the current state of the **[PROVINCE]** economy?
- d. the current price of gasoline

Terrible	1
	2
	3
	4
	5
	6
	7
	8
	9
Excellent	10

VOLUNTEERED

Not sure 99

Q3. How concerned are you, if at all, that you or someone in your household may lose their job in the next six months? Please use a scale from 1 to 10, where 1 is not at all concerned and 10 is very concerned.

Not at all concerned	1
	2
	3
	4
	5
	6
	7
	8
	9
Very concerned	10

VOLUNTEERED

Not applicable / Retired / Not working	98
Don't know	99

Economic Confidence

Q4. How much of an impact do you feel each of the following have on **[SPLIT SAMPLE: HALF RECEIVE: job creation in Canada / HALF RECEIVE: how competitive Canadian businesses are]**? Please use a scale from 1 to 10, where 1 means no impact at all and 10 means it has a significant impact. .

(RANDOMIZE)

- a) Federal government investments in infrastructure
- b) Federal government investments in science, technology, and innovation
- c) Federal government measures that provide money directly to Canadians like the Canada Child Benefit, and Guaranteed Income Supplement
- d) Federal government investments in skills training
- e) Business tax rates
- f) The level of confidence international investors have in Canada
- g) The global economy
- h) The price of oil
- i) NAFTA (**IF NEEDED:** the North American Free Trade Agreement)
- j) Trade agreements with countries other than the U.S.

No impact at all	1
	2
	3
	4
	5
	6
	7
	8
	9
Significant impact	10

VOLUNTEERED

Don't know 99

General Fiscal Situation

Q5. Let's turn our attention to the Government of Canada's finances. As far as you know, do you think it is operating with a budget surplus (it took in more money than it spent) or a deficit (where it spent more than it took in) or a balanced budget?

Deficit	1
Surplus	2
Balanced	3

VOLUNTEERED

Don't know	99
------------	----

Q6. In fact, the federal government has been running deficits for each of the last few years. Over the next few years, do you think the deficit will (ROTATE ORDER: get bigger, get smaller) or stay the same size?

Get smaller	1
Stay the same	2
Get bigger	3

VOLUNTEERED

Don't know	99
------------	----

Q7. How important is it for the Government of Canada to keep the following in mind when making Budget decisions? Please use a scale from 1 to 10, where 1 means it is not at all important and 10 means it is very important.

(RANDOMIZE)

- a) The middle class
- b) Job creation
- c) Helping indigenous people
- d) **(SPLIT)** Science / Innovation
- e) **(SPLIT)** Feminism / Helping women and girls / Gender equality
- f) The environment
- g) Job skills
- h) **(SPLIT)** Business competitiveness/making Canadian businesses successful internationally
- i) **(SPLIT)** Making sure the deficit doesn't get any bigger/balancing the budget

Not at all important	1
	2
	3
	4
	5
	6
	7
	8
	9
Very important	10

VOLUNTEERED

Don't know 99

Q8. Which do you prefer? **READ AND ROTATE; ACCEPT 1 RESPONSE ONLY**

The Government of Canada invests in programs and infrastructure that can create jobs and economic growth, even if it means running deficits (or)	1
The Government of Canada works towards balancing the budget, even if it means making cuts to programs and/or raising taxes (or)	2
VOLUNTEERED Don't know	99

Q9. As far as you know, do you feel (**SPLIT SAMPLE**: federal income taxes have/the amount of financial support the Government of Canada provides to Canadians has) been (**ROTATE ORDER**: going up or going down), or staying the same in recent years?

Going down 1
 Staying about the same 2
 Going up 3

VOLUNTEERED
 Don't know 99

Q10 **IF Q9=GOING DOWN OR GOING UP:** Which specific (TAXES/ FINANCIAL SUPPORTS) have been (GOING DOWN/GOING UP)?

OPEN END

HALF OF SAMPLE ASKED Q11/12:

Q11. If you received an extra (**RANDOMIZE**: \$20/\$50/\$100/\$500 a month), would this have (**ROTATE ORDER**: a big impact, a small impact) or no impact on your personal financial situation?

No impact 1
 Small impact 2
 Big impact 3

VOLUNTEERED
 Don't know 99

Q12. And if you received an extra (**RANDOMIZE**: \$20/\$50/\$100/\$500 a month **CANNOT BE OPTION PRESENTED AT Q11**), would this have (**ROTATE ORDER**: a big impact, a small impact) or no impact on your personal financial situation?

No impact	1
Small impact	2
Big impact	3

VOLUNTEERED

Don't know	99
------------	----

HALF OF SAMPLE ASKED Q13/14:

Q13. If you received an extra (**RANDOMIZE**: \$240/\$600/\$1200/\$6000 a year), would this have (**ROTATE ORDER**: a big impact, a small impact) or no impact on your personal financial situation?

No impact	1
Small impact	2
Big impact	3

VOLUNTEERED

Don't know	99
------------	----

Q14. And if you received an extra (**RANDOMIZE**: \$240/\$600/\$1200/\$6000 a year **CANNOT BE OPTION PRESENTED AT Q13**), would this have (**ROTATE ORDER**: a big impact, a small impact) or no impact on your personal financial situation?

No impact	1
Small impact	2
Big impact	3

VOLUNTEERED

Don't know	99
------------	----

DEMOGRAPHICS

READ: And now a few final questions for demographic purposes.

F What is the highest level of formal education that you have completed? **READ LIST – STOP READING WHEN REACHING THE RESPONDENT’S CATEGORY**

Grade 8 or less	1
Some high school	2
High School diploma or equivalent	3
Registered Apprenticeship or other trades certificate or diploma	4
College, CEGEP or other non-university certificate or diploma	5
University certificate or diploma below Bachelor’s level	6
Bachelor’s degree	7
Post graduate degree above bachelor’s level	8
[DO NOT READ]	
Prefer not to answer	99

G What language do you speak most often at home? **READ LIST — ACCEPT ALL THAT APPLY**

English	1
French	2
Other	3

[DON’T READ] Don’t know/Refused 99

H Which of the following categories best describes your current employment status? Are you... **READ LIST – ACCEPT ONE ANSWER ONLY – STOP READING WHEN REACHING THE RESPONDENT’S CATEGORY**

Working full-time, that is, 35 or more hours per week	1
Working part-time, that is, less than 35 hours per week	2
Self-employed	3
Unemployed, but looking for work	4
A student attending school full-time	5
Retired	6
Not in the workforce [FULL-TIME HOMEMAKER, UNEMPLOYED, NOT LOOKING FOR WORK])	7

[DO NOT READ]

Other – [DO NOT SPECIFY] 98
Refused 99

I Which of the following categories best describes your total household income? That is, the total income of all persons in your household combined, before taxes. **READ LIST – STOP READING WHEN REACHING THE RESPONDENT’S CATEGORY**

Under \$20,000 1
\$20,000 to just under \$40,000 2
\$40,000 to just under \$60,000 3
\$60,000 to just under \$80,000 4
\$80,000 to just under \$100,000 5
\$100,000 to just under \$150,000 6
\$150,000 and above 7
[DO NOT READ] Refused 99

J Are there any children under the age of 18 currently living in your household?

Yes 1
No 2

K And, finally, to better understand how results vary by region, may I have your 6-digit postal code?

ACCEPT FIRST THREE DIGITS IF THAT IS ALL RESPONDENT IS WILLING TO GIVE

— — — — — [FORMAT A4A 5B5]

999999 – DK/NA

This survey was conducted on behalf of the Department of Finance Canada, and is registered under the Federal Access to Information Act. Thank you very much for your participation.

RECORD:

Language of interview

English 1
French 2

**Sondage du ministère des Finances du Canada sur les attitudes envers l'économie canadienne
(automne)
Quorus**

Hello/Bonjour, je m'appelle _____ et je téléphone du groupe-conseil Quorus au nom du gouvernement du Canada. Nous menons un sondage sur les attitudes et les opinions des Canadiens de 18 ans et plus. Préférez-vous continuer en français ou en anglais ? (**SI C'EST NÉCESSAIRE** : Thank you. Someone will call you back shortly to do the survey in English.)

Anglais	1
Français	2

Le sondage dure environ 12 minutes et vos réponses demeureront strictement confidentielles. Vous n'êtes pas tenu de répondre à toutes les questions.

Vous êtes entièrement libre de participer. Cet appel pourrait être écouté ou enregistré à des fins de contrôle de la qualité. Tous les renseignements fournis seront gérés conformément aux exigences de la *Loi sur la protection des renseignements personnels*.

POUR LES RÉPONDANTS QUI UTILISENT UN TÉLÉPHONE DE LIGNE TERRESTRE : Pourrais-je parler à la personne dans votre ménage qui est âgée de 18 ans ou plus et qui a été la dernière à célébrer son anniversaire ? Est-ce vous ? [**SI CETTE PERSONNE N'EST PAS DISPONIBLE, PLANIFIER UN RAPPEL**]

POUR LES RÉPONDANTS QUI UTILISENT UN TÉLÉPHONE MOBILE : Êtes-vous âgé d'au moins 18 ans ?

POUR LES RÉPONDANTS QUI UTILISENT UN TÉLÉPHONE SANS FIL, POSER LES QUESTIONS A ET B.

A Êtes-vous dans un endroit sécuritaire, par exemple, ailleurs qu'au volant d'un véhicule en marche ?

Oui

[REPRENDRE L'INTRODUCTION, AU BESOIN]

Non

[FIXER LA DATE ET L'HEURE DU RAPPEL]

B À la maison, avez-vous une ligne téléphonique résidentielle ordinaire, autre qu'un téléphone mobile ?

Oui
Non

VÉRIFIER LES QUOTAS
VÉRIFIER LES QUOTAS

[POUR LES RÉPONDANTS QUI UTILISENT UNE LIGNE TERRESTRE, INDIQUER LA RÉGION QUI FIGURE DANS L'ÉCHANTILLON.]

[POUR LES RÉPONDANTS QUI UTILISENT UN TÉLÉPHONE MOBILE, POSER LA QUESTION C.]

C Dans quelle province ou quel territoire habitez-vous ? **NE PAS LIRE LA LISTE.**

Terre-Neuve	1
Île-du-Prince-Édouard	2
Nouvelle-Écosse	3
Nouveau-Brunswick	4
Québec	5
Ontario	6
Manitoba	7
Saskatchewan	8
Alberta	9
Colombie-Britannique	10
Yukon	11
Territoires du Nord-Ouest	12
Nunavut	13

D Quelle est votre année de naissance ?

(NOTER L'ANNÉE : XXXX)

9999 – NE PAS LIRE : Ne sait pas/refuse de répondre

[SI LE RÉPONDANT REFUSE DE PRÉCISER L'ANNÉE, DEMANDER :]

Pourriez-vous me dire à quel groupe d'âge vous appartenez ? **LIRE LA LISTE**

18 à 34 ans	1
35 à 49 ans	2
50 à 54 ans	3
55 à 64 ans	4
65 ans ou plus	5
[NE PAS LIRE] Refuse de répondre	99

E Sexe **[NE PAS DEMANDER : Noter la réponse par observation.]**

Femme	1
Homme	2

SONDAGE PRINCIPAL

Évaluation de l'économie

1A. (T) Songez aux enjeux auxquels le Canada doit faire face à l'heure actuelle ; selon vous, quel est celui sur lequel le gouvernement du Canada devrait concentrer davantage ses efforts ? **[NOTER LA PREMIÈRE RÉPONSE]**

[AUCUNE LISTE PRÉCODÉE – NOTE À L'INTERVIEWEUR : NOTER D'ABORD LA PREMIÈRE RÉPONSE. TOUTES LES AUTRES DOIVENT ÊTRE NOTÉES SUR L'ÉCRAN SUIVANT.]

99 – **[NE PAS LIRE]** Ne sait pas/refuse de répondre (PASSER à LA QUESTION 2)

1B. (T) Y a-t-il d'autres enjeux ? **[AU BESOIN : Songez aux enjeux auxquels le Canada doit faire face à l'heure actuelle ; selon vous, quel est celui sur lequel le gouvernement du Canada devrait concentrer davantage ses efforts ?]**

INSCRIRE MOT POUR MOT - [PLUSIEURS RÉPONSES POSSIBLES]

99 – **[NE PAS LIRE]** Ne sait pas/refuse de répondre

Q2. (T) Comment évaluez-vous chacune des situations suivantes, sur une échelle de 1 à 10, où 1 signifie « terrible » et 10, « excellent » : **[PRÉSENTER EN ORDRE ALÉATOIRE DE b à f] RÉPÉTER L'ÉCHELLE AU BESOIN**

- a. l'état actuel de l'économie canadienne
- b. l'état actuel de l'économie américaine
- c. l'état actuel de l'économie de **[PROVINCE]**
- d. le prix de l'essence

Terrible	1
	2
	3
	4
	5
	6
	7
	8
	9
Excellent	10

SANS AIDE

Incertain 99

Q3. Dans quelle mesure êtes-vous préoccupé à l'idée que vous ou un autre membre de votre ménage pourriez perdre votre emploi au cours des 6 prochains mois ? Veuillez utiliser une échelle de 1 à 10 où 1 signifie que vous n'êtes pas du tout préoccupé et 10, que vous êtes très préoccupé.

Pas du tout préoccupé	1
	2
	3
	4
	5
	6
	7
	8
	9
Très préoccupé	10

SANS AIDE

Ne s'applique pas/retraité/sans-emploi	98
Ne sait pas	99

Confiance envers l'économie

Q4. Selon vous, quel est l'effet de chacune des mesures suivantes sur [ÉCHANTILLON FRACTIONNÉ – LA MOITIÉ : la création d'emplois au Canada/L'AUTRE MOITIÉ : la compétitivité des entreprises canadiennes] ? Veuillez utiliser une échelle de 1 à 10 où 1 signifie qu'elle n'a aucun effet et 10, qu'elle a un effet important.

(RANDOMISER)

- a) Les investissements du gouvernement fédéral dans l'infrastructure
- b) Les investissements du gouvernement fédéral dans le domaine des sciences, de la technologie et de l'innovation
- c) Les mesures du gouvernement fédéral qui versent de l'argent directement aux Canadiens, comme l'Allocation canadienne pour enfants et le Supplément de revenu garanti
- d) Les investissements du gouvernement fédéral dans la formation professionnelle
- e) Les taux d'imposition des entreprises
- f) La confiance des investisseurs internationaux envers le Canada
- g) L'économie mondiale
- h) Le prix du pétrole
- i) L'ALENA (**AU BESOIN** : l'Accord de libre-échange nord-américain)
- j) Les ententes commerciales avec les pays autres que les États-Unis

Aucun effet	1
	2
	3
	4
	5
	6
	7
	8
	9
Effet important	10
SANS AIDE	
Ne sait pas	99

Situation budgétaire

Q5. Parlons maintenant des finances du gouvernement du Canada. À votre connaissance, est-ce que le gouvernement affiche un surplus (c'est-à-dire que ses revenus sont supérieurs à ses dépenses), un déficit (c'est-à-dire que ses dépenses sont supérieures à ses revenus) ou un budget équilibré ?

Déficit	1
Surplus	2
Budget équilibré	3

SANS AIDE

Ne sait pas	99
-------------	----

Q6. En réalité, le gouvernement fédéral a affiché un déficit à chacune des dernières années. Au cours de la prochaine année, croyez-vous que le déficit (ROTATION : augmentera, diminuera) ou s'il demeurera stable ?

Diminuera	1
Demeurera stable	2
Augmentera	3

SANS AIDE

Ne sait pas	99
-------------	----

Q7. Dans quelle mesure est-ce important pour le gouvernement du Canada de tenir compte de ce qui suit pour prendre des décisions budgétaires ? Veuillez utiliser une échelle de 1 à 10 où 1 signifie « pas important du tout » et 10, « très important ».

(RANDOMISER)

- a) La classe moyenne
- b) La création d'emplois
- c) L'aide aux Autochtones
- d) **(FRACTIONNEMENT)** Les sciences et l'innovation
- e) **(FRACTIONNEMENT)** Le féminisme, l'aide aux femmes et aux jeunes filles, l'égalité des sexes
- f) L'environnement
- g) Les compétences professionnelles
- h) **(FRACTIONNEMENT)** La compétitivité des entreprises/le succès des entreprises canadiennes à l'international
- i) **(FRACTIONNEMENT)** Réduction ou maintien du déficit/l'équilibre budgétaire

Pas important du tout	1
	2
	3
	4
	5
	6
	7
	8
	9
Très important	10
SANS AIDE	
Ne sait pas	99

Q8. Lequel de ces deux scénarios préférez-vous ? **LIRE LES RÉPONSES ET FAIRE UNE ROTATION : ACCEPTER UNE SEULE RÉPONSE.**

Le gouvernement du Canada qui investit dans les programmes et les infrastructures pour créer des emplois et stimuler l'économie, même si cela signifie d'avoir un déficit (ou)	1
Le gouvernement du Canada qui s'affaire à équilibrer le budget, même si cela signifie de faire des coupures dans les programmes ou d'augmenter les impôts ?	2
SANS AIDE Ne sait pas	99

Q9. Avez-vous l'impression que (**FRACTIONNEMENT** : l'impôt fédéral sur le revenu/le soutien financier que le gouvernement du Canada apporte aux Canadiens) (**ROTATION** : a augmenté ou a diminué) ou s'il est demeuré stable au cours des dernières années ?

A diminué 1
Est demeuré stable 2
A augmenté 3

SANS AIDE
Ne sait pas 99

Q10. **SI A RÉPONDU DIMINUÉ OU AUGMENTÉ À LA QUESTION 9** : Quels sont (les impôts/le soutien financier) qui ont (DIMINUÉ/AUGMENTÉ) ?

QUESTION OUVERTE

POSER LES QUESTIONS 11 ET 12 À LA MOITIÉ DE L'ÉCHANTILLON :

Q11. Si vous disposiez d'un montant supplémentaire de (**RANDOMISER** : 20 \$/50 \$/100 \$/500 \$ par mois), est-ce que cela aurait (**ROTATION** : un impact majeur, un impact mineur) ou aucun impact sur votre situation financière personnelle ?

Aucun impact 1
Impact mineur 2
Impact majeur 3

SANS AIDE
Ne sait pas 99

Q12. Si vous disposiez d'un montant supplémentaire de (**RANDOMISER** : 20 \$/50 \$/100 \$/500 \$ par mois - **NE PEUT PAS ÊTRE UNE OPTION PRÉSENTÉE À LA QUESTION 11**), est-ce que cela aurait (**ROTATION** : un impact majeur, un impact mineur) ou aucun impact sur votre situation financière personnelle ?

Aucun impact	1
Impact mineur	2
Impact majeur	3

SANS AIDE

Ne sait pas	99
-------------	----

POSER LES QUESTIONS 13 ET 14 À L'AUTRE MOITIÉ DE L'ÉCHANTILLON :

Q13. Si vous disposiez d'un montant supplémentaire de (**RANDOMISER** : 240 \$/600 \$/1 200 \$/6 000 \$ par année), est-ce que cela aurait (**ROTATION** : un impact majeur, un impact mineur) ou aucun impact sur votre situation financière personnelle ?

Aucun impact	1
Impact mineur	2
Impact majeur	3

SANS AIDE

Ne sait pas	99
-------------	----

Q14. Si vous disposiez d'un montant supplémentaire de (**RANDOMISER** : 240 \$/600 \$/1 200 \$/6 000 \$ par année - **NE PEUT PAS ÊTRE UNE OPTION PRÉSENTÉE À LA QUESTION 13**), est-ce que cela aurait (**ROTATION** : un impact majeur, un impact mineur) ou aucun impact sur votre situation financière personnelle ?

Aucun impact	1
Impact mineur	2
Impact majeur	3

SANS AIDE

Ne sait pas	99
-------------	----

PROFIL DÉMOGRAPHIQUE

LIRE : Les dernières questions nous serviront à dresser le profil démographique des répondants.

F Quel est le plus haut niveau de scolarité que vous avez atteint ? **LIRE LA LISTE ET S'ARRÊTER LORSQUE LA BONNE CATÉGORIE EST MENTIONNÉE.**

6 ^e année ou moins	1
Secondaire partiel	2
Diplôme d'études secondaires ou l'équivalent	3
Apprentissage enregistré ou autre certificat ou diplôme d'une école de métiers	4
Certificat ou diplôme de cégep ou d'un établissement autre qu'une université	5
Certificat ou diplôme universitaire de niveau inférieur au baccalauréat	6
Baccalauréat	7
Diplôme d'études supérieures	8
[NE PAS LIRE]	
Préfère ne pas répondre	99

G Quelle est la langue que vous parlez le plus souvent à la maison ? **LIRE LA LISTE. ACCEPTER TOUTES LES RÉPONSES QUI S'APPLIQUENT.**

Anglais	1
Français	2
Autre	3
[NE PAS LIRE] Ne sait pas/refuse de répondre	99

H Laquelle de ces catégories décrit le mieux votre situation d'emploi actuelle ? **LIRE LA LISTE ET ACCEPTER UNE SEULE RÉPONSE. S'ARRÊTER LORSQUE LA BONNE CATÉGORIE EST MENTIONNÉE.**

Travailleur à temps plein, c.-à-d. 35 heures ou plus par semaine	1
Travailleur à temps partiel, c.-à-d. moins de 35 heures par semaine	2
Travailleur autonome	3
Sans travail, mais à la recherche d'un emploi	4
Étudiant à temps plein	5
Retraité	6
Hors du marché du travail [PERSONNE AU FOYER À TEMPS PLEIN, SANS EMPLOI, NE CHERCHE PAS D'EMPLOI]	7

[NE PAS LIRE]

Autre – PAS BESOIN DE PRÉCISER	98
Refuse de répondre	99

- I Laquelle de ces catégories décrit le mieux le revenu annuel total de votre ménage, c'est-à-dire le total des revenus de tous les membres de votre ménage, avant impôts ? **LIRE LA LISTE. S'ARRÊTER LORSQUE LA BONNE CATÉGORIE EST MENTIONNÉE.**

Moins de 20 000 \$	1
20 000 \$ à moins de 40 000 \$	2
40 000 \$ à moins de 60 000 \$	3
60 000 \$ à moins de 80 000 \$	4
80 000 \$ à moins de 100 000 \$	5
100 000 \$ à moins de 150 000 \$	6
150 000 \$ ou plus	7

[NE PAS LIRE] Refuse de répondre 99

- J Avez-vous des enfants de moins de 18 ans domiciliés à votre adresse ?
- | | |
|-----|---|
| Oui | 1 |
| Non | 2 |

- K Afin de mieux comprendre les variantes de résultats d'une région à l'autre, pourrais-je avoir les 6 caractères de votre code postal ?

ACCEPTER LES TROIS PREMIERS CARACTÈRES SI C'EST TOUT CE QUE LE RÉPONDANT ACCÉPTE DE DONNER.

— — — — — [FORMAT A4A 5B5]

999999 – NSP/S.O.

Ce sondage a été réalisé pour le compte du ministère des Finances du Canada. Il est enregistré en vertu de la *Loi sur l'accès à l'information*. Merci de votre participation.

NOTER :

La langue de l'entrevue

Anglais	1
Français	2

Tableaux de données